

Tunisie : violences et défi salafiste

Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°137 | 13 février 2013

Table des matières

Synthèse	i
Recommandations	iv
I. Introduction : la montée des violences salafistes	1
II. Le salafisme : un terme ambigu.....	9
III. L'évolution du salafisme en Tunisie.....	11
A. Le développement des salafismes scientifique et jihadiste sous Ben Ali	11
1. Une réaction identitaire	11
2. Terrorisme et contre-terrorisme sous l'ancien régime	12
B. Les salafistes et le choc du soulèvement.....	14
1. Amnistie générale des salafistes.....	14
2. Les nouveaux salafistes-scientifiques : un lobby	15
3. Les nouveaux salafistes-jihadistes : violence et enracinement local	16
4. Légalisation de partis islamistes à la droite d'An-Nahda	22
IV. An-Nahda face à la prédication salafiste.....	26
A. L'identité incertaine d'An-Nahda	26
B. Une stratégie d'intégration	31
C. Vers la wahhabisation des lieux de savoir ?.....	34
V. An-Nahda face aux violences salafistes	37
A. Isoler les violents	37
B. Persistance des violences : connivence entre islamistes au niveau local ?	38
C. Désordre au sein de l'administration sécuritaire et du système juridique ?.....	39
D. Durcissement de la logique sécuritaire et radicalisation des jihadistes ?	42
VI. Conclusion : sortir du dédale	45
ANNEXES	
A. Carte de la Tunisie	50
B. Glossaire des abréviations.....	51
C. A propos de l'International Crisis Group	52
D. Rapports et briefings de Crisis Group sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord depuis 2010	53
E. Conseil d'administration de Crisis Group	55

Synthèse

L'assassinat de Chokri Belaïd, figure de l'opposition, a plongé la Tunisie dans la crise la plus grave depuis la chute du président Ben Ali en janvier 2011. Bien que les coupables et leurs mobiles n'aient pas encore été identifiés, les soupçons ont rapidement pesé sur des individus proches de la mouvance salafiste. Fondées ou non, ces suspicions ont une fois de plus projeté ce courant sur le devant de la scène. Nombre de non-islamistes sont convaincus du danger qu'ils incarnent. Pire, certains estiment souvent que, nonobstant leurs différends, salafistes et membres d'An-Nahda, le parti islamiste au pouvoir, font cause commune. Alors que le pays se polarise et que le Maghreb entre dans une période d'incertitude, l'heure est à des réponses différenciées à des problèmes disparates : réponse sociale à la marginalisation de jeunes qui trouvent dans le salafisme et, parfois, la violence, des exutoires faciles ; réponse idéologique au flou qui caractérise l'orientation d'An-Nahda et l'identité religieuse du pays ; et réponse sécuritaire aux menaces jihadistes qu'il ne faut ni ignorer ni exagérer.

Comme ailleurs dans le monde arabe, le phénomène salafiste – à la fois sa composante dite scientifique, forme d'islamisme plutôt quietiste qui préconise l'immersion des fidèles dans les textes sacrés, et sa composante jihadiste, qui prône traditionnellement la résistance armée face aux forces non musulmanes – prend de l'ampleur depuis quelques temps. Il connaît ses premières avancées sous le régime autoritaire de Ben Ali en réaction à la répression subie par les forces islamistes en général et An-Nahda en particulier. Une nouvelle génération de jeunes islamistes qui ne connaît pas bien An-Nahda et se fascine pour l'imaginaire de la résistance tchétchène, irakienne ou afghane voit alors le jour.

Le soulèvement de 2010-2011 change la donne, ouvrant des perspectives nouvelles. Les salafistes-scientifiques plutôt discrets et loyalistes sous Ben Ali diffusent désormais avec vigueur leurs idées rigoristes à travers l'action associative et exercent une pression religieuse sur An-Nahda en préconisant notamment l'inscription de la Charia dans la constitution. Quant aux salafistes-jihadistes, ils soutiennent et recrutent parfois pour la lutte armée à l'étranger – en particulier en Syrie – mais affirment renoncer à la violence en Tunisie. Leur pays n'est plus selon eux terre de jihad, mais une terre de prédication au sein de laquelle il faut s'enraciner de manière pacifique, profitant du désordre et des zones de non-droit qui tendent à s'y développer pour promouvoir la loi islamique. Les appréhensions des non-islamistes montent, nombre d'entre eux accusant An-Nahda de connivence avec ces salafistes, le soupçonnant d'avoir un agenda religieux qui ne s'en distingue guère.

Pour l'instant, malgré la chute de l'ancien régime, le vide sécuritaire, les problèmes économiques, les grèves et mouvements de protestation de tout ordre, la libération et le retour d'exil des jihadistes, la Tunisie n'a pour l'instant connu ni conflit armé, ni violences d'ampleur, ni attentat terroriste majeur. La plupart des attaques et agressions salafistes, dont la plus marquante est l'attaque contre l'ambassade américaine le 14 septembre 2012, ont été plus spectaculaires que mortelles. Le pire a été évité en partie grâce à la réponse prudente d'An-Nahda aux expressions religieuses radicales, laquelle relève tant du dialogue, de la persuasion que de la cooptation.

Pourtant, cette réponse connaît ses limites. De plus en plus, An-Nahda se trouve dans une position délicate, sous le feu conjoint des critiques non islamistes qui l'accusent de laxisme au niveau sécuritaire et des salafistes qui l'attaquent dès qu'il s'en démarque et soutient le recours à la force. Selon la conjoncture – violences spectaculaires ou vague d'arrestations – An-Nahda essuie les récriminations du premier ou du deuxième camp. Le parti lui-même est divisé entre prédicateurs plus religieux et hommes politiques plus pragmatiques et partagé entre les positions plus flexibles de ses dirigeants et les convictions profondes de sa base militante. Tensions qui se traduisent par un dilemme politique : plus le parti accentue son côté prédicateur et religieux, plus il inquiète les non-islamistes ; plus il se conduit de manière pragmatique, plus il s'aliène une partie de sa base et crée un appel d'air profitant à la mouvance salafiste.

Que l'opposition séculariste fasse preuve d'alarmisme excessif et formule des accusations souvent injustifiées ne fait guère de doute, comme ne fait guère de doute sa difficulté à accepter que des islamistes gouvernent désormais le pays. Mais que ses peurs soient exagérées ne veut pas dire qu'elles soient sans fondement. Cela veut dire au contraire qu'il faut clairement les définir, les distinguer et y remédier. Faire un amalgame et assimiler incidents liés à la pauvreté et au désœuvrement, tentatives d'imposer un ordre moral ainsi qu'un assassinat politique ou des violences jihadistes ne ferait que pousser les salafistes à se regrouper autour de leurs tendances les plus radicales.

Premier phénomène bien réel, la présence accrue de militants salafistes dans les quartiers populaires les plus défavorisés. En effet, ils s'implantent au niveau local, palliant avant tout la faiblesse des services publics dans les zones délaissées. Par endroits, ils sont devenus des acteurs essentiels de la vie économique. Plusieurs donnent des cours de soutien scolaire et règlent des litiges de voisinage, des petits problèmes administratifs, voire des conflits conjugaux. Dans nombre de villages et agglomérations urbaines déshérités, ils s'insèrent dans l'économie informelle et souterraine.

Seconde donnée, l'affirmation d'un dogmatisme religieux, manifestation d'un bras de fer entre deux conceptions (l'une plus tolérante que l'autre) de l'islam. Au début relativement marginales, les violences à caractère vigilantiste se banalisent peu à peu ; certains ont peur de mener leurs activités sur la place publique de crainte de provoquer la colère des salafistes. L'influence de ces derniers s'exprime également par le contrôle qu'ils exercent sur des lieux de culte et de diffusion du savoir. An-Nahda fait le pari que la radicalisation du discours religieux est un phénomène passager, défolement obligé après les années de plomb de Ben Ali, et qu'intégrer les salafistes permettra de les modérer. Mais ce pari fait craindre à ses détracteurs une islamisation progressive de la société par le bas.

Troisième et ultime réalité, l'existence de groupuscules armés. Pour le moment, ils n'ont pas entrepris d'opération de grande envergure ; certains jihadistes quittent le pays pour la Syrie, le Mali ou l'Algérie où ils ont formé une partie importante des preneurs d'otages du site gazier d'In Amenas, mais la plupart croient encore au succès de la prédication pacifique sur le sol tunisien et n'entendent pas, pour l'heure, recourir à des actions plus violentes que le vigilantisme dont ils sont coutumiers.

Mais le désordre qui agite le Maghreb, la circulation d'armes, la porosité des frontières avec la Libye et l'Algérie ainsi que le retour éventuel de ces jihadistes au pays, risquent d'accentuer le péril. Déjà, le gouvernement a dû faire preuve de davantage de fermeté, vu la multiplication des incidents violents et la radicalisation du

discours jihadiste à l'égard d'An-Nahda ainsi que les pressions d'une frange de l'opinion publique, d'éléments du ministère de l'Intérieur et des Etats-Unis suite à l'attaque contre leur ambassade. Résultat, les relations entre salafistes-jihadistes et nahdaouis semblent se dégrader et le danger d'un cercle vicieux fait de durcissement sécuritaire et de radicalisation salafiste pointe.

Pour le gouvernement et An-Nahda en particulier, les défis sont de taille et rendus d'autant plus urgents par le meurtre de Chokri Belaïd. Dans l'immédiat, il s'agit de résoudre la crise politique qui agite le pays. Au-delà, il faudra apporter des réponses adaptées à ces divers problèmes en évitant l'amalgame qui mettrait à l'index la partie la plus islamisée de la population ; limiter le caractère cacophonique du nouvel espace religieux qui se constitue tout en rassurant les plus sécularistes ; renforcer la sécurité sans tomber dans le tout-sécuritaire tout en réformant la justice et la sûreté ; enfin, renforcer la coopération avec les voisins nord-africains dans un contexte tendu et chaotique.

A défaut d'une réaction adéquate des pouvoirs publics et du parti islamiste qui donne le ton au sein de la fragile coalition gouvernementale, les violences, tout autant sociales, juvéniles et urbaines que politiques et religieuses, pourraient franchir un nouveau palier et atteindre un seuil critique.

Recommandations

Afin de résoudre la crise politique immédiate

A l'attention du Premier ministre, du président, de l'Assemblée nationale constituante, d'An-Nahda, des organisations politiques et associatives islamistes et non islamistes et de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) :

1. Mettre en place une commission d'enquête indépendante sur l'assassinat de Chokri Belaïd.
2. Créer un Conseil national de dialogue composé des principales organisations politiques, associatives et syndicales, pour établir conjointement une feuille de route pour les prochaines étapes de la transition.

Afin de traiter les causes sociales des dérives violentes

A l'attention du gouvernement, de l'Assemblée nationale constituante (ANC) et des associations islamiques et sécularistes :

3. Mettre en œuvre une politique d'encadrement socioéducatif à destination de la jeunesse dans les quartiers populaires et les zones déshéritées à l'aide de programmes de réinsertion scolaire et professionnelle.
4. Soutenir les activités associatives dans les zones délaissées en encourageant le travail commun entre associations islamiques et sécularistes.

Afin de réduire les risques de radicalisation religieuse

A l'attention du ministère des Affaires religieuses, du comité scientifique de la grande mosquée de Tunis et des organisations politiques et associatives islamistes et non islamistes :

5. Rédiger, à l'issue d'un large processus de consultation, une charte des libertés qui encadrerait l'enseignement de la grande mosquée de Tunis et défendrait un islam ancré dans l'héritage du mouvement réformiste tunisien tourné vers les défis du monde moderne.

A l'attention du parti et mouvement An-Nahda :

6. Promouvoir cette conception de l'islam inscrite dans le patrimoine culturel, intellectuel et religieux national en la défendant dans ses publications, encourageant les associations proches du parti à l'exprimer et la diffusant parmi ses militants.

Afin de renforcer les dispositifs sécuritaires

A l'attention du gouvernement et de l'ANC :

7. Réduire le sentiment d'insécurité et la démotivation des forces de l'ordre en promulguant une nouvelle loi définissant clairement le statut juridique et le cadre d'intervention de la police et de la garde nationale.

A l'attention des ministères de la Justice et de l'Intérieur :

8. Mettre en place des programmes de formation continue des agents et officiers des forces de sécurité intérieure.
9. Moderniser et renforcer l'équipement anti-émeute non létal de la police et de la garde nationale.
10. Etablir une liste des zones sensibles où les risques de violences sont les plus importants et où s'installerait une police de proximité.

A l'attention des partenaires occidentaux privilégiés de la Tunisie, notamment la France, l'Italie, l'Allemagne et les Etats-Unis :

11. Appuyer les réformes du ministère de l'Intérieur en :
 - a) mettant en place des programmes d'échanges et de formation des agents et officiers des forces de l'ordre ; et
 - b) soutenant financièrement la modernisation et le renforcement de l'équipement anti-émeute non létal.

A l'attention des gouvernements tunisiens, libyens et algériens :

12. Développer une coopération sécuritaire étroite et améliorer la coordination des différents services de renseignements dans les zones frontalières.

Tunis/Bruxelles, 13 février 2013

Tunisie : violences et défi salafiste

I. Introduction : la montée des violences salafistes

Depuis la chute du régime de Ben Ali en janvier 2011, la Tunisie a connu une augmentation des actes de violence.¹ Parmi leurs causes, le nombre élevé d'attaques et d'agressions contre les personnes et les biens attribuées aux courants salafistes et, en particulier, leurs actions dites de vigilantisme.² Le meurtre de Chokri Belaïd, secrétaire général du Parti des patriotes démocrates,³ est devenu emblématique de cette réalité. Menacé à plusieurs reprises par des individus portant barbes et kamis,⁴ il a été attaqué dans le Nord-Ouest du pays lors d'une réunion de sa formation politique, le 2 février 2013, soit quatre jours avant son assassinat. Il a accusé des militants d'An-Nahda et des salafistes d'être responsables de son agression.⁵ Quelques heures après son décès, nombre de militants de partis sécularistes désignaient déjà des individus proches du salafisme comme premiers responsables de ce crime.⁶

Bien que cet assassinat soit toujours inexplicé et que la participation des salafistes ne soit pas prouvée, leurs actes de violence ont été nombreux depuis le départ du dictateur. Dès janvier-février 2011, ils ont pris pour cible un centre culturel dans la médina (vieille ville) de Tunis et assailli des maisons closes à Tunis, Kairouan et Sfax.⁷ Il n'est pas rare que dans certains quartiers populaires des groupes salafistes patrouillent discrètement pour traquer les vendeurs d'alcool.⁸ Une association d'ampleur nationale ayant pour objectif d'appeler les citoyens à la droiture morale et à suivre les règles de la Charia (loi islamique) a vu le jour : il s'agit de l'Association de

¹ D'après le ministère de l'Intérieur, entre février 2011 et février 2012, plus de 400 commissariats ont été attaqués et 12 000 individus arrêtés pour actes de pillage, d'agressions ou tentatives de meurtre. Voir « Political transition in Tunisia », Rapport de l'Assemblée parlementaire, Conseil de l'Europe, 7 juin 2012.

² L'auto-justice ou le vigilantisme désigne le fait d'exercer la loi ou un code moral particulier en dehors de toute procédure judiciaire.

³ Ce parti est une formation d'extrême gauche, très présente sur les campus universitaires notamment dans les années 1980. Il est également connu sous le nom de Wataad (al-Wataniyyoun al-Demoqratiyyoun). Plusieurs dirigeants de la principale centrale syndicale, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), sont issus. Il fait aujourd'hui partie d'une coalition de douze partis politiques et associations d'extrême gauche ou nationalistes arabes appelée Le front populaire.

⁴ Le kamis, jellabah ou longue robe blanche est la tenue usuelle des salafistes. Elle était traditionnellement portée par le prophète Mohamed. Elle a été popularisée dans les milieux islamistes par les jihadistes afghans dans les années 1980. Elle se porte directement sur le corps ou sur un jean et s'arrête la plupart du temps aux chevilles.

⁵ « Tunisie-Chokri Belaïd : "des salafistes et des nahdhaouis sont derrière mon agression au Kef" », Business News (businessnews.tn), 2 février 2013.

⁶ Entretien de Crisis Group, militants de partis sécularistes, Tunis, 6 février 2013.

⁷ Entretien de Crisis Group, responsable de brigades d'élites, Tunis, juillet 2012. Les maisons closes sont tolérées et réglementées en Tunisie, elles sont situées dans les vieux quartiers arabes des grands centres urbains.

⁸ Entretien de Crisis Group, habitants de quartiers populaires de la banlieue de Tunis, Tunis, décembre 2012.

promotion de la vertu et la prévention du vice, légalisée en février 2012 sous l'appellation « Association centriste de sensibilisation et de réforme ».⁹

Certains incidents suscitent l'attention des médias internationaux. Le 26 juin 2011, une centaine de salafistes saccagent le cinéma Afric'Art à Tunis où devait se tenir la projection d'un film controversé, « Ni Allah, ni maître », de la réalisatrice Nadia Féni, une Tunisienne résidant en France. Le 9 octobre, quinze jours avant les élections pour l'Assemblée nationale constituante (ANC), 200 salafistes tentent d'incendier le siège de la chaîne de télévision privée Nessma à Tunis, laquelle vient de diffuser Persépolis, le film franco-iranien de Marjane Satrapi.¹⁰

Après la prise de fonction en décembre 2011 du nouveau gouvernement dominé par An-Nahda,¹¹ le parti islamiste, les actions violentes se multiplient et se diversifient. Artistes et associations réputées laïques en font d'abord les frais.¹² Les locaux de la principale centrale syndicale, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), sont parfois visés,¹³ les réunions des partis politiques d'opposition également. Au début relativement marginales, ces violences se banalisent, si bien que certaines associations hésitent à se déplacer dans l'intérieur du pays où les agressions sont plus nombreuses.¹⁴

Ainsi, le 23 février 2012, dans le Nord-Ouest, à Jendouba, des affrontements ont lieu entre salafistes et forces de l'ordre ; et le 11 mars sur la côte est, à Sfax, entre syndicalistes et salafistes. Le 7 mars, un épisode marque les esprits : un salafiste retire le drapeau national du toit de la faculté de la Manouba à Tunis pour le remplacer par le drapeau noir de la mouvance. Une étudiante tente de l'en empêcher et une

⁹ Cette association est dirigée par Adel Almi, un cheikh salafiste connu pour son discours ultra-conservateur et parfois rocambolesque. Il a notamment affirmé sur les ondes d'une radio nationale que la polygamie permettait de lutter contre le cancer de l'utérus. Voir « La polygamie aide à lutter contre le cancer de l'utérus !, selon Adel Almi », Business News (businessnews.com.tn), 29 août 2012. Adel Almi aurait par ailleurs coordonné l'attaque qui a fait quitter les lieux à la directrice de la radio religieuse, Radio Zitouna, diplômée d'histoire islamique à la Sorbonne, jugée trop libérale. Voir Asma Ghribi, « Tunisian Islamic radio station in chaos as gov't appointed director rejected », Tunisia Live (tunisia live.net), 31 janvier 2012.

¹⁰ Une scène de ce film, à l'esprit très gauchiste et libéral, doublé en dialecte tunisien, aurait particulièrement choquée : celle où Dieu est représenté avec une grande barbe blanche et tient dans sa main l'héroïne du long métrage, avec qui il entretient une conversation. Le vendredi suivant, une grande manifestation dans les rues de la capitale réunit plusieurs milliers de citoyens pour protester contre cette représentation de Dieu. De nombreux militants d'An-Nahda y participent et réussissent à canaliser les débordements. Avec le recul, cette réaction populaire fait figure de répétition générale du mouvement de colère, à l'échelle du monde arabe, qui a suivi le visionnement d'un extrait du film « Innocence of Muslims » sur YouTube, en septembre 2012.

¹¹ L'alliance gouvernementale, ou Troïka, est composée d'An-Nahda, d'Ettakatol, la formation de Mustapha Ben Jaafar, le président de l'Assemblée nationale constituante, et du Congrès pour la République (CPR), le parti du président Moncef Marzouki. A l'heure où ce rapport est écrit, dans le contexte de la crise provoquée par l'assassinat de Choukri Belaïd, ce gouvernement pourrait rapidement changer de physionomie.

¹² En décembre 2011, à Meknassi, les membres de la troupe musicale « Awled al-Manajem » (Enfants des mines) qui donnaient un concert à la maison de culture de la ville sont pris à partie. De même, en avril 2012, une rencontre de l'association Doustourna est violemment interrompue dans le Sud du pays et ses animateurs menacés avec des armes blanches. Entretien de Crisis Group, Jawhar Ben M'Barek, porte-parole du réseau Doustourna, Tunis, octobre 2012.

¹³ Le 5 juin à Jendouba, le siège régional de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a été la cible d'une attaque salafiste à la suite d'une grève générale organisée par la centrale syndicale.

¹⁴ Entretiens de Crisis Groups, militants associatifs, Tunis, juin-décembre 2012.

violente rixe éclate.¹⁵ Le 25 mars, au moment des manifestations pour l'intégration de la Charia dans la constitution, des salafistes escaladent l'horloge de l'avenue Habib Bourguiba, l'artère principale de la capitale, et y plantent à nouveau le drapeau noir, pendant que quelques centaines de mètres plus loin des artistes sont violemment pris à partie.

La Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) commence à publier des communiqués alarmants.¹⁶ Des opposants, comme Yadh Ben Achour, le président de l'ex-Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, la réforme politique et la transition démocratique (ISROR), évoquent le spectre d'une guerre civile.¹⁷ En mai 2012, à Jendouba, un hôtel qui servait de l'alcool est saccagé.¹⁸ Des affrontements violents entre les jeunes des zones déshéritées et les forces de l'ordre s'ensuivent. Le président de la LTDH affirme que des « groupes violents hors la loi propagent la terreur ».¹⁹

Du 12 au 15 juin 2012, le pays connaît une série d'émeutes qui aboutit au rétablissement du couvre-feu pendant deux nuits et crée un climat d'inquiétude tel que les trois présidents (celui de la République, de l'ANC et le chef du gouvernement) semblent effrayés en s'adressant à la nation ; nombre de citoyens sont persuadés de l'imminence d'un coup d'Etat militaire.²⁰ Ces émeutes suivent l'assaut par des salafistes d'une exposition de peinture dans une banlieue huppée de la capitale. Certains salafistes semblent galvanisés par un message de Ayman al-Zawahiri, idéologue d'al-Qaeda, diffusé deux jours plus tôt.²¹ Des commissariats, des tribunaux, des locaux de partis d'opposition, de l'UGTT et d'autres biens publics sont incendiés. Les affrontements avec les forces de sécurité durent plusieurs jours, jusqu'à ce que des brigades d'élites interviennent dans des zones périurbaines de la capitale et que des négociations entre nahdaouis et salafistes ramènent le calme.²²

¹⁵ Le président de la République, le chef du gouvernement et le ministre de l'Intérieur, unanimes dans la condamnation de cet « outrage à l'un des symboles de la souveraineté nationale » ont rendu un hommage officiel à cette étudiante.

¹⁶ « Les-violences salafistes menacent la sécurité publique » dit la LTDH », *News of Tunisia* (newssoftunisia.com), 23 avril 2012 ; « Violence salafiste : la LTDH tire la sonnette d'alarme », *Kapitalis* (kapitalis.com), 29 mai 2012 ; « Tunisie. La LTDH dénonce les violences des extrémistes religieux à Gabes », *Kapitalis*, 29 août 2012.

¹⁷ « Tunisie. Des voix mettent en garde contre le spectre de la guerre civile », *Le Courrier de l'Atlas*, 24 avril 2012. L'ISROR, présidée par Yadh Ben Achour, a été formée au mois de mars 2011 et dissoute peu avant les élections du 23 octobre 2011. Elle a joué le rôle de petit parlement regroupant 155 représentants de partis politiques, de la société civile, des régions et de personnalités réputées indépendantes.

¹⁸ Le 3 septembre 2012, à Sidi Bouzid, dans le Centre-Ouest du pays, le dernier hôtel qui sert de l'alcool sera également saccagé par des salafistes. « Les salafistes détruisent le dernier débit d'alcool de Sidi Bouzid », *France 24*, 4 septembre 2012 ; entretien de Crisis Group, habitant de Sidi Bouzid, Tunis, septembre 2012.

¹⁹ « Tunisie : les salafistes multiplient les coups d'éclat », *Jeune Afrique*, 27 mai 2012.

²⁰ Observations de Crisis Group, Tunis, juin 2012.

²¹ Ce message « Oh, honnêtes et libres Tunisiens, les masques sont tombés. Soulevez-vous pour appuyer la Charia » apparaît comme une réponse au refus d'An-Nahda de constitutionaliser la loi islamique. A la fin mars 2012, Rached Ghannouchi avait en effet affirmé que l'article 1 de l'ancienne Constitution ne serait pas modifié pour y introduire une référence à la Charia.

²² Entretien de Crisis Group, responsable de brigades d'élites, Tunis, juillet 2012 ; commissaire dans le quartier populaire Ettadhamen, Tunis, septembre 2012 ; militant d'An-Nahda, Tunis, 16 juin 2012. Les nahdaouis désignent les partisans d'An-Nahda.

Durant le mois de Ramadan au cours de l'été 2012, des affrontements réguliers à coup d'armes blanches et de bombes lacrymogènes éclatent autour des mosquées entre groupes islamistes, salafistes contre salafistes ou salafistes contre nahdaouis. C'est le cas les 6 et 7 août devant la mosquée de la cité An-Nour dans le gouvernorat de Siliana et à l'intérieur de celle d'al-Hidaya, à Ksar Bardo, dans la région de Béja.²³ Le 16 août, une centaine de salafistes mettent fin à une manifestation culturelle à l'aide de sabres et blessent plusieurs personnes présentes. Cette attaque est liée à la présence parmi les invités d'honneur de Samir Kantar, militant palestinien, que les assaillants considéraient comme chiite.²⁴

Le 14 septembre, pour protester contre la diffusion d'un extrait du film « Innocence of Muslims » sur YouTube, une centaine d'assaillants pénètrent dans l'enceinte de l'ambassade américaine à Tunis, exaltés par plus d'un millier de manifestants dont les meneurs agitent des drapeaux noirs salafistes. Les dégâts matériels sont importants et l'école américaine, située de l'autre côté de la voie rapide, est pillée par des salafistes et des habitants des quartiers populaires environnants.

A la fin du mois d'octobre, d'intenses affrontements éclatent dans la zone péri-urbaine défavorisée de Douar Hicher. Des salafistes agressent un directeur de la sécurité publique après qu'il s'est interposé dans une rixe les opposant à des trafiquants d'alcool. Suite à l'arrestation de l'agresseur, des salafistes attaquent le commissariat à l'aide de longs couteaux. Les policiers ripostent avec des armes à feu, tuant un imam d'une mosquée locale. De violentes échauffourées entre salafistes et garde nationale s'ensuivent, entraînant la mort d'un autre salafiste et plusieurs blessés parmi les forces de l'ordre.²⁵

Plusieurs *zaouïa* (tombeaux, mausolées ou édifices religieux musulmans), appartenant à des confréries soufies et abritant des *walis* (saints) ont été profanées ou incendiées. C'est le cas notamment, le 16 octobre 2012, du mausolée de Saïda Manoubia à Tunis, figure de proue du soufisme *chadiliya* en Tunisie, ou de ceux de Sidi Abdela-ziz al-Mahdaoui et de Sidi Bou Saïd les 10 et 12 janvier 2013, dans la banlieue nord

²³ Entretien de Crisis Group, habitant de Béja, Tunis, septembre 2012. Le 23 août également, un imam est délogé de force de la mosquée d'Ain Khadra dans la banlieue de Tunis. D'après un habitant du quartier, « les salafistes l'ont fait partir de la mosquée et veulent maintenant le chasser de son logement de fonction, ils lui ont coupé l'eau et l'électricité. Ils font du bruit exprès la nuit en s'entraînant avec des sabres. Ils veulent mettre un imam salafiste tunisien et inviter un imam wahhabite saoudien qui offre aux fidèles des formations de trois mois, financées, en Arabie Saoudite ». « Tunisie. Des salafistes maltraitent l'imam de la mosquée Errahma à la cité el-Khadhra », Kapitalis (kapitalis.com), 23 août 2012 ; entretien de Crisis Group, habitant d'Ain Khadra, Tunis, septembre 2012.

²⁴ Samir Kantar est un druze libanais d'origine palestinienne, activiste du Front de libération de la Palestine, célèbre pour avoir passé de longues années dans les prisons israéliennes. Il a été libéré en juillet 2008 suite à la guerre entre Israël et le Hezbollah et à un accord entre les deux protagonistes. Le lendemain de cette attaque, le jour de la journée mondiale al-Quds institué par l'Ayatollah Khomeiny en solidarité avec les Palestiniens, des affrontements ont éclaté à Gabès, dans le Sud du pays, entre deux groupes, composé respectivement d'une cinquantaine de chiites et de salafistes sunnites. Voir « Tunisie : Bataille rangée entre Chiites et Salafistes à Gabès », Mag14 (mag14.com), 14 août 2012. Les chiites sont extrêmement minoritaires mais sont la cible de la rhétorique de la mouvance salafiste. Un micro-parti inspiré du Hezbollah libanais, le parti de l'Union, a vu le jour et une association pro-chiite (la Ligue tunisienne pour la tolérance) a été créée. Les salafistes l'accusent d'être financée par l'ambassade d'Iran à Tunis afin de propager le chiisme dans le pays. Des militants ont même créé une ligue de lutte contre le chiisme. « La ligue pour la lutte contre le chiisme appelle la fermeture du centre culturel iranien », Business News (businessnews.com.tn), 21 août 2012.

²⁵ Entretiens de Crisis Group, habitants de Douar Hicher, Tunis, novembre 2012.

de la capitale.²⁶ Si les auteurs de ces actes de vandalisme n'ont pas tous été interpellés par les forces de sécurité, des salafistes ont été identifiés à plusieurs reprises et arrêtés.²⁷

Depuis la chute de Ben Ali, certains salafistes ont également utilisé des armes à feu après avoir été appréhendés par les forces de l'ordre. Le 18 mai 2011, à Rouhia, dans le Centre-Ouest, près de la frontière algérienne, un groupe de cinq Libyens et de quatre Tunisiens qui seraient liés à al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) est repéré par la population en possession d'armes et d'explosifs ; des échanges de tir entre militaires et éléments armés s'ensuivent. Deux officiers de l'armée ainsi que deux membres du commando sont morts.²⁸ Le 1^{er} février 2012, à Bir Ali Ben Khalifa, à quelques dizaines de kilomètres de Sfax, deux salafistes condamnés sous l'ancien régime à la suite de leur implication dans la fusillade de Soliman en janvier 2007²⁹ transportent un sac d'armes dans un bus alors qu'un complice les suit en voiture. Le contrôleur les découvre et fait arrêter le car près d'un véhicule de la garde nationale ; des échanges de tirs ont lieu. De nombreuses forces de sécurité viennent en renfort, deux salafistes sont tués et le complice, blessé, est arrêté.³⁰

Le 10 décembre 2012, à Kasserine, dans le Centre-Ouest, non loin de l'Algérie, un affrontement entre un groupe d'individus armés et des membres de la garde nationale conduit à la mort d'un sous-officier. A la suite d'une opération de ratissage dans cette zone montagneuse, le ministre de l'Intérieur annonce le démantèlement d'un groupe de terroristes dépendant d'AQMI – la brigade d'Okba Ibn Nafaâ – dont certains éléments assisteraient régulièrement aux manifestations organisées par Ansar Charia (les défenseurs de la Charia),³¹ le principal groupe salafiste tunisien.³² Enfin, le 30 décembre 2012, lors d'une perquisition visant à saisir des armes à feu dans une

²⁶ « Tunisie – Le saccage des mausolées continue ... dans l'impunité », Tunisie numérique (tunisienumerique.com), 1^{er} novembre 2012 ; « Tunisie : le mausolée de Sidi Abdelaziz attaqué », Investir en Tunisie (investir-en-tunisie.net), 11 janvier 2013. Le soufisme est une pratique mystique de l'islam. Il est mis à l'index par les courants salafistes, qui considèrent les mausolées abritant des saints et des saintes soufis comme des lieux d'idolâtrie illicites en islam. Le soufisme *chadiliya* est le courant dominant du soufisme en Afrique du Nord.

²⁷ « Tunisie : arrestation des extrémistes religieux incendiaires du mausolée Saïda Manoubia », Kapitalis (kapitalis.com), 3 décembre 2012.

²⁸ Voir Abdelaziz Barrouhi, « Kaddafi, Aqmi : comment la Tunisie fait front », *Jeune Afrique*, 6 juin 2011 ; Abdelaziz Barrouhi, « Tunisie : un quatuor d'Al-Qaïda bien inquiet », *Jeune Afrique*, 7 juin 2011 ; « Deux morts dans des affrontements à Rouhia », *La Presse*, 18 mai 2011.

²⁹ Cette fusillade a opposé un groupe de salafistes et les forces de l'ordre au sud-est de Tunis.

³⁰ Entretien de Crisis Group, commissaire dans le quartier populaire Ettadhamen, Tunis, septembre 2012 ; « Tunisie. Le groupe de Bir Ali Ben Khalifa est lié à Al Qaïda », Kapitalis (kapitalis.com), 13 février 2012 ; entretien de Crisis Group, haut responsable de brigades d'interventions spéciales, Tunis, août 2012.

³¹ Ansar Charia est un groupe salafiste-jihadiste constitué en avril 2011. Voir les sections II et III de ce rapport.

³² Pour un membre des forces de sécurité, il s'agirait avant tout de contrebandiers : « d'importants stocks d'armes circulent en Libye, des armes appartenant à l'armée libyenne ont été subtilisées par des trafiquants. La Tunisie est une sorte de zone de transit. Certaines de ces armes y circulent et atterrissent parfois dans les mains de membres d'AQMI en Algérie ». Entretien de Crisis Group, membre des forces de sécurité, Tunis, 20 décembre 2012. Cela dit, le ministre de l'Intérieur a déclaré que seize individus appartenant à un groupe jihadiste armé et impliqué dans les événements de Rouhia et de Bir Ali Khalifa ont été arrêtés et qu'ils auraient projeté de commettre des attentats contre des institutions sécuritaires. Voir « Evénements de Jendouba et Kasserine, l'Aqmi est dans le coup », *La Presse*, 22 décembre 2012.

habitation du quartier populaire de Douar Hicher, la femme d'un salafiste est tuée tandis que son mari est blessé lors d'un échange de tir avec la police. D'après le ministère de l'Intérieur, ce dernier aurait ouvert le feu, ce qui aurait conduit les forces de l'ordre à riposter.³³

Aussi spectaculaires que soient ces violences – certains observateurs n'hésitent pas à les rapprocher de celles qu'a connues l'Algérie voisine avant de sombrer dans la guerre civile en 1992³⁴ – il ne faudrait pas les dramatiser, les confondre toutes avec le terrorisme et les associer toutes aux mêmes causes. Certaines montrent de manière inquiétante que des armes à feu circulent clandestinement sur le territoire et atterrissent parfois dans les mains d'islamistes radicaux. Peu de personnes sont décédées. Les morts se comptent quasi exclusivement du côté salafiste, qui en cumule désormais quatorze, dont deux des suites d'une grève de la faim liée aux arrestations qui ont suivi l'attaque de l'ambassade américaine.³⁵

La grande majorité de ces violences est de faible intensité et relève de causes sociales et urbaines tout autant que religieuses ou politiques.³⁶ Leurs auteurs sont habituellement des jeunes âgés de 15 à 35 ans, habitant les zones périphériques des grands centres urbains ou les petites agglomérations délaissées de l'intérieur du pays, d'un faible niveau scolaire, pour la plupart au chômage, ayant connu un passage par la délinquance et vécu pour certains une expérience carcérale.³⁷

L'engagement salafiste de ces jeunes semble une manière d'affirmer leur individualité dans une société qui les rejette et dont certaines valeurs sont contradictoires avec la croyance religieuse.³⁸ Beaucoup se sont aguerris dans les milieux de la délin-

³³ « Echange de tirs à Douar Hicher : l'épouse d'un suspect extrémiste trouve la mort », Leaders (leaders.com.tn), 30 décembre 2012. Cette version est contestée notamment par la famille de la victime ainsi que par une association de défense des droits de l'homme. Voir « Décès de l'épouse d'un salafiste armé à Douar Hicher – La famille de la défunte dément, le MI se tait », Shems FM, 8 janvier 2013.

³⁴ « La Tunisie en route vers une guerre civile », *Le Grand Soir*, 11 juin 2012 ; « Mezri Haddad – “La Tunisie est menacée d'une guerre civile identique à celle qui a frappé l'Algérie” », Espace Manager (espacemanager.com), 17 septembre 2012 ; entretiens de Crisis Group, universitaires et journalistes algériens, Tunis, juillet-octobre 2012.

³⁵ Deux salafistes sont morts lors des affrontements armés de Bir Ali Ben Khalifa, quatre durant les événements de Abdelia, quatre lors de l'attaque de l'ambassade américaine, deux lors des conflits de Douar Hicher et deux des suites de la grève de la faim sauvage. Voir « Attaque de l'ambassade américaine à Tunis : Quatre morts, zéro responsable », Nawaat (nawaat.org), 26 septembre 2012. L'identité des membres du commando tués à Rouhia reste toujours sujette à caution. A titre de comparaison, les conflits claniques ont fait plus de victimes au cours de l'année 2011. Voir le rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord de Crisis Group N°124, *Tunisie : relever les défis économiques et sociaux*, 6 juin 2012.

³⁶ Elle est comparable en de nombreux points à celles qu'ont connues les banlieues populaires du Caire dans les années 1980 avec la Jamaa Islamiyya. Voir Patrick Haenni, *L'ordre des Caidés. Conjurier la dissidence urbaine au Caire* (Karthala/CEDEJ, 2005).

³⁷ Entretiens de Crisis Group, habitants de plusieurs régions du pays, membres des forces de l'ordre, militants d'An-Nahda, salafistes scientifiques et jihadistes, juin-décembre 2012.

³⁸ Entretien de Crisis Group, jeunes salafistes jihadistes, Tunis, juin-septembre 2012. Une partie de ces jeunes « n'est pas dangereuse », comme l'explique un sociologue. « Devenir salafiste est une manière de s'ouvrir la porte du paradis. C'est aussi un moyen d'être respecté par la société. La plupart des jeunes salafistes-jihadistes entretiennent un rapport au politique très individualiste. Ils n'aiment pas la discipline des organisations. Ce sont davantage des anarcho-islamistes qui se sont bricolé un imaginaire culturel et politique fait d'images et de sons de jihad qu'ils vivent par procuration sur l'Internet. Ils veulent vivre pleinement en tant qu'individus égoïstes. Mais comme ils n'appartiennent pas à des catégories aisées qui sont les seules en mesure de se le permettre, ils font

quance urbaine au point de continuer à les fréquenter. Sur le plan sociologique, ils appartiennent grosso modo au même groupe que la jeunesse révolutionnaire qui a combattu les forces de l'ordre durant le soulèvement de décembre 2010-janvier 2011 et qui, désœuvrée et souvent désorientée, trouve dans le salafisme une identité et un exutoire utile.

Bien que reconnaissant certains dérapages, ils se disent souvent accusés à tort. Un jeune salafiste souligne :

Quand il y a un accident de la circulation et que des personnes décèdent, les laïques disent que ce sont les salafistes les coupables ! Lorsque quelqu'un meurt d'une crise cardiaque, ils disent également que sa mort est liée aux salafistes ! Cependant, il est vrai qu'il y a eu certains débordements. Le problème pour ceux qui se sont convertis au bon islam [salafisme], c'est qu'il leur reste la vulgarité et la bassesse de leur ancienne vie. Dès qu'ils ont l'occasion de défendre l'islam, ils ne s'en rendent pas compte, mais sont violents et créent des problèmes.³⁹

Certains vont jusqu'à mettre cette violence sur le compte des partisans du régime déchu. Ces derniers, d'après eux, paieraient des délinquants et leur fourniraient des barbes postiches pour qu'ils perpétuent attaques et agressions que les médias, portés sur le sensationnel, mettent ensuite sur le compte de leur courant. Un salafiste affirme que :

la police a retrouvé un camion de fausses barbes. Le peuple en a arrêté un autre dans les alentours de Sfax. Les partis des "o virgule" [les partis sécularistes rejetés dans l'opposition en raison de leurs maigres résultats lors du scrutin sont surnommés ironiquement par nombre de nahdaouis et de salafistes les "o virgule"] paient des chômeurs pour créer la discorde et nous forger une mauvaise réputation à travers les médias.⁴⁰

Plusieurs militants et dirigeants d'An-Nahda considèrent de même qu'un certain nombre de ces violences sont organisées par des hommes d'affaires proches de l'ancien régime.⁴¹ Quant à l'assassinat de Chokri Belaïd, certains nahdaouis et salafistes le mettent sur le compte d'anciens membres du parti de Ben Ali, le Rassemblement

comme ils peuvent ! ». Entretien de Crisis Group, sociologue tunisien, 3 décembre 2012. Ce bricolage identitaire se retrouve également chez les femmes salafistes. Monica Marks, une doctorante qui étudie la question depuis plus d'un an, raconte : « J'ai partagé un peu d'intimité avec une femme qui portait un voile intégral et se disait salafiste. Elle était très individualiste, n'appartenait à aucun groupe politique. Très sympathique, elle s'était davantage inventé un monde plutôt que fabriqué une identité politique. Je me souviens de l'image du bureau de son ordinateur portable avec sur la droite le logo jihadiste (un homme sur un cheval cabré agitant un drapeau noir), et en plein centre un fusil mitrailleur AK-47 rose ! ». Entretien de Crisis Group, Tunis, 20 août 2012.

³⁹ Entretien de Crisis Group, jeune salafiste-jihadiste, Tunis, septembre 2012.

⁴⁰ Entretien de Crisis Group, jeune imam salafiste d'un quartier populaire de Tunis, Tunis, août 2012.

⁴¹ Entretiens de Crisis Group, militants d'An-Nahda, Tunis, Sousse, juin-décembre 2012. Un dirigeant du bureau politique d'An-Nahda affirme que plusieurs salafistes présumés arrêtés lors des événements d'Abdelia en juin 2012 sont des membres de la pègre payés par des partisans de l'ancien régime pour brûler des locaux publics, notamment des tribunaux. Entretien de Crisis Group, dirigeant du bureau politique d'An-Nahda, Tunis, septembre 2012.

constitutionnel démocratique (RCD), dissous depuis deux ans,⁴² ou y voient l'œuvre d'une main étrangère.⁴³

S'il ne faut pas amalgamer ces violences salafistes, il serait également erroné de les négliger ou de croire qu'elles ne peuvent monter en intensité. Les attaques contre ce que les salafistes estiment être des symboles profanes sont bien réelles. De plus, plusieurs auteurs des actes de violence, anciens combattants en Afghanistan, au Yémen, en Somalie ou en Irak sous l'ère Ben Ali, sont aguerris.⁴⁴ D'après des militants sécularistes, près de 2 000 Tunisiens, dont nombre de salafistes-jihadistes, seraient actuellement en train de faire la guerre en Syrie du côté de l'opposition fondamentaliste et pourraient, de retour au pays, grossir les rangs de leurs camarades demeurés sur le sol tunisien.⁴⁵ Pour l'instant, An-Nahda semble pris entre deux feux, coincé entre une contestation salafiste parfois violente et une opposition séculariste à l'affût de la moindre de ses erreurs.⁴⁶ D'un côté, la mouvance salafiste, appréciée au sein des couches populaires, le pousse à surenchérir sur la question de l'identité religieuse. De l'autre, les acteurs issus majoritairement de la scène politique non islamiste, provenant davantage de la classe moyenne éduquée, l'accusent de faire preuve de laxisme à l'égard des violences salafistes et de laisser les prédicateurs rigoristes s'enraciner.

Outre les questions d'ordre sécuritaire qu'il soulève, le spectre d'une radicalisation violente des salafistes-jihadistes fonctionne comme une sorte de chantage entre nahdaouis et anti-nahdaouis. Les premiers y trouvent souvent matière à justifier le retour de la religion sur le devant de la scène sociale et politique afin de couper l'herbe sous le pied de ces islamistes radicaux.⁴⁷ Les seconds, pour leur part, pointent le danger salafiste comme un argument démontrant qu'An-Nahda ne fait que jouer les apprentis sorciers aux dépens de la sécurité et de la liberté des citoyens.⁴⁸

⁴² Entretien de Crisis Group, militants d'An-Nahda, 10 février 2013 ; voir également la page Facebook salafiste Talaba Revolution « fr », www.facebook.com/Talaba.Revolution.fr. Le RCD a été dissous officiellement le 9 mars 2011.

⁴³ « Ghannouchi affirme que l'assassin de Belaïd n'est pas Tunisien », DirectInfo, 8 février 2013. Voir Talaba Revolution « fr », op. cit.

⁴⁴ Entretien de Crisis Group, haut responsable de brigades d'interventions spéciales, Tunis, août 2012.

⁴⁵ Entretiens de Crisis Group, militants de Nida Tounes et du Parti des travailleurs tunisiens (PTT), Tunis, décembre 2012. Nida Tounes est la formation politique de l'ancien premier ministre Béji Caïd Essebsi. Le PTT est la nouvelle appellation, depuis juillet 2012, du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) de Hamma Hammami.

⁴⁶ Tout au long de 2012, d'innombrables polémiques ont entaché les relations entre la formation islamiste, une partie de ses alliés de la Troïka, les partis d'opposition parlementaire et extra-parlementaire, les associations civiles et la principale centrale syndicale, l'UGTT. Un député nahdaoui explique ainsi : « Le paysage politique n'a pas atteint le consensus nécessaire pour qu'on puisse gouverner de manière normale, beaucoup ont parié sur notre échec et n'arrêtent pas de nous mettre des bâtons dans les roues. Si on les écoute, nous sommes la cause de tous les malheurs du monde ». Entretien de Crisis Group, Zyed Lakhdari, député d'An-Nahda, Tunis, 3 septembre 2012. L'opposition considère généralement qu'An-Nahda fait preuve d'hégémonie, reproduit le clientélisme et le népotisme de l'ère Ben Ali et surtout laisse les groupes salafistes islamiser la société par la prédication et la violence. Deux quotidiens en langue arabe reflètent la polarisation des points de vue, *Al-Fajr*, l'organe d'An-Nahda et *Le Maghreb*. Certains affirment ne lire que ces deux journaux et que « la vérité se situe au milieu ! » comme le dit un professeur d'histoire dans une faculté de Tunis. Entretiens de Crisis Group, professeur d'histoire, Tunis, septembre 2012.

⁴⁷ Entretiens de Crisis Group, militants et sympathisants d'An-Nahda, Tunis, Sfax, juin-décembre 2012.

⁴⁸ Entretiens de Crisis Group, citoyens proches de partis et d'associations sécularistes, Tunis, juin-décembre 2012.

II. Le salafisme : un terme ambigu

La définition et l'analyse des courants qui composent le salafisme sont l'objet de nombreux débats de spécialistes.⁴⁹ Il désigne généralement les musulmans sunnites qui adhèrent à une vision littéraliste, rigoriste et puritaine de l'islam et tentent de suivre l'exemple des pieux ancêtres (*salaf al-salih*), les trois premières générations de musulmans.⁵⁰ Sur le plan théologique, c'est un terme élogieux en ce qu'il s'applique aux musulmans sunnites puristes qui suivent la voie tracée par les ancêtres de l'islam. Sur le plan politique, il tend à s'appliquer aux tendances contemporaines de l'islamisme qui, contrairement à la plupart des héritiers de la confrérie des Frères musulmans, tels An-Nahda, hésitent encore dans certains cas à intégrer les catégories de la pensée politique occidentale moderne ; dans d'autres à renoncer à la prédication fondamentaliste ; et dans d'autres, enfin, à rejeter la violence (guerre, guérilla, terrorisme, vigilantisme).⁵¹

La plupart prône l'application stricte de la loi islamique (Charia), les châtiments corporels qui en découlent, l'obligation du port du voile ou du niqab (voile intégral), la séparation des sexes dans l'espace public, l'interdiction de l'alcool et de la prostitution ; ne reconnaît ni la démocratie occidentale ni le caractère universel des droits humains ; et refuse parfois l'idée d'Etat-nation.

En Tunisie, les salafistes peuvent être divisés en deux catégories : les scientifiques et les jihadistes. Le salafisme-scientifique, quiétiste ou littéraliste, est une forme de l'islamisme sunnite qui préconise l'immersion des fidèles dans les textes sacrés. Il ne se distingue pratiquement pas du wahhabisme saoudien, est plutôt pacifique et tend à rester proche des régimes en place.⁵² Le salafisme-jihadisme, quant à lui, est partisan de la résistance armée face aux forces militaires et politiques non musulmanes qui, selon lui, oppressent les musulmans. D'après ce courant, la lutte armée (jihad *mineur*)⁵³ peut se décliner en trois variantes : l'interne (la cible étant les régimes musulmans considérés comme impies) ; l'irrédentiste (où l'objectif est de se battre afin de délivrer un territoire occupé) ; et enfin la globale (celle qui combat l'Occident).⁵⁴

Cependant, même si ces qualificatifs de scientifique et de jihadiste ont un sens pour les acteurs, ils ne reflètent plus les mêmes pratiques politiques et visions idéologiques

⁴⁹ Voir le rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord de Crisis Group N°37, *Comprendre l'islamisme*, 2 mars 2005 et Bernard Rougier (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme ?* (Paris, 2008).

⁵⁰ Voir le rapport Moyen-Orient de Crisis Group N°131, *Tentative Jihad: Syria's Fundamentalist Opposition*, 12 octobre 2012.

⁵¹ Voir Thomas Hegghammer, « Jihadi-Salafis or Revolutionaries? On Religion and Politics in the Study of Militant Islamism », in Roel Meijer (ed.), *Global Salafism: Islam's New Religious Movement* (New York, 2009), p. 244-266 ; François Burgat, « Salafistes contre Frères Musulmans », *Le Monde Diplomatique*, juin 2010. Les salafistes insistent sur le dogme, les paroles, les gestes et les attitudes du prophète. Ils sont hostiles au culte des saints et sont particulièrement anti-chiites. Dans le cas tunisien, ils adoptent des pratiques culturelles différentes de la grande majorité des nahdaouis. Ainsi, la plupart des salafistes considèrent par exemple l'écoute de musique illicite en islam.

⁵² Pour un dirigeant d'An-Nahda, souvent qualifié de salafiste par des non-islamistes, et pour le porte-parole d'un parti islamiste radical, le Hizb ut-Tahrir, wahhabisme et salafisme-scientifique se confondent. Entretiens de Crisis Group, Sadok Chourou, dirigeant d'An-Nahda, Tunis, septembre 2012 ; Ridha Belhaj, porte-parole du Hizb ut-Tahrir, Sousse, septembre 2012.

⁵³ Le jihad mineur se distingue du jihad majeur, qui est un combat contre soi-même et contre ses passions.

⁵⁴ Voir le rapport de Crisis Group, *Comprendre l'islamisme*, op. cit.

que durant les années 2000. Les salafistes-scientifiques s'investissent désormais dans des activités associatives et entendent gagner en influence politique. Si les salafistes-jihadistes, de leur côté, croient toujours à la lutte armée, ils affirment que la Tunisie est une terre de prédication et non de jihad. En d'autres termes, ils disent pour l'heure refuser de recourir à la violence contre l'Etat tunisien même s'ils soutiennent les combattants islamiques dans d'autres pays, tels les insurgés fondamentalistes syriens ou les salafistes d'Ançar Eddine au Mali, se considérant membres de la même famille idéologique.⁵⁵ Aujourd'hui, le nombre de citoyens tunisiens qui partagent les convictions salafistes scientifiques et surtout jihadistes, ainsi que le style vestimentaire et corporel qui les accompagnent, peut être estimé de manière très approximative à 50 000, sans qu'ils soient pour autant organisés formellement au sein d'un groupe politique.⁵⁶

⁵⁵ Entretiens de Crisis Group, salafistes-jihadistes, Tunis, juin-décembre 2012. Voir Talaba Revolution « fr », op. cit.

⁵⁶ Ce chiffre de 50 000 est à rapporter à une population d'environ 11 millions d'habitants. Entretiens de Crisis Group, habitants de plusieurs régions du pays, membres des forces de l'ordre, militants d'An-Nahda, salafistes scientifiques et jihadistes, Tunis, Sfax, juin-décembre 2012. Les hommes portent une barbe de plus de sept centimètres de long, sans moustache et revêtent un kamis, les femmes généralement un niqab, un voile couvrant le visage à l'exception des yeux.

III. L'évolution du salafisme en Tunisie

A. Le développement des salafismes scientifique et jihadiste sous Ben Ali

1. Une réaction identitaire

Au lendemain du 11 septembre 2001, les militants d'An-Nahda sont vieillissants, la plupart en prison ou en exil. Ils incarnent de moins en moins la radicalité qui focalise l'attention des services de sécurité. De nouvelles formes de religiosités et de contestations islamiques attirent progressivement les jeunes. An-Nahda leur est peu connu, ils sont davantage séduits par Oussama Ben Laden que par l'Ayatollah Khomeiny ou Hassan Tourabi.⁵⁷

La guerre contre le terrorisme déclarée par l'administration Bush marque énormément les Tunisiens. Le discours occidental, perçu par certains comme anti-islamique et anti-musulman, leur rappelle en effet celui du pouvoir. Cela suscite un intense questionnement identitaire. La société est, en outre, verrouillée sur le plan politique et religieux – les imams nommés par le ministère de l'Intérieur ne « s'attaquent pas aux vrais problèmes ».⁵⁸ Elle est également la proie de changements culturels et sociaux qui peuvent être déstabilisateurs au niveau psychologique ; de nombreux Tunisiens et Tunisiennes évoquent ainsi une perte de repères identitaires, notamment au niveau de la division des rôles entre hommes et femmes au sein de la famille, du respect de l'autorité des aînés et des pratiques sexuelles chez les jeunes.⁵⁹

Nombre de citoyens se tournent dès lors vers les *fatwas* des prédicateurs qui essaient sur les chaînes de télévision satellitaires financées par l'Arabie Saoudite, lesquelles promeuvent une conception individualiste et rigoriste de l'islam.⁶⁰ Ils suivent également avec attention l'actualité des guerres en Irak et en Afghanistan diffusée en boucle sur la chaîne qatarie Al Jazeera et la chaîne libanaise Al-Manar. Une identité religieuse plus austère et paradoxalement plus moderne,⁶¹ très en vogue dans l'émigration européenne et au Moyen-Orient, s'exprime par le recours à une nouvelle apparence vestimentaire et corporelle – port du kamis et de la barbe pour les hommes et du hijab (voile) chez les femmes.⁶²

Des groupes de discussions, qui forment parfois de véritables petites communautés, se multiplient dans les universités, les cafés et les mosquées des quartiers populaires. Les uns cultivent une démarche religieuse puritaine et apolitique plutôt marquée par l'influence des prédicateurs saoudiens classiques comme Cheikh Ibn Baz ou Cheikh Salih Ibn Fawzan al-Fawzan. Ils sont pour la plupart tolérés par le régime.⁶³

⁵⁷ Hassan Tourabi est l'ancien dirigeant des frères musulmans soudanais. Il était réputé proche de Rached Ghannouchi à la fin des années 1980. Entretiens de Crisis Group, militants d'An-Nahda, Tunis, août 2011.

⁵⁸ Entretien de Crisis Group, habitant de la région de Sfax, Sfax, septembre 2012.

⁵⁹ Entretiens de Crisis Group, habitants de Tunis, Sfax, Sidi Bouzid, Sousse, juin 2011.

⁶⁰ Les chaînes les plus influentes en Tunisie sont, à cette époque, les chaînes égyptiennes Nass, Ar-Rahma et El Hikma ainsi que les chaînes saoudiennes Iqraa, El Khalijyya, la Mecque Parabolique et Ben Athaymin. Entretiens de Crisis Group, habitants de Sfax et de Tunis, Tunis, novembre 2012. Voir également Mahdi Ben Youssef, Sofien Ben Sghêir et Khair-Eddine Bacha, *Le salafisme en Tunisie, réalité et perspectives d'évolution* (Tunis, 2012).

⁶¹ Voir Patrick Haenni, *L'islam de marché : l'autre révolution conservatrice* (Paris, 2005).

⁶² Le port du voile intégral était peu répandu car quasiment criminalisé.

⁶³ Un certain nombre de nahdaouis et de salafistes-jihadistes affirment que les salafistes-scientifiques ont informellement collaboré avec les services de sécurité. Beaucoup avancent qu'ils étaient encouragés par le régime pour contrer les jihadistes et les *khouanjia*, littéralement « fréristes » en

Ce sont les salafistes dits « scientifiques ». Les autres développent un point de vue violemment anti-occidental et anti-impérialiste inspiré en grande partie des mêmes référents théologiques wahhabites.⁶⁴ Ce sont les salafistes dit « jihadistes », dont le régime traquera sans relâche tant les signes distinctifs que les adeptes.

2. Terrorisme et contre-terrorisme sous l'ancien régime

Rétrospectivement, la densité des réseaux de combattants jihadistes était tout à la fois sous- et surestimée. Les défenseurs des droits de l'homme voyaient dans les allégations de menace terroriste le fruit d'une manipulation du régime,⁶⁵ la dictature y trouvant matière à justifier son étai sur les libertés publiques. Pourtant, une nouvelle génération de jeunes islamistes qui n'avait pas connu An-Nahda existait bel et bien. Celle-ci, fascinée par l'imaginaire de la résistance tchétchène, irakienne ou afghane, rencontrait parfois le chemin de savants musulmans (*cheioukh*) insérés dans des réseaux jihadistes internationaux.

Ainsi, dès 2000, une organisation classée terroriste par le Conseil de sécurité des Nations unies, le Groupe combattant tunisien (GCT) – dont le premier émir, Saïf Allah Ben Hassine, dit Abou Ayadh, prendra la tête d'Ansar Charia après la chute du régime⁶⁶ – se constitue de l'étranger.⁶⁷ Elle participe à la logistique de l'assassinat en Afghanistan, la veille du 11 septembre 2001, du Cheikh Massoud, figure clé de la résistance afghane contre l'Union soviétique dans les années 1980.⁶⁸ Des réseaux de transfert de jihadistes à destination de l'Irak – via la Syrie – s'organisent dans le Sud

référence à la confrérie des Frères musulmans dont An-Nahda s'inspire. Entretien de Crisis Group, activistes d'An-Nahda, salafistes-jihadistes, Tunis, juin-novembre 2012.

⁶⁴ Ces salafistes partagent également des références qui ne sont pas wahhabites en tant que telles, comme par exemple le théoricien frère musulman Sayd Qutb.

⁶⁵ Pour certains avocats qui ont défendu des dossiers de jeunes salafistes emprisonnés sous Ben Ali, le salafisme-jihadisme est avant tout une création du régime visant à accréditer le maintien d'un haut niveau de menace terroriste pour justifier la restriction des libertés publiques. A cette fin le pouvoir aurait laissé se développer ce phénomène au compte-goutte voire l'aurait encouragé. Une avocate précise ainsi : « Ce n'est pas facile sur le plan logistique de se rendre en Irak. Si la police politique avait voulu, elle aurait pu stopper ces filières, elle ne l'a pas fait. Chaque dossier comporte entre treize et quinze cas en moyenne. On trouve des prénoms cités dans les dépositions. Lorsqu'on demandait au juge d'instruction de trouver ces personnes citées, disant que c'étaient eux qui avaient embrigadé la personne arrêtée, il refusait ». Entretien de Crisis Group, avocate, septembre 2012. Un avocat nahdaoui note : « J'en ai défendu, j'ai la certitude que les salafistes sont juste une création de la loi antiterroriste. Jusqu'en 2004 je n'en ai pas vu, puis soudainement, j'ai été surpris par leur présence, leur langage extrémiste par rapport à ce qui se disait dans les mosquées. Il y avait beaucoup d'agents provocateurs du régime et des infiltrés de la police politique qui tenaient des discours jihadistes dans les quartiers populaires et dénonçaient ceux qui y étaient réceptifs ». Entretien de Crisis Group, avocat, militant d'An-Nahda, Tunis, septembre 2012.

⁶⁶ Abou Ayadh, de son vrai nom Seifallah Ben Hassine, est le chef d'Ansar Charia, qui regroupe une partie de la mouvance salafiste-jihadiste. Il aurait combattu en Afghanistan et serait proche d'Abou Katada, idéologue de la mouvance d'Al-Qaeda. Abou Ayadh a été arrêté en 2003 en Turquie, puis extradé en Tunisie. Condamné à 43 ans de prison, il a bénéficié de l'amnistie des prisonniers politiques après la chute de Ben Ali.

⁶⁷ Voir Conseil de sécurité, Nations unies, Résolution 1390, 16 janvier 2002. Les fondateurs sont notamment Ben Mohamed Tahar al-Nasri dit Abou Doujana, un ancien du Front islamique tunisien (FIT), Tarak al-Maaroufi, un Bruxellois d'origine tunisienne, et Amor Sliti, un proche du Cheikh Abou Katada, idéologue proche d'Al-Qaeda.

⁶⁸ Tarak al-Maaroufi, membre du GCT, a recruté à Bruxelles Dahman Abdelsatar et Bouraoui El Waer, les deux auteurs de l'attentat suicide contre le Cheikh Massoud.

du pays, comme à Ben Guerdane, à la frontière tuniso-libyenne.⁶⁹ En outre, des dizaines de Tunisiens recrutés dans les mosquées d'Europe de l'Ouest, notamment à Milan, à la mosquée Fila Jnar et au centre de la culture islamique, combattent aux côtés d'al-Qaeda en Afghanistan.⁷⁰

L'attentat de Ghriba à Djerba, le 11 avril 2002,⁷¹ fait entrer de plain-pied le régime dans la guerre contre le terrorisme. Celui-ci ratifie la loi 2003-75 du 10 décembre 2003, dite « loi antiterroriste », dans le cadre de conventions internationales, régionales et bilatérales. La politique antiterroriste réprime indistinctement de nombreux jeunes des milieux populaires sans pour autant mettre fin aux menaces terroristes qui deviennent sérieuses à partir de 2006.⁷²

Près de 2 000 individus sont emprisonnés⁷³ pour des motifs divers allant de la consultation d'un site internet jihadiste à la tentative réussie ou avortée de joindre la résistance irakienne ou afghane.⁷⁴ Selon une avocate chargée à l'époque de ce dossier, « la majorité ne savait même pas ce qu'était le salafisme, le wahhabisme ou le jihadisme ! Ils ne comprenaient même pas pourquoi ils étaient arrêtés ! ». ⁷⁵ Malgré ces incarcérations massives, une violente fusillade oppose en janvier 2007, à Soli-

⁶⁹ Entretien de Crisis Group, ancien directeur de la direction anti-terroriste, Tunis, octobre 2012.

⁷⁰ Ils sont formés par Samid Essid, futur responsable de la logistique de la prédication et des actions caritatives d'Ansar Charia après la chute de Ben Ali. Une cellule d'accueil est opérationnelle à Jalalabad en Afghanistan. Elle est dirigée par Abou Doujana et Adel Ben Ahmed Ibrahim. Ce dernier, surnommé Abou Bilal, était proche d'Oussama Ben Laden. Voir également Mahdi Ben Youssef, Sofien Ben Sghèir et Khair-Eddine Bacha, op. cit.

⁷¹ Cet attentat suicide devant un important lieu de pèlerinage juif a fait 21 morts. Perpétré par un Tunisien originaire de Ben Guerdane, à la frontière tuniso-libyenne, il a été revendiqué par al-Qaeda. C'est le plus important dans l'histoire de la Tunisie. Avant cela, en 1986, des attentats avaient eu lieu contre des hôtels de Sousse et Monastir faisant plusieurs blessés. Ils ont été revendiqués par le Jihad islamique, un groupuscule dissident du Mouvement de la tendance islamique (MTI). La même année, le Front islamique tunisien (FIT), proche du Front islamique du salut (FIS) algérien et de certains cadres du MTI, s'est constitué et revendiquait la lutte armée. Il aurait été impliqué dans ces attentats. Une partie de ses membres se retrouveront à la tête du parti politique légalisé en 2012, le Front de la réforme (Jabat al-Islah). Quant à la propension violente du MTI, elle ne s'est jamais véritablement concrétisée excepté lors de l'incendie du local du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) à Bab Souika au début des années 1990. Entretiens de Crisis Group, militants d'An-Nahda, Tunis, septembre 2012 et ancien directeur de la direction antiterroriste, Tunis, décembre 2012.

⁷² Entretien de Crisis Group, ancien directeur de la direction antiterroriste, Tunis, décembre 2012.

⁷³ Voir « La torture en Tunisie et la loi "anti-terroriste" du 10 décembre 2003. Faits et témoignages afin que cesse l'impunité », Association de lutte contre la torture en Tunisie (ALTT) et Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT), 10 juillet 2008. D'après de jeunes salafistes et des défenseurs des droits de l'homme, le nombre de citoyens passé sous les verrous ou torturés dans les commissariats atteint plusieurs milliers. Entretiens de Crisis Group, nahdaouis, salafistes, défenseurs des droits de l'homme, Tunis, Sfax, juin-décembre 2012. Voir également le rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord de Crisis Group N°106, *Soulèvements populaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (IV) : la voie tunisienne*, 28 avril 2011.

⁷⁴ D'après un habitant de la banlieue de Tunis emprisonné en vertu de cette loi pour avoir désinstallé un logiciel espion des ordinateurs de son cybercafé, c'est en prison que beaucoup de jeunes ont véritablement découvert la pensée et les réseaux du jihad global, au contact des *cheioukhs* et des combattants de retour du Moyen-Orient. Entretien de Crisis Group, habitant de Tunis incarcéré entre 2007 et 2009, Tunis, novembre 2012.

⁷⁵ Entretien de Crisis Group, avocate, membre d'une association de défense des prisonniers politiques, Tunis, septembre 2012.

man, au sud-est de Tunis, un groupe islamiste armé aux forces de sécurité.⁷⁶ Elle met au jour la faiblesse de l'appareil sécuritaire pourtant réputé sans faille.⁷⁷

B. *Les salafistes et le choc du soulèvement*

1. Amnistie générale des salafistes

Si les salafistes sont absents du soulèvement de décembre 2010-janvier 2011, l'ensemble des mouvements islamistes sont marqués par le choc. Les islamistes modérés d'An-Nahda accèdent au pouvoir. Les salafistes-scientifiques plutôt discrets et loyales sous Ben Ali promeuvent désormais avec vigueur leurs idées rigoristes à travers l'action associative. Ils exercent de la sorte une pression sur le parti de Ghannouchi. Les salafistes-jihadistes, toujours fascinés par la figure d'Oussama Ben Laden, affirment néanmoins renoncer au jihad et à la violence pour se concentrer sur des activités de prédication. Enfin, des partis politiques également islamistes à la droite d'An-Nahda et à la confluence de tous ces réseaux intègrent le jeu politique de manière légale.

Moins de deux semaines après le départ de Ben Ali, un phénomène n'attire pas encore l'attention des médias⁷⁸ : le gouvernement libère les individus toujours emprisonnés en vertu de la loi antiterroriste de 2003. D'après un haut responsable de brigades d'interventions spéciales, « 1 200 salafistes dont 300 ont combattu en Afgha-

⁷⁶ Au mois d'avril 2006, une vingtaine de Tunisiens, coordonnés par un ancien garde national recruté à Milan dans le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien, infiltre la Tunisie de l'Algérie par la région montagneuse du Djebel Chambi. Une quinzaine de jeunes originaires de Sousse, rêvant de jihad sans avoir pu intégrer la résistance irakienne, se joint à lui. Ils stationnent dans le massif d'Ain Tbornog dans la région de Grombalia à quelques heures de marche des zones touristiques qu'ils entendent prendre pour cible. Des milliers d'agents de sécurité se positionnent autour des hôtels et dans les zones escarpées de la région. La traque du groupe dure dix jours et se termine le 3 janvier 2007 par une fusillade à Soliman, au sud-est de Tunis. Elle fait plusieurs victimes, dont une parmi les forces de l'ordre. A l'issue du procès, deux individus sont condamnés à mort en première instance et 28 à des peines de prison allant de cinq ans à la perpétuité. Ceux-ci seront libérés un mois après la chute de Ben Ali. Voir « Comment les salafistes ont été neutralisés », *Jeune Afrique*, 7 janvier 2008 ; entretien de Crisis Group, ancien responsable de la direction antiterroriste, Tunis, novembre 2012.

⁷⁷ Un officier des brigades d'élites revient sur ces événements et constate : « des milliers d'agents armés ont été mobilisés pendant plus de dix jours contre cinq ou six kalachnikovs ! Il y avait un problème quelque part. Contrairement à ce que disait le régime, les forces de sécurité n'étaient pas vraiment préparées à des conflits armés de ce type ». Entretien de Crisis Group, responsable de brigades d'élites, Tunis, juillet 2012.

⁷⁸ Au cours des trois premiers mois de la transition, la plupart des analystes sont convaincus par l'absence de l'islamisme radical du théâtre du soulèvement et estiment ainsi que le phénomène a fait long feu. Évoquer le danger salafiste rappelle le discours de Ben Ali, si bien que peu de médias s'en font l'écho. Hormis des partisans de l'ancien régime qui diffusent sur les réseaux sociaux des vidéos sensationnalistes mentionnant leur danger, tel un petit film amateur montrant un défilé dans les rues de Tunis le 15 janvier 2011 du Hizb ut-Tahrir, parti panislamiste radical, seules les franges les plus laïques du spectre associatif et politique et les observateurs avertis sont à l'affût de ses premières manifestations de force : attaque contre un centre culturel dans la médina de Tunis et tentative de faire fermer les maisons closes dans les quartiers de la médina de la capitale, de Sfax et de Kairouan au mois de février 2011. Beaucoup parlent de « manipulations d'anciens RCDistes ». Voir le rapport de Crisis Group, *Soulèvements populaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (IV) : la voie tunisienne*, op. cit.

nistan, en Irak, au Yémen et en Somalie quittent la prison ». ⁷⁹ Au même moment, un certain nombre de *cheiukhs* salafistes-scientifiques et jihadistes, la plupart imams dans des lieux de culte musulmans en Europe de l'Ouest, retournent au pays. Ceux-ci commencent à investir de nombreuses mosquées et prêtent alors main-forte aux fidèles qui chassent les religieux nommés par l'ancien régime. ⁸⁰

2. Les nouveaux salafistes-scientifiques : un lobby

Les salafistes-scientifiques profitent pleinement de ce nouveau contexte. A l'époque de l'ancien régime, la plupart se contentaient d'un prosélytisme extrêmement discret évoluant dans une communauté quiétiste très fermée. Un salafiste-scientifique explique que « la révolution a brisé le mur de la peur. Il faut aujourd'hui construire une nouvelle pensée adaptée à une nouvelle ère ». ⁸¹

Le plus connu d'entre eux, Béchir Ben Hassen, se comporte parfois comme le porte-parole d'un groupe de pression. ⁸² Reçu par le président en septembre 2012, il lui a notamment suggéré de prendre des mesures afin que le vendredi, jour de la grande prière, devienne jour de repos hebdomadaire. ⁸³ Il a récemment été mandaté par le ministère de la Justice pour sensibiliser les détenus à la religion. Il a aussi déclaré illicite en islam la grève générale lancée par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) le 12 décembre 2012. ⁸⁴

Ces salafistes-scientifiques conduisent également une lutte pour l'inscription de la Charia dans la constitution. ⁸⁵ Ils bénéficient dans cette tâche de la complicité de prédicateurs nahdaouis comme Sadok Chourou ou Habib Ellouz. Par ailleurs, ils sont particulièrement bien représentés au sein des mosquées et très influents au sein des associations islamiques qui ont émergé au lendemain du soulèvement, se multiplient et intensifient leurs activités dans tout le pays. ⁸⁶ Un réseau de près de 200

⁷⁹ Entretien de Crisis Group, haut responsable de brigades d'intervention spéciale, Tunis, août 2012. Cette vague de libération a été lancée dans le cadre d'une loi d'amnistie générale pour les prisonniers politiques annoncée le 20 janvier 2011 et promulguée officiellement le 19 février sous la pression de militants des droits de l'homme, parmi lesquels un certain nombre de nahdaouis. Un deuxième mouvement de libération touche les 30 jihadistes condamnés dans le cadre de l'affaire de la fusillade de Soliman. Entretien de Crisis Group, responsable du bureau régional d'An-Nahda à Sousse, Sousse, 7 octobre 2012.

⁸⁰ Beaucoup se sont enfuis. Entretien de Crisis Group, imam de la mosquée d'un quartier populaire, Tunis, novembre 2012.

⁸¹ Entretien de Crisis Group, salafiste-scientifique, Tunis, août 2012.

⁸² Béchir Ben Hassen a vécu plusieurs d'années d'exil en France où il fut imam à Noisy-le-Grand dans la région parisienne. Il a été formé à l'université Oum al-Koura en Arabie Saoudite.

⁸³ « Tunisie : Le prédicateur salafiste Bechir Ben Hassen veut imposer Vendredi un jour de repos hebdomadaire », Tunisie numérique (tunisienumerique.com), 26 septembre 2012.

⁸⁴ « Tunisie – Un prédicateur salafiste montrera le "droit" chemin aux prisonniers », Tunisie numérique, 23 novembre 2012 ; « Tunisie – Accord "crucial" conclu par le gouvernement », Tunisie numérique, 6 décembre 2012 ; « Le cheikh Ben Hassen déclare la grève "haram" », Mag14 (mag14.com), 5 décembre 2012. Cette grève générale a été annulée le 12 décembre par la commission administrative de la centrale syndicale. Son annonce a marqué le point culminant de vives tensions entre l'UGTT et le parti An-Nahda, les deux principales organisations de masse du pays.

⁸⁵ A cette fin, ils ont notamment fait circuler une pétition aux députés de l'ANC en mars 2012. Entretien de Crisis Group, militant d'An-Nahda, Tunis, 28 mars 2012.

⁸⁶ Il y en aurait ainsi plus de 150. Les quatre plus importantes, l'Association tunisienne des sciences religieuses, la Ligue des scientifiques et des prédicateurs, l'Association tunisienne des imams des mosquées et la Ligue des associations coraniques ont formé un réseau associatif (le Front tunisien des associations islamiques) dans le sillage des manifestations prônant la constitutionnalisation de

garderies islamiques, *Nour al-Bayan* (La Vérité), qui leur serait lié, a notamment vu le jour. Dans ces crèches, des femmes en niqab ne possédant pas d'agrément légal pour exercer cette activité dispensent néanmoins des cours de religion à de jeunes enfants dans des salles où le hijab est de rigueur pour les jeunes filles et où la non-mixité est de mise.⁸⁷ Les salafistes-scientifiques sont enfin au cœur des rivalités entre islamistes pour le contrôle de l'enseignement traditionnel zitounien.⁸⁸ Ils semblent se positionner ainsi avec succès au sein du nouvel espace religieux qui se forme depuis le départ de Ben Ali.

3. Les nouveaux salafistes-jihadistes : violence et enracinement local

Les salafistes-jihadistes, tout comme les scientifiques, s'adaptent en théorie et en pratique à l'ère post-Ben Ali. Des réseaux recrutent pour le Moyen-Orient. La Syrie – via la Libye et la Turquie – constitue désormais leur principale destination.⁸⁹ Mais la Tunisie, et sur ce point la quasi-totalité des adeptes de ce courant est unanime, n'est pas une terre de jihad. C'est une terre de prédication au sein de laquelle il faut s'enraciner de manière pacifique.

Concrètement, la ligne directrice promulguée par les *cheioukh* les plus influents à l'échelle du pays est celle de la prédication non violente. Après chaque écart, le chef d'Ansar Charia, organisation salafiste-jihadiste, déclare ainsi sur une radio nationale ou au moyen de vidéos publiées sur les réseaux sociaux qu'il est nécessaire de garder son calme et que le mouvement réitère sa position de prédication pacifique. Les violences ne sont selon lui que des manipulations et des provocations dans lesquelles les salafistes-jihadistes, encore trop peu structurés et disciplinés, tombent.⁹⁰

la Charia au mois de mars 2012. Ce front est aujourd'hui présidé par le Cheikh Mokhtar Jebali, ancien diplômé de l'université de la grande mosquée de Tunis, proche du salafisme scientifique. Une partie coopérerait étroitement avec des personnalités et des institutions saoudiennes. Cette coopération aurait été entreprise dans le cadre du programme « Monassaha » de feu l'émir Neif Ben Abdelaziz, l'ancien ministre de l'Intérieur saoudien. Ces associations travailleraient également sous le patronage d'associations du royaume wahhabite comme *Tarahamou* (soyons miséricordieux). Voir Mahdi Ben Youssef, Sofien Ben Sghair, Khair-Eddine Bacha, op. cit.

⁸⁷ Voir « Tunisie. Les jardins d'enfants gérés par des associations religieuses se multiplient hors de tout cadre légal », Kapitalis (kapitalis.com), 24 septembre 2012 ; « Une prolifération inquiétante », *La Presse*, 17 janvier 2013 ; entretien de Crisis Group, militante de l'Association tunisienne des femmes démocrates, Tunis, 2 décembre 2012.

⁸⁸ L'enseignement zitounien signifie l'enseignement traditionnel de l'Université Zitouna ou *Az-zaytûna* à la grande mosquée de Tunis du même nom. Celle-ci est la plus ancienne université arabe et islamique. Elle a été construite en l'an 116 de l'Hégire, correspondant à l'an 734. Elle dispensait jusqu'en 1958 un enseignement secondaire et supérieur. Les enseignants remplissent généralement la fonction de *cheioukh*. L'enseignement avait été rouvert entre 1987 et 1990, durant les trois premières années de la présidence de Ben Ali, puis arrêté. Le 12 mai 2012, l'enseignement a officiellement repris mais les luttes pour son contrôle entre les différentes tendances islamistes retardent sa structuration. Houcine Laabidi, le premier imam de la grande mosquée de Tunis, se distingue par des prêches enflammés et un discours très rigoriste.

⁸⁹ Entretiens de Crisis Group, habitants de Médenine et de Ben Guerdane, Médenine, juin 2012 et avocat tunisien, Tunis, septembre 2012.

⁹⁰ Entretiens de Crisis Group, salafiste-jihadiste, Tunis, septembre 2012 ; Ridha Belhaj, porte-parole du Hizb ut-Tahrir, Sousse, septembre 2012 ; « Abou Iyed : "Ansar Al Charia n'a pas appelé ses adhérents à manifester, ce vendredi" », Express FM, 2 novembre 2012. Dans un prêche donné à la mosquée al-Fath au centre-ville de Tunis, après l'attaque contre l'ambassade américaine, Abou Ayadh affirme qu'Ansar Charia est redevable envers le peuple tunisien, qu'il ne compte pas laisser

Ce point de vue semble épouser les principales évolutions doctrinales des théoriciens jihadistes internationaux dont certains ont influencé al-Qaeda.⁹¹ Depuis le milieu des années 2000 en effet, toute une littérature en ligne sur les sites jihadistes, tels Ansar al-Moujaidine, tente de tirer le bilan critique de la stratégie du jihad global, évolution accélérée par le « Printemps arabe ». Les pays musulmans sont, d'après ces écrits, divisés en terres de jihad et terres d'intendance.⁹² Là où les régimes tyranniques sont toujours en place (terres de jihad), il faut les combattre. Là où ils sont tombés, comme en Tunisie, Egypte et Libye (terres d'intendance), la donne est différente.

Selon cette lecture, la chute des dictatures a affaibli ces Etats locaux et développé en leur sein des zones de non-droit qui tendent à s'auto-administrer de manière tribale.⁹³ Les salafistes-jihadistes doivent prendre place au sein de ces espaces et y promouvoir la loi islamique. Ceci leur permettra de se préparer physiquement et psychologiquement au chaos généralisé qui se profile à l'échelle de la planète et mener le combat pour reconstruire leur nation islamique.⁹⁴ Cette vision eschatologique, voire millénariste, est présente chez certains *cheioukh* jihadistes tunisiens, notamment Khatib Idrissi,⁹⁵ très influent sur le plan idéologique :

L'union entre les musulmans et l'application de la loi divine aura obligatoirement lieu à l'échelle de la nation islamique (*oumma*). Il n'y a désormais plus aucune possibilité de retour à des Etats divisés et locaux. Le prophète a dit que plusieurs régimes se succèderaient après sa mort (califat, régime dynastique par héritage et

libre cours à des explosions de violence et qu'il entend continuer de déployer ses tentes de prédication dans les régions déshéritées. Voir Talaba Revolution « fr », op. cit.

⁹¹ Les plus connus chez les jeunes Tunisiens sont Abu Katata al-Filastini, Ayman al-Zawahiri, Abu Mohammad al-Makdasi, Abou al-Mundhir al-Shinqiti et Hani Mohammed Yusuf al-Siba'i. Entretiens de Crisis Group, salafistes-jihadistes, Tunis, juin-septembre 2012.

⁹² D'après Aaron Y. Zelin, un spécialiste américain du jihadisme, la distinction entre terre de prédication et de jihad chez Ansar Charia en Tunisie et en Libye dérive en premier lieu de celle opérée par Abou al-Nour al-Makdassi en 2004 entre *qital al-nikayya* (combattre pour créer des dommages chez l'ennemi) et *qital al-tamkin* (combattre pour consolider ses propres forces). Voir Aaron Y. Zelin, « Maqdisi's Disciples in Libya and Tunisia », *Foreign Policy*, 14 novembre 2012. Voir également, Abou Khaled al-Adam, *Kitab Attamqin* (ville inconnue, 2011).

⁹³ Voir Abou Bakr Naji, *The Management of Savagery*, www.wcfia.harvard.edu/olin/images/Management%20of%20Savagery%20-%2005-23-2006.pdf ; Abou Khaled al-Adam, *Le monde aux portes du chaos* (Dar al-Fajer lil Ahlam, 2011).

⁹⁴ Abou Khaled al-Adam précise, « Dans les pays arabes, notamment dans les pays où les révolutions se sont enclenchées par réaction en chaîne, celles-ci ne pourront plus faire marche arrière. Parce qu'ils ont été libérés du joug de la dictature, ces pays sont en train de reprendre les formes de la vie arabe primitive avant la structuration de l'Etat moderne. Que tous les pays arabes s'orientent vers le chaos constructif. [...] Les révolutions arabes augurent une période de vide de pouvoir qui préfigure un chaos généralisé qui rétablira le règne des tribus dans la zone arabe. Ceci va complètement bouleverser l'ordre mondial établi avant la révolution. Ceci pourrait constituer un facteur important dans la déstabilisation de l'économie occidentale. Conseil à l'élite jihadiste. Gardez les armes. Préparez-vous à l'affrontement avec l'ennemi intérieur et extérieur. Préparez-vous à l'instauration du califat. Préparez-vous à mettre en place les stratégies idoines pour remplir le vide du pouvoir et gérer les zones de non-droit qui vont se structurer après l'effondrement des régimes en place ». Ibid.

⁹⁵ Khatib Idrissi est originaire de Sidi Ali Ben Aoun, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid. Il descend du saint qui a donné son nom à son village natal. Il fait partie des « gens de al-Beit », de la lignée des Idriss, de la dynastie du prophète. Il a étudié et résidé en Arabie Saoudite de 1985 à 1994. Il aurait également été arrêté et assigné à résidence sous l'ancien régime. « Salafistes – Qui sont les leaders », lepetitjournal.com, 17 mars 2012.

régime tyrannique) et que Dieu les arrêterait successivement. Avec la révolution tunisienne, Dieu a commencé à mettre fin au régime tyrannique. Le prochain régime sera un nouveau califat où nous vivrons enfin selon les règles édictées par notre prophète. Nous sommes actuellement dans une phase intermédiaire. Dans les pays où ces régimes sont tombés, il n'y aura plus jamais de stabilité. Le chaos (*faouudha*) persistera jusqu'à ce que les peuples se réveillent et que les régimes restants disparaissent. Le Mehdi (messie) attendu dans les pays arabes rassemblera alors tous les musulmans.⁹⁶

Pour un proche d'Abou Ayadh, l'objectif le plus important à court terme consiste donc à profiter des faiblesses de l'Etat pour prêcher et s'enraciner.⁹⁷ D'après un membre des forces de sécurité, les jihadistes utiliseraient la prédication religieuse afin de discréditer l'ensemble des institutions :

Ils disent « regardez rien ne marche, c'est parce que les gens ne suivent pas l'exemple du prophète ». Ils veulent les pousser à se détourner des élections et des partis politiques afin qu'ils réclament de leur propre gré ce que les salafistes présentent comme la dernière solution : la stricte application de la loi islamique.⁹⁸

Cet effort d'enracinement prend plusieurs formes et, au final, les salafistes-jihadistes semblent s'insérer avec succès dans l'économie urbaine de quartiers populaires et de villages à travers le pays. Au lendemain de la chute du régime, des petits groupes informels se structurent au sein des quartiers populaires, et des petits collectifs de trois à vingt individus se constituent sans aucune coordination. Ils élisent des émirs de terrain, sortes de *cheioukh* chargés d'encadrer et de recruter des adeptes.⁹⁹ Ces savants musulmans sont parfois de jeunes citoyens maîtrisant des aspects de la science des *hadiths* (récits ou dits prophétiques) et coutumiers des forums internet de la communauté jihadiste internationale.

Le plus souvent, ce sont d'anciens prisonniers et exilés qui bénéficient d'une certaine aura de martyr et de résistant. Ils maîtrisent l'imaginaire du jihadisme et ses codes. Ils ont parfois vécu une expérience de *qital* (combat) à l'étranger, particulièrement valorisée dans la sous-culture des zones périurbaines.¹⁰⁰ Au cours d'une série de conférences (*mouadaret*) dans des lieux de culte, souvent bastions historiques de la mouvance,¹⁰¹ les liens se renforcent entre *cheioukhs*. Des figures nationales, appréciées pour leur savoir religieux ou leurs faits d'armes, émergent rapidement, comme Khatib Idrissi et Abou Ayadh.

Plusieurs dizaines de milliers d'adeptes en ont adopté l'apparence vestimentaire et corporelle mais vivent leur engagement de manière plutôt individualiste, même s'ils peuvent se mobiliser pour des actions ponctuelles. Une partie refuse de s'organiser pour des raisons doctrinales car « l'islam est unique »,¹⁰² et appartenir à une organisation revient à diviser les musulmans – position défendue jusqu'à récemment par Khatib Idrissi. Une autre partie tente de bâtir un groupement – position d'Abou

⁹⁶ Entretien de Crisis Group, Khatib Idrissi, Sidi Ali Ben Aoun, 12 septembre 2012.

⁹⁷ Entretien de Crisis Group, Tunis, novembre 2012.

⁹⁸ Entretien de Crisis Group, Tunis, novembre 2012.

⁹⁹ Entretien de Crisis Group, salafiste-jihadiste proche d'Ansar Charia, Tunis, août 2012.

¹⁰⁰ Entretien de Crisis Group, commissaire dans le quartier populaire Ettadhamen, Tunis, septembre 2012. Voir également Patrick Haenni, op. cit.

¹⁰¹ A Tunis, c'est le cas de la mosquée du campus, la mosquée al-Fath et la mosquée d'Ain Khadra.

¹⁰² Entretien de Crisis Group, Khatib Idrissi, Sidi Ali Ben Aoun, 12 septembre 2012.

Ayadh – et a commencé à se rassembler sous la bannière d'Ansar Charia dès avril 2011, à l'occasion de son congrès fondateur de la Soukra dans la banlieue de Tunis.

Ansar Charia a d'abord commencé par se structurer en développant des activités caritatives.¹⁰³ Bien qu'avant le départ de Ben Ali ses dirigeants¹⁰⁴ étaient partisans de la stratégie du jihad global préconisée par al-Qaeda au début des années 2000,¹⁰⁵ le groupe semble adopter des positions plus pragmatiques. Certains de ses représentants émettent des propositions politiques et économiques nationales qui ressemblent au programme d'une formation politique inséré dans un cadre institutionnel légal.

Lors du second congrès de l'organisation à Kairouan, le 20 mai 2012,¹⁰⁶ Abou Ayadh a ainsi évoqué la nécessité d'un syndicalisme islamique, d'un tourisme licite (*halal*), de la réforme du système financier, de la santé et de l'enseignement.¹⁰⁷ D'après un analyste qui suit étroitement ce groupe, « Ansar Charia est une tentative d'institutionnalisation de la mouvance jihadiste. Abou Ayadh est en train de créer une véritable organisation hiérarchisée, semi-officielle, qui dispose désormais de bureaux et de comités locaux ».¹⁰⁸

Cette dynamique d'institutionnalisation ne se manifeste pas seulement par la constitution du groupe d'Abou Ayadh. En novembre 2012, sous l'influence de Khatib

¹⁰³ Entretien de Crisis Group, salafiste-jihadiste, Tunis, septembre 2012. Ses tentes de prédication se déplacent dans les endroits les plus reculés du pays. Ansar Charia s'est particulièrement investi pour venir en aide aux victimes des inondations dans le Nord-Ouest au cours de l'hiver 2011-2012. Un imam d'un quartier populaire note ainsi : « Les salafistes donnent de l'argent aux enfants à l'hôpital, aux veuves, aux orphelins. Ils organisent des mariages, aident pour le pèlerinage, donnent de l'argent aux pauvres pendant le ramadan et les laïques les appellent des terroristes ! ». Entretien de Crisis Group, imam d'un quartier populaire, Tunis, juillet 2012.

¹⁰⁴ Abou Ayadh est le chef de l'organisation ; Hassen Brik, ancien combattant jihadiste au Moyen-Orient, est responsable de la prédication ; et Sami Essid est responsable de la coordination des actions caritatives. Ce dernier a dirigé la cellule jihadiste dite de Milan au début des années 2000. Entretiens de Crisis Group, Fabbio Merone, analyste à la Gerda Henkel Foundation, Tunis, 28 novembre 2012 ; salafistes-jihadistes, juin-octobre 2012.

¹⁰⁵ La stratégie du jihad global consiste à attaquer l'ennemi lointain (l'Occident) en lieu et place de l'ennemi proche (le régime dictatorial et impie). Voir le rapport de Crisis Group, *Comprendre l'islamisme*, op. cit. Cette vision semblait partagée par des jihadistes au sein des prisons. Comme l'explique un jeune emprisonné durant deux ans en vertu de la loi anti-terroriste, « des Tunisiens de retour du jihad en Irak, qui étaient passés par la Syrie, m'ont expliqué en prison qu'il y avait un ennemi lointain, l'Occident, et un ennemi proche, Ben Ali. Ils disaient si l'on fait quelque chose en Tunisie nous allons avoir l'opinion contre nous mais si on fait quelque chose contre l'Occident, une grande partie de l'opinion sera avec nous ». Entretien de Crisis Group, jeune incarcéré de 2005 à 2007, Tunis, octobre 2012.

¹⁰⁶ Ce congrès, qui a réuni plus de 5 000 personnes, a attiré l'attention des médias tunisiens et étrangers sur le phénomène salafiste-jihadiste. Les enregistrements audiovisuels de cette rencontre sont souvent utilisés dans divers reportages sensationnalistes, notamment français, pour souligner le danger salafiste. L'on peut y voir les uns se livrer à des démonstrations d'un art martial islamique, le *Zamqatal*, et les autres chanter en cœur « Obama, Obama nous sommes tous des Oussama ! ». Voir notamment « Salafistes contre touristes », reportage vidéo 66 minutes, M6, 16 septembre 2012 et « Tunisie : la menace salafiste », reportage vidéo de l'émission Envoyé spécial, France 2, 17 janvier 2013.

¹⁰⁷ Voir Wafa Sdiri, « Vidéo : La nouvelle Tunisie aux yeux d'Abou Ayadh, leader des salafistes jihadistes », Tunisie numérique (tunisienumerique.com), 21 mai 2012. D'autres membres d'Ansar Charia tiennent des propos similaires. Ils refusent cependant d'évoquer les questions d'ordre législatif, puisque celles-ci, d'après-eux, sont d'attribution divine. Entretiens de Crisis Group, membres d'Ansar Charia, Tunis, septembre-décembre 2012.

¹⁰⁸ Entretien de Crisis Group, Fabbio Merone, analyste à la Gerda Henkel Foundation, Tunis, 28 novembre 2012.

Idrissi, un conseil de cinq *cheioukhs* (*Majlis al-Cheioukh*) a été créé.¹⁰⁹ Cette décision, en porte-à-faux avec la position traditionnelle de cet idéologue qui rejetait tout type d'organisation,¹¹⁰ aurait été prise dans le sillage des arrestations effectuées à la suite de l'attaque contre l'ambassade américaine le 14 septembre. Sitôt constitué fin octobre, ce conseil est parti à la rencontre de jeunes jihadistes du quartier populaire de Douar Hicher, qui venait de connaître deux nuits d'affrontements avec les forces de l'ordre. Le conseil entend s'imposer au sein de la mouvance afin de canaliser les comportements violents des jeunes recrues pour que celles-ci s'en tiennent à la stratégie de la prédication. Le conseil a de surcroît rencontré le président de la République au palais de Carthage.¹¹¹

Plus généralement, nombre de salafistes-jihadistes s'implantent au niveau local, sur le plan économique et social. Ils pallient tout d'abord la faiblesse des services publics dans certaines zones délaissées. Khatib Idrissi observe :

Actuellement vous pouvez vous rendre compte qu'il y a une absence des forces de l'ordre et malgré cela, il n'y a pas de problèmes de sécurité. Ce que vous appelez vous le salafisme, c'est lui qui sécurise les routes, les établissements publics, les hôpitaux, qui nettoie les rues, sécurise les souks, etc.¹¹²

Dans la banlieue ouest de Tunis, à Ettadhamen, plusieurs « nettoient les rues et réparent les dégâts qu'ils font parfois la veille lors d'affrontements avec la police. Certains s'improvisent même agents de la circulation ».¹¹³ Dans une localité comme Menzel Bourguiba, au Nord du pays, des salafistes-jihadistes sont devenus des acteurs essentiels de la vie économique locale.¹¹⁴

¹⁰⁹ Ce conseil se compose de Abou Abdallah Tounsi, un jihadiste qui serait proche de Khatib Idrissi, Khamis al-Majri, un ancien nahdaoui défenseur de l'identité prédicative du mouvement qui cultiverait une certaine rancœur à l'égard du parti de Rached Ghannouchi, Mohamed Manif, un salafiste kairouanais, fils d'un cheikh zitounien, Mohamed Abou Baker, un ancien nahdaoui et Abou Sahib, un jihadiste réputé proche d'Abou Ayadh. Entretiens de Crisis Group, journaliste, Fabbio Merone, salafistes-jihadistes, ancien militant d'An-Nahda, Tunis, Sfax, juin-décembre 2012.

¹¹⁰ Entretien de Crisis Group, Khatib Idrissi, Sidi Ali Ben Aoun, 12 septembre 2012.

¹¹¹ Cette initiative a été critiquée par un certain nombre de sympathisants sur leurs pages Facebook. Voir Talaba Revolution « fr », op. cit.

¹¹² Entretien de Crisis Group, Khatib Idrissi, Sidi Ali Ben Aoun, 12 septembre 2012. Plus récemment, le 9 février 2013, jour des funérailles de Chokri Belaïd, de nombreux pillages, notamment de petits supermarchés, ont eu lieu à Sfax, et des salafistes ont patrouillé jusque tard dans la nuit dans le centre-ville de Sfax, armés de bâtons et de long couteaux. Ils circulaient à bord de voitures de location et de 4X4 pick-up, sommant les passants de rentrer chez eux, leur affirmant qu'ils prenaient en charge leur sécurité et allaient mettre fin aux scènes de pillages. Entretiens de Crisis Group, habitants de Sfax, Tunis, 9 février 2013.

¹¹³ Entretien de Crisis Group, chauffeur de bus, Tunis, septembre 2012.

¹¹⁴ Menzel Bourguiba (anciennement Ferryville), situé au sud-ouest du lac de Bizerte, était sous le protectorat le lieu de résidence des familles de colons qui travaillaient à la base militaire de Bizerte. C'était également un espace de villégiature très apprécié par les bourgeoisies tunisoise, française et italienne. Après l'indépendance, Menzel Bourguiba est devenu une zone à vocation industrielle très prospère. Puis de nombreuses usines ont fermé et le chômage y a atteint des taux importants. Au centre-ville, non loin de l'ancienne cité française, la place Stuttgart forme un jardin d'environ un hectare. Sur cet espace, un café a ouvert au cours de l'année 2012. Il y a disposé environ 300 tables et chaises à destination des familles. Le café est tenu par un ancien trafiquant de drogue qui s'est converti au salafisme-jihadisme sous Ben Ali. Il emploie environ 25 personnes, alors que, selon un garçon de café, « douze sont simplement nécessaires. Les treize autres c'est pour le social ». Entretien de Crisis Group, garçon de café, Menzel Bourguiba, août 2012. Les employés – serveurs et responsables de la sécurité – portent des kamis et des barbes. Nombre de salafistes repérables à cette

Plusieurs, notamment des diplômés-chômeurs, jouent le rôle de médiateurs auprès des habitants des quartiers populaires. Ils règlent des petits problèmes administratifs, des conflits de famille et de voisinage et s'occupent de soutien scolaire.¹¹⁵ Parfois, ils s'insèrent dans l'économie informelle et souterraine de certains villages et agglomérations urbaines déshéritées, laquelle gagne en importance depuis la chute de l'ancien régime.¹¹⁶ Beaucoup de jihadistes possèdent désormais des étalages informels de fruits et légumes ou de vente de détail de marchandises en provenance du continent asiatique.¹¹⁷

Phénomène intéressant, ce sont souvent de jeunes délinquants qui transitent vers le salafisme-jihadiste. Au cours des premiers mois suivant le départ de Ben Ali, dans un contexte où les habitants sont sortis victorieux de la police à l'issue du soulèvement, un nombre important de jeunes délinquants (dont certains évoluaient au sein du milieu formé par les indicateurs du régime, les trafiquants de drogue et d'alcool et les commerçants de l'économie informelle), ont commencé à arborer des barbes.¹¹⁸ Dans le même temps, les salafistes libérés de prison ou de retour d'exil ont repris place au sein des zones défavorisées dont ils sont souvent originaires.¹¹⁹ D'après de nombreux habitants de quartiers populaires et responsables des forces de sécurité, la conversion salafiste des individus issus de ce milieu a été massive à travers le pays.¹²⁰ Un officier de brigade d'interventions spéciales affirme :

Moins d'un mois après le départ de Ben Ali, les salafistes-jihadistes ont été infiltrés par les gangsters et les petits indicateurs de l'ex-parti au pouvoir. Ceux-ci sont devenus salafistes dans un premier temps pour se protéger de la vengeance des habitants du quartier tentés par la chasse aux sorcières des personnes compromises avec l'ancien régime. Passés un an dans un pays pratiquement sans sécurité, tous les voyous sont devenus salafistes. Si j'avais été un voyou j'aurais fait la même chose. Porter une barbe signifiait bénéficier de l'impunité.¹²¹

tenue s'étendent également sur les chaises. Seuls des chants religieux sans musique, conformément à la tradition salafiste, se dégagent des haut-parleurs disposés près du café. La mixité y est par contre de mise et femmes non voilées et femmes portant le niqab se côtoient. Observations de Crisis Group, Menzel Bourguiba, août 2012.

¹¹⁵ Entretiens de Crisis Group, salafistes-jihadistes, habitants de quartiers populaires, Tunis, Menzel Bourguiba, août-septembre 2012.

¹¹⁶ Voir Mohamed Farouk, « Tunisie - Conférence de l'UTICA sur le secteur informel : "Un cancer métastasé" », Web Manager Center (webmanagercenter.com), 17 décembre 2012. L'économie ou le secteur informel désigne généralement les petites unités de production et de commercialisation de biens et de services régulées par des relations personnelles plutôt que contractuelles. L'économie dite souterraine (contrebande, trafics, trabandisme, activités illégales ou en marge de la légalité) en fait partie. L'économie informelle représente près de 40 pour cent de l'économie. La transition progressive de l'économie informelle à l'économie formelle constitue un enjeu économique et social majeur. Voir le rapport Afrique du Nord/Moyen-Orient de Crisis Group N°124, *Tunisie : relever les défis économiques et sociaux*, op. cit.

¹¹⁷ Observations de Crisis Group, région de Sidi Bouzid, septembre 2012 ; entretiens de Crisis Group, habitants des quartiers populaires de Tunis, Tunis, septembre 2012.

¹¹⁸ Entretiens de Crisis Group, habitants des quartiers populaires, membres des forces de sécurité, Tunis, septembre-décembre 2012.

¹¹⁹ Ils ont par ailleurs commencé par développer des activités prédicatives et caritatives à travers le pays, notamment en s'investissant dans les camps de réfugiés de la frontière tuniso-libyenne.

¹²⁰ Entretiens de Crisis Group, salafistes-jihadistes, habitants de différentes régions du pays, membres des forces de sécurité, Tunis, Sfax, juin-décembre 2012.

¹²¹ Entretien de Crisis Group, officier des brigades d'interventions spéciales, septembre 2012.

Par ailleurs, nombre d'individus se revendiquant salafistes-jihadistes – et souvent qualifiés de « faux salafistes » par certains *cheioukh*¹²² – commenceraient à contrôler, dans plusieurs localités, des activités autrefois dévolues à la pègre.¹²³ C'est le cas du racket de vendeurs d'alcool, du trafic de résine de cannabis, notamment dans le Centre-Ouest, à la frontière algérienne, et, dans une moindre mesure, de la contrebande en pleine expansion comme le trafic d'acier de construction, de produits manufacturés chinois, et parfois d'essence et de devises entre l'Algérie, la Libye et la Tunisie.¹²⁴

Si, au final, les salafistes-scientifiques sont désormais des acteurs incontournables du monde associatif islamique, la mouvance salafiste-jihadiste semble d'un côté entrer dans une dynamique poussant ses dirigeants à canaliser les violences et de l'autre à gagner en influence économique et sociale dans certaines agglomérations touchées par la pauvreté et l'exclusion. Ceci n'est pas en contradiction avec leur vision pour le court ou long terme. Ansar Charia émet des propositions politiques et économiques qui respectent les institutions du pays (tourisme, syndicalisme, finances, santé, enseignement), désavoue régulièrement la violence sur le territoire mais adhère sur le plan international au même projet islamique violent et antisystème que les jihadistes des années 2000.

Le lendemain de l'assassinat de Chokri Belaïd, certains salafistes-jihadistes ont affirmé sur des pages Facebook que les commanditaires du meurtre étaient des étrangers non musulmans, sans pour autant condamner cet acte, soulignant que ce militant d'extrême gauche était un mécréant.¹²⁵ D'autres ont choisi de ne pas faire de commentaire sur cet assassinat, se concentrant comme d'ordinaire sur l'actualité du jihadisme international.¹²⁶ Abou Ayadh a quant à lui diffusé un communiqué sur les réseaux sociaux appelant An-Nahda à resserrer les liens avec les autres courants islamistes et à faire face à l'opposition séculariste soi-disant inféodée à l'Occident.¹²⁷

4. Légalisation de partis islamistes à la droite d'An-Nahda

Certains nouveaux partis à la droite d'An-Nahda, que les médias qualifient généralement de salafistes, rejoignent la scène politique officielle, confirmant l'existence d'un processus d'intégration politique. Ils sont au nombre de quatre, à la confluence des réseaux salafistes scientifiques, jihadistes et nahdaouis.

Le premier est un micro-parti peu connu, Rahma, présidé par un ancien militant historique d'An-Nahda, Said Jaziri. Légalisé le 30 juillet 2012, il affirme militer pour l'application de la Charia, se concentrant sur l'emploi, la santé, le logement et l'édu-

¹²² Entretien de Crisis Group, jeunes salafistes-jihadistes, Tunis, octobre 2012.

¹²³ Ils sont présents dans la majorité des régions du pays, y compris dans le bassin minier. Mais ils semblent plus faibles dans le Nord-Ouest, excepté à Jendouba où ils sont très puissants. Entretiens de Crisis Group, salafistes-jihadistes, habitants de différentes régions du pays, Tunis, Sfax, Sousse, Sidi Bouzid, juin-décembre 2012.

¹²⁴ Observations de Crisis Group, région de Sidi Bouzid, septembre 2012 ; entretiens de Crisis Group, habitants des quartiers populaires de Tunis et de sa banlieue sud, membres des forces de sécurité, directeur au sein du ministère des Affaires sociales, Tunis, juin-décembre 2012.

¹²⁵ Certains sous-entendent que sa mort était méritée. Voir notamment Talaba Revolution « fr », op. cit.

¹²⁶ Ibid.

¹²⁷ Voir « Assassinat de Chokri Belaïd : Ansar Chariaa pousse Ennahdha à aller de l'avant ! », Webdo (webdo.tn), 7 février 2013.

cation.¹²⁸ Le second, Asala, a obtenu son visa en mars 2012, après deux refus sous le gouvernement précédent. Il est présidé par Mouldi Ali, un docteur en droit international, condamné par contumace sous l'ancien régime à 44 ans de prison pour terrorisme, et se dit proche du parti salafiste Hizb Enour en Egypte. Très critique envers An-Nahda, il semble particulièrement tourné vers la prédication religieuse dans un esprit social.¹²⁹

Le troisième parti, plus influent, a été légalisé en mai 2012. Sur le plan politique, il semble être animé du même esprit qui a conduit An-Nahda à modérer ses positions 30 ans plus tôt. Il s'agit du Front de la réforme (Jabat al-Islah), héritier du Front islamique Tunisie (FIT), formation politique qui prônait la lutte armée à la fin des années 1980. Son président, Mohamed Khouja, raconte la genèse de ce nouveau parti :

Après la révolution, le 31 janvier 2011, nous avons organisé une grande réunion avec les frères libérés de prison à la suite de l'amnistie générale. Jusqu'à présent nous étions jihadistes partisans de la lutte armée. Mais au cours de cette rencontre, nous avons révisé nos positions. Nous nous sommes dits, maintenant que la dictature est tombée et que les libertés publiques sont respectées, nous allons participer à la vie sociale, intellectuelle et politique du pays. On a donc décidé de créer un parti et de demander une demande de visa. On a essayé deux refus sous le précédent gouvernement mais on a été légalisé au mois de mai 2012.¹³⁰

Le Front de la réforme attire d'un côté des nahdaouis déçus des visées politiques de leur direction qu'ils jugent peu islamiques – notamment lorsque celle-ci a affirmé son intention de ne pas modifier l'article 1 de la future constitution pour y intégrer une référence à la Charia – et, de l'autre, des salafistes scientifiques et jihadistes.¹³¹ Son président affirme à demi-mot se retrouver dans la plupart des positions du Mouvement de la tendance islamique (MTI, l'ancienne appellation d'An-Nahda) des années 1980. Il insiste par ailleurs sur la nécessité de renoncer à la lutte armée, le

¹²⁸ « Un nouveau parti appelant à appliquer la charia autorisé », Radio Kalima Tunisie.

¹²⁹ Mouldi Ali avait notamment rejoint les combattants du Fatah en Palestine et avait rejoint le jihad contre les Soviétiques en Afghanistan. Il a passé plusieurs décennies à Paris où il est devenu président d'une association de musulmans comptant environ 100 000 membres, l'union des musulmans de France. Entretien de Crisis Group, Mouldi Ali, Tunis, août 2012.

¹³⁰ Avant sa légalisation, dans le cadre des élections pour l'ANC, le parti a présenté des candidats dans quelques circonscriptions sous le nom d'al-Amel wa al-Islah (Travail et réforme) mais n'a pas obtenu de sièges. Entretien de Crisis Group, Mohamed Khouja, président du Front de la réforme, Tunis, août 2012.

¹³¹ Voir Isabelle Mandraud, « Ennahda renonce à inscrire la charia dans la Constitution », *Le Monde*, 27 mars 2012. Des *cheiukhs* comme Kamel Marzouki, Béchir Ben Hassen, Hassin Shaouat ou Hatem Bou Soma en sont proches. Entretien de Crisis Group, Mohamed Khouja, Tunis, août 2012. Voir également Fabio Merone and Francesco Cavatorta, « Salafist mouvance and sheikh-ism in the Tunisian democratic transition », *Working Papers in International Studies*, no. 7 (2012). Un jeune salafiste-jihadiste qualifie les membres du Parti de la réforme de « *cheiukhs* d'An-Nahda ». Entretien de Crisis Group, salafiste-jihadiste, Tunis, septembre 2012. Le parti tente de conduire des discussions avec de jeunes jihadistes afin de les conduire indirectement à modérer leur position. Mohamed Khouja précise : « Pour convaincre les jeunes salafistes, il faut discuter, et surtout les écouter. Quand ils veulent imposer leur point de vue, il faut leur expliquer qu'ils ont tort et surtout éliminer leurs craintes. Ils ont une mauvaise compréhension de l'islam, dans le sens où ils veulent l'appliquer tout de suite et de manière intégrale. Nous leur expliquons que ce point de vue donne une mauvaise image de notre religion. Certains parlent de jihad, mais le jihad contre qui ? Ils veulent le faire dans d'autres pays, pourquoi pas. Seulement, on leur explique que nous avons besoin d'eux ici pour conduire les réformes nécessaires ».

qital (combat), qu'il dissocie du jihad, lequel peut revêtir différentes formes non violentes comme la poursuite de réformes politiques. Ce parti se considère salafiste dans le sens où il suit la voie des ancêtres de l'islam. Il revendique une démocratie islamique et la constitutionnalisation de la Charia. Il est par ailleurs impliqué dans les luttes pour le contrôle de la grande mosquée Zitouna.

Enfin, le plus connu, notamment dans les milieux populaires, est le Hizb ut-Tahrir (Parti de la libération). Le terme salafiste ne saurait à proprement parler le qualifier. C'est un parti panislamiste issu d'une dissidence des Frères musulmans au début des années 1950 qui réclame la réinstauration du califat et une politique fondée sur la législation islamique.¹³² Doté d'une plateforme idéologique claire, il existe en Tunisie depuis les années 1980 et a perduré à l'état groupusculaire sous l'ancien régime. Fort d'un certain ancrage dans les zones défavorisées, notamment dans la ceinture périurbaine de la capitale, comme la cité Ettadhamen, il est apprécié par les jeunes salafistes-jihadistes pour ses positions intransigeantes et antisystèmes. L'un d'eux affirme que c'est « le seul parti politique qui défend le vrai islam et lutte pour son application à 100 pour cent ».¹³³

Bien qu'il ne reconnaisse pas le principe de l'Etat-nation et de la démocratie, il a déposé une demande de légalisation auprès du premier ministre, plusieurs fois refusée avant l'arrivée d'An-Nahda à la tête de la Troïka. Il l'a finalement obtenue le 17 juillet 2012 suite à des pressions sur le parti de Ghannouchi.¹³⁴ Le Hizb ut-Tahrir se démarque tant d'An-Nahda que des courants salafistes, lesquels d'après son porte-parole sont tantôt trop proches de l'Arabie Saoudite, comme les salafistes-scientifiques,¹³⁵ tantôt trop désorganisés et enclins à la violence, comme les salafistes-jihadistes.¹³⁶

¹³² Il est présent dans le monde arabe, l'Europe et l'Asie centrale.

¹³³ Entretien de Crisis Group, salafiste-jihadiste, Tunis, novembre 2012. Voir également Mahdi Ben Youssef, Sofien Ben Sgheïr, Khair-Eddine Bacha, op. cit. Son porte-parole revendique une participation active du parti au soulèvement de décembre 2010-janvier 2011. « Pendant la révolution, Hizb ut-Tahrir était le seul parti vraiment visible. Nos jeunes ont participé directement et activement au soulèvement, que cela soit à Sidi Bouzid à Monastir ou à Sousse. Les amis de mon fils étaient bien organisés. Il y avait des rencontres même chez moi. Pendant la révolution, nos jeunes d'Ettadhamen [quartier populaire] ont cassé la barrière symbolique entre les zones périurbaines et le centre-ville de Tunis. Ils ont pu rentrer jusqu'à Bab Souïka et Hafsia, ils ont prié dans les rues. On a eu un martyr, Mohamed Ali. On était les premiers à déclarer que les réformes politiques annoncées par Ben Ali la veille de son départ ne pouvaient aboutir. On a été les premiers à appeler à la désobéissance civile, ce qui était une idée étrange pour beaucoup ». Entretien de Crisis Group, Ridha Belhaj, Sousse, septembre 2012.

¹³⁴ Ridha Belhaj précise : « Lorsqu'on demande un visa au premier ministre, si aucune réponse positive ou négative ne nous parvient nous sommes légalisés. Juste avant ce délai, nous recevons une lettre ambiguë qui sous-entendait un refus. A ce moment, toute l'opinion publique était contre An-Nahda. Les Tunisiens disaient "comment un parti qui se prétend islamique au pouvoir refuse un visa Hizb ut-Tahrir !". Les nahdaouis sont entrés dans une sorte de lutte interne. Ils se sont trouvés dans l'embarras. En définitive, ils n'ont pu refuser. C'était un visa arraché ». Entretien de Crisis Group, Ridha Belhaj, Sousse, septembre 2012.

¹³⁵ « Le salafisme scientifique c'est le wahhabisme saoudien. C'est une tentative de faire échouer la révolution. Jusqu'au 14 janvier 2011, ces salafistes comme Béchir Ben Hassen considéraient que la révolution était une discorde (*fitna*), que le pouvoir de Ben Ali était légitime. Maintenant, ils proposent une approche islamique loin des questions qui intéressent les gens, c'est-à-dire loin du politique, de l'économique et du social. Ils veulent dévier l'attention vers des problèmes secondaires et se permettent de traiter les gens de mécréants. L'Arabie Saoudite ne veut pas que la révolution atteigne la péninsule arabique. Ils veulent détourner ces réveils islamiques vers des formes de religiosité strictement individuelles. Et lorsqu'on parle de problèmes politiques vraiment importants, ils

En somme, le paysage éclaté du salafisme et de l'islamisme tunisien présente divers visages. Si An-Nahda domine toujours, des salafistes-scientifiques diffusent une conception rigoriste de la religion via des canaux associatifs. Deux petits partis, Rahma et Asala, combinent salafisme et préoccupations sociales. Une troisième formation islamique plus importante, le Front de la réforme, proche d'An-Nahda, se place à sa droite. Un parti islamiste radical, doté d'une plate-forme idéologique claire, le Hizb ut-Tahrir, refuse la démocratie mais intègre néanmoins l'échiquier politique. Enfin, une mouvance salafiste-jihadiste aux références idéologiques proches du jihadisme international, Ansar Charia, s'ancre solidement dans les quartiers populaires tout en tentant de convaincre de sa nouvelle option pacifique, du moins dans l'arène tunisienne.

Ce nouveau contexte présente autant de risques que d'occasions favorables. La dynamique d'intégration au jeu politique et associatif peut éventuellement conduire les islamistes radicaux à davantage de pragmatisme. Nombre de militants d'An-Nahda en semblent convaincus. Pourtant, ce parti regroupe lui-même certains activistes qui partagent une vision islamiste radicale. Et ses relations avec les salafistes semblent parfois faites de connivence et de complicité, ce qui inquiète fortement nombre de non-islamistes.

nous répondent qu'ils ne s'intéressent pas à la politique, alors qu'ils pratiquent la politique de manière indirecte ». Ibid.

¹³⁶ « Les salafistes-jihadistes sont hétérogènes. Ils ne sont pas vraiment organisés et pour cette raison sombrent parfois dans la violence. On les a contactés en leur expliquant qu'ils étaient fautifs et que cette violence était une mauvaise stratégie. Chaque fois ils nous assurent que ce sont des actes spontanés et irréfléchis et que la violence n'est pas adoptée par leur mouvance. On leur a dit "faites attention parce qu'il y a des forces qui veulent que vous commettiez l'erreur fatale, en faisant un attentat ou un acte de ce genre. Cela portera préjudice à tous les musulmans". On leur conseille de travailler plutôt sur le côté intellectuel et politique pour que tout le monde en récolte les fruits ». Ibid.

IV. An-Nahda face à la prédication salafiste

A. L'identité incertaine d'An-Nahda

Malgré 40 ans d'existence sous différentes formes, An-Nahda n'a jamais pu se développer dans un environnement démocratique, ambiguïté qui pèse sur le climat actuel de polarisation entre islamistes et non islamistes. Son identité islamiste demeure de surcroît incertaine. Au début des années 1970, il existe à l'état de petit groupe de jeunes prédicateurs apolitiques – le Groupe islamique (*Jamaa Islamiyya*).¹³⁷ La mouvance devient une véritable organisation dès le milieu de l'année 1979, lorsqu'il prend le nom de Mouvement de la tendance islamique (MTI) et affirme viser à faire revivre la personnalité islamique de la Tunisie, donner le droit au peuple de se gouverner lui-même, établir une justice sociale fondée sur les principes de l'islam et contribuer à la renaissance du monde arabe et musulman. Il reconnaît la démocratie et le pluralisme politique.¹³⁸

Contrairement aux partis politiques classiques, c'est un parti islamiste qui affiche des objectifs religieux et des activités de prédication. Il est ainsi à la fois « parti » et « mouvement », à l'instar des organisations inspirées des Frères musulmans. Le parti a pour tâche de gouverner en traduisant en langue islamique les catégories de la pensée politique occidentale : c'est l'islamisation par le haut. Le mouvement s'occupe des activités de prédication et il entend convaincre les citoyens du bien-fondé de l'islam comme projet de société global : c'est l'islamisation par le bas.

Entre 1991 et 1994, le parti, désormais renommé Hizb al-Harakat an-Nahda (Parti du mouvement de la renaissance) est éradiqué du pays. De nombreux activistes et sympathisants sont contraints à l'exil et la direction est transférée à Londres et à Paris. An-Nahda vit une traversée du désert d'une dizaine d'années.¹³⁹ Du milieu des années 2000 à la veille du départ de Ben Ali, il est véritablement tiraillé entre une ligne de réconciliation nationale dans laquelle s'inscrit la possibilité d'une entente avec le régime et une ligne intransigeante qui exclut toute forme de négociation avec la dictature.¹⁴⁰

An-Nahda, très faible durant le soulèvement, y joue un rôle mineur.¹⁴¹ Officiellement légalisé le 1^{er} mars 2011, il semble alors sorti d'une période de léthargie de

¹³⁷ Il entend revenir aux sources de l'islam dans une démarche salafiste. Il concentre son activité sur l'éducation des esprits, l'apprentissage de la piété (*taqwa*), de la foi en Dieu (*tawakkul*), du travail collectif (*jihad*) de la communauté (*ukhuwah*) et de l'ascétisme (*zudh*). Voir Azzam S. Tamimi, *Rachid Ghannouchi – A Democrat within Islam* (Londres, 2001).

¹³⁸ Hamdi Mohamed el-Hachmi, *The Politicisation of Islam: A Case Study of Tunisia* (Colorado, 2000); Mohammed Harbi, *L'islamisme dans tous ses états* (Paris, 1991).

¹³⁹ Au cours de cette période, il se concentre sur la défense des prisonniers politiques et connaît de nombreuses querelles internes. L'autorité de son chef historique Rached Ghannouchi est contestée. A partir du début des années 2000, il prend contact avec les partis d'opposition non alignés sur les positions du régime : l'ex-Parti démocrate et progressiste (PDP) de Nejib Chebbi, Ettakatol de Mustapha Ben Jaafar, le Congrès pour la République (CPR) de Moncef Marzouki et l'ancien Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) de Hamma Hammami. Entretiens de Crisis Group, militants d'An-Nahda, Tunis, décembre 2012. Le PDP a fusionné avec d'autres formations partisans centristes et libérales au début de l'année 2012 et constitue aujourd'hui la composante principale du Parti républicain (al-Joumhour).

¹⁴⁰ Voir notamment la déclaration finale du XVIII^{ème} congrès du mouvement An-Nahda, 2008 et entretiens de Crisis Group, militants d'An-Nahda, Tunis, Sousse, juin 2011-décembre 2012.

¹⁴¹ Voir le rapport de Crisis Group, *Soulèvements populaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (IV) : la voie tunisienne*, op. cit.

vingt ans.¹⁴² Durant la première phase de transition qui s'achève avec les élections du 23 octobre 2011 à l'issue desquels il remporte 89 sièges sur 217,¹⁴³ la plupart des partis sécularistes l'accusent de dissimuler un agenda théocratique extrémiste. En effet, alors que d'un côté il défend la parité hommes-femmes dans les listes électorales, présente un programme électoral démocratique et fait circuler une note stipulant que le mouvement s'engage à ne pas faire de politique dans les mosquées,¹⁴⁴ de l'autre, il semble toujours aussi islamiste que dans les années 1980.

Sur des vidéos amateurs filmées à l'aide de téléphones portables qui circulent sur l'Internet, des nahdaouis déclarent par exemple que « le Coran est notre unique constitution » ou qualifient de mécréants les électeurs qui n'ont pas l'intention de leur accorder leur suffrage.¹⁴⁵ De même, durant la campagne électorale, plusieurs *cheioukh* salafistes-scientifiques très rigoristes ont appelé à voter An-Nahda.¹⁴⁶ Des centaines de groupes de discussion Facebook animés par des nahdaouis brisent les frontières entre courants islamistes en réunissant nombre de jeunes autour d'un imaginaire commun fait d'anti-américanisme, de théories du complot mettant en scène les services secrets étrangers, l'extrême gauche et les partisans de l'ancien régime, et de défense de l'islam contre les laïques et les francs-maçons.¹⁴⁷

La nette victoire d'An-Nahda aux élections le conduit à placer ses hommes à la tête des ministères régaliens et former une coalition gouvernementale restreinte – la Troïka, composée d'An-Nahda, du CPR et d'Ettakatol – au sein de laquelle il donne

¹⁴² Les 53 membres composant ses instances dirigeantes sont les mêmes qu'au début des années 1990. Le parti paraît fragile, affaibli par des années de répression et d'absence quasi totale du pays. Aucun jeune militant n'a rejoint la direction et seuls quelques cadres prennent en charge l'ensemble des activités de communication du mouvement. Observations de Crisis Group, février-août 2011.

¹⁴³ La formation politique en deuxième position, le Congrès pour la République (CPR) n'a obtenu que 29 sièges.

¹⁴⁴ Cette note a été diffusée en mars 2011. Entretien de Crisis Group, avocat, Tunis, août 2012. Son programme électoral en 365 points considère prioritaire « l'instauration d'un régime démocratique fondé sur les principes de citoyenneté, libertés, dignité, de primauté de la constitution, de respect de la loi et, plus généralement, de l'ensemble des requis de la bonne gouvernance ». Les deux autres engagements prioritaires sont la « mise en œuvre d'un plan socio-économique qui vise la création de l'emploi, la garantie du droit à la dignité, le développement régional équilibré et l'incitation à l'investissement » et « l'édification d'une société moderne, harmonieuse, solidaire, enracinée dans son identité et ouverte sur son environnement ». Voir « Pour une Tunisie de la liberté, de la justice et du développement », programme du mouvement An-Nahda, document résumé, www.365p.info/livre/copie_fr.pdf.

¹⁴⁵ Les vidéos controversées sont répertoriées sur un site Internet anti-islamiste, www.ennahdha-info.com. En outre, des activistes faisant du porte-à-porte vont jusqu'à garantir qu'en cas d'arrivée au pouvoir d'An-Nahda, leurs électeurs n'auront plus à s'acquitter de leurs factures d'eau et d'électricité. Le parti met également en avant l'identité islamique de ses candidats comme gage de droiture morale. Les pro-Nahda emploient souvent la formule « ceux qui ont peur de Dieu ne peuvent être corrompus ». Ceux-ci présentent parfois l'islam comme un projet de société global capable de vaincre tous les maux. Entretiens de Crisis Group, habitants des gouvernorats de Tunis, Sfax, Sidi Bouzid, juillet-septembre 2011.

¹⁴⁶ Ibid.

¹⁴⁷ Ce n'est qu'au moment des événements d'Abdelia à la mi-juin 2012, lorsque les animateurs de ces pages Facebook ont appelé au calme, qu'une rhétorique salafiste-jihadiste anti-nahda a commencé à se constituer sur l'Internet et diviser virtuellement les deux courants. Entretien de Crisis Group, jeune blogueur, Tunis, 4 décembre 2012.

le ton. Mais après plus d'une année au pouvoir, le parti de Ghannouchi éprouve des difficultés à se situer dans ce nouveau climat politique plus ouvert et pluraliste.¹⁴⁸

Les tensions idéologiques qui animent le parti sont mises en relief pendant les débats sur la constitution. Ses députés ont proposé d'y intégrer à plusieurs reprises des formules juridiques ambiguës comme la complémentarité de l'homme et de la femme au sein de la famille ou la criminalisation de l'atteinte au sacré, avant de se rétracter.¹⁴⁹ Le préambule de l'avant-projet de constitution ne fait pas pour le moment référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Plus largement, la première esquisse de constitution, en l'état, tente de réunir, sans vraiment synthétiser, des référentiels hétérogènes. D'après un professeur de droit, celle-ci est peu cohérente car « saturée de référents islamiques et parsemée de signes en direction des standards internationaux ».¹⁵⁰

An-Nahda ne parvient pas à rassurer les franges sécularistes de la société. Le 10 octobre 2012, une vidéo dans laquelle le président du parti s'entretient avec un groupe de salafistes circule sur l'Internet et suscite un véritable tollé chez les non-islamistes. Rached Ghannouchi s'adresse à ces salafistes en utilisant le pronom personnel « nous ». Il leur explique qu'il faut faire preuve de patience, que le gouvernement est à « nous », qu'il faut prendre garde à l'élite laïque qui contrôle l'armée, la police et une partie de l'administration et qu'il convient de renforcer « notre » tissu associatif et éducatif en « nous » implantant sur le territoire national.¹⁵¹ Le lendemain, 75 députés d'opposition sur les 217 membres de l'ANC signent une pétition appelant à la dissolution d'An-Nahda, estimant que ce parti ne croit pas en la démocratie et « complotte contre l'aspect civil de l'Etat ».¹⁵²

An-Nahda semble plus exactement considérer les différents courants islamistes, y compris les salafistes les plus intransigeants, comme une famille qui, aux dires d'un nahdaoui, « entretient le droit à la différence et le devoir d'union ».¹⁵³ Le parti cherche de la sorte à éviter de se trouver en porte-à-faux avec ceux qui s'identifient davantage au discours des prédicateurs salafistes qu'à celui des nahdaouis au ton plus politique. Cela lui est d'autant plus nécessaire qu'il connaît de sérieux conflits internes.

¹⁴⁸ Un juriste l'explique de cette façon : « La démocratie consensuelle promue par le régime de Ben Ali, le président déchu, sous-entendait que l'opposition devait être responsable. Il ne fallait pas critiquer le gouvernement pour ne pas provoquer la discorde et briser l'union nationale nécessaire pour relever les défis. Cette union nationale qui se maintenait par la dictature a fait place à un champ de bataille démocratique où les gouvernants sont de plus en plus sommés de rendre des comptes aux gouvernés et où les forces en présence luttent âprement pour promouvoir leurs idées. An-Nahda n'est pas habitué à cela. Il voudrait que tout le monde soit d'accord avec lui. C'est pour cette raison entre autres qu'il ne cesse de fustiger la presse et l'opposition et traite ses diatribes d'irresponsables ». Entretien de Crisis Group, juriste, Tunis, 24 octobre 2012.

¹⁴⁹ « Tunisie : manifestations pour défendre l'égalité homme-femme », *L'Express*, 14 août 2012 et « Préambule de la constitution : absence de garanties sur les libertés au profit de la protection du sacré », Nawaat (nawaat.org), 23 octobre 2012.

¹⁵⁰ Entretien de Crisis Group, professeur de droit, Tunis, décembre 2012. La nouvelle esquisse de constitution mise en ligne le 14 décembre est disponible en arabe à l'adresse www.anc.tn/site/main/AR/docs/divers/projet_constitution.pdf.

¹⁵¹ « Tunisie – Politique : Rached Ghannouchi mis à nu », Web Manager Center (webmanagercenter.com), 10 octobre 2012.

¹⁵² « Tunisie : des députés réclament la dissolution du parti islamiste au pouvoir », *Le Monde*, 12 octobre 2012.

¹⁵³ Entretien de Crisis Group, militant d'An-Nahda, Tunis, août 2012.

Un important décalage existe en effet entre les positions politiques très consensuelles des dirigeants – lesquelles sont communiquées régulièrement à travers les médias, notamment étrangers – et les convictions profondes de la base militante. Les changements idéologiques opérés au sein de la direction n'ont jamais été véritablement clarifiés depuis plus de deux décennies. Des membres revendiquent toujours les anciennes positions du MTI et font parfois circuler en interne des textes de cette époque.¹⁵⁴

Des années d'exil, de prison et de contrôle policier ont par ailleurs creusé les divergences politiques. Les militants sont restés « coupés les uns des autres pendant près de vingt ans ». ¹⁵⁵ Les dirigeants exilés à Londres ont été plus actifs sur la scène islamique internationale et raisonnent plutôt à l'échelle du monde arabe et musulman qu'à l'échelle du pays. Les nahdaouis de Paris ont vécu le cosmopolitisme de la capitale française. Ils ont entretenu de nombreux contacts avec les anciens membres de l'extrême gauche tunisienne reconvertis dans la défense des droits de l'homme et des immigrés et semblent plus ouverts aux milieux plus sécularistes, davantage influencés par la culture française.¹⁵⁶

Par contre, les activistes qui ont vécu de longues années dans les geôles de Ben Ali ont cultivé tantôt une identité islamique plus rigoriste, tantôt un esprit « de revanche ». ¹⁵⁷ Certains considèrent que « du temps leur a été volé » ¹⁵⁸ et prennent souvent le contre-pied de la direction en surenchérissant sur la question religieuse. ¹⁵⁹ D'autres, enfin, ont milité en Tunisie au sein d'associations professionnelles, comme le Conseil de l'ordre des avocats, ou d'associations de soutien aux prisonniers politiques, et ont été marqués par la défense des libertés publiques et de la démocratie. ¹⁶⁰

Autre objet de division : certains activistes se sentent écartés des postes de pouvoir au sein du parti ou de l'Etat et tendent à développer des positions belliqueuses. Les jeunes notamment, dont plusieurs se considèrent rejetés des instances dirigeantes, défendent une ligne plus « dure », appelant à l'adoption d'une loi interdisant aux anciens du régime de se présenter aux élections, à une lutte plus hardie contre la cor-

¹⁵⁴ C'est le cas d'une brochure de Ghannouchi datant de 1986, « La vision idéologique et la méthode fondamentaliste du MTI ». Entretien de Crisis Group, Alya Allani, spécialiste de l'islamisme, militant d'An-Nahda, Tunis, septembre-novembre 2012. En outre, un certain nombre de militants qui s'étaient retirés de toute activité politique ont réintégré le mouvement pour renforcer ses rangs au lendemain de la révolution. Ils auraient apporté avec eux, selon un proche du parti, « une mentalité frère musulmane archaïque ». Entretien de Crisis Group, militant associatif proche d'An-Nahda, Tunis, juin 2012.

¹⁵⁵ Entretien de Crisis Group, Nourredine Arbaoui, Tunis, décembre 2012.

¹⁵⁶ Entretien de Crisis Group, militants d'An-Nahda, Tunis, septembre 2011-décembre 2012.

¹⁵⁷ Entretien de Crisis Group, Nabil Labassi, avocat proche du mouvement, Tunis, juillet 2012.

¹⁵⁸ Ibid.

¹⁵⁹ D'après un membre d'An-Nahda, ceci est un prétexte pour pousser les dirigeants à prendre des décisions concrètes sur le plan de la justice transitionnelle, afin qu'ils débloquent les dossiers relatifs aux indemnisations des anciens prisonniers politiques dont ils font partie. Entretien de Crisis Group, militant d'An-Nahda, 20 octobre 2012.

¹⁶⁰ En 2005, des militants d'An-Nahda s'accordent avec l'ex-PDP et l'ancien PCOT sur un programme minimum de défense des libertés publiques, des droits de l'homme et de la démocratie. Ces formations politiques constituent un réseau informel avec des militants des droits humains, appelé le Comité du 18 octobre. Voir le rapport de Crisis Group, *Soulèvements populaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (IV) : la voie tunisienne*, op. cit.

ruption, et à l'assainissement des médias par l'exclusion des membres de l'ancien parti au pouvoir, le RCD.¹⁶¹

Mais, surtout, le parti de Ghannouchi paraît partagé entre deux courants : les prédicateurs plus religieux et les hommes politiques plus pragmatiques. Comme l'explique Sadok Chourou, chef de file de la tendance prédicative :

Comme toutes les organisations, An-Nahda est constitué de plusieurs courants. Le premier considère An-Nahda comme un parti politique qui se met au service de la société avec une politique de gouvernance démocratique. Le deuxième considère An-Nahda comme un mouvement qui a une mission islamique globale, culturelle, éducative et politique fondée sur la prédication : un projet islamique total qui ne peut être réduit à son côté strictement politique.¹⁶²

En ce sens, An-Nahda fait face à un dilemme : s'il devient plus prédicateur et religieux, il inquiètera les non-islamistes ; s'il se conduit de manière politique et pragmatique, il s'aliènera une partie importante de sa base et créera un appel d'air profitant à la mouvance salafiste et aux partis situés à sa droite.

Le deuxième scénario inquiète les militants.¹⁶³ Absorbés par l'exercice du pouvoir, certains dirigeants s'éloigneraient ainsi de leur base, laquelle exprime parfois ses rancunes par un discours islamiste intransigeant. Celle-ci accuse les dirigeants historiques qui ont intégré des postes de responsabilité au sein du gouvernement et de l'administration de défendre la raison d'Etat avant l'islam, de privilégier la logique politique et administrative sur les objectifs religieux, voire de faire preuve de clientélisme et de népotisme.¹⁶⁴

De même, le désintérêt relatif d'An-Nahda pour la prédication et les activités culturelles et associatives suscite les rancœurs des prédicateurs.¹⁶⁵ Les prédicateurs nahdaouis, plus conservateurs, se retrouvent en ce sens attirés par les salafistes-scientifiques, si bien que leurs discours deviennent pratiquement indissociables.

Dans ce contexte, l'organisation a tout intérêt à entretenir un rapport ambigu avec les *cheioukh* salafistes disposés à collaborer avec elle. Cela lui permet tout à la fois de conserver le réservoir électoral constitué grâce à ces savants religieux et de conjurer le risque d'une scission entre sa tendance prédicative et sa tendance politique.¹⁶⁶

¹⁶¹ C'était le sens de la campagne *Ekbess* (Serre !) impulsé par les jeunes d'An-Nahda durant l'été 2012. Observations de Crisis Group, manifestation sur la place du gouvernement à Tunis dans le cadre de la campagne *Ekbess*, 7 septembre 2012.

¹⁶² Entretien de Crisis Group, Sadok Chourou, septembre 2012.

¹⁶³ D'après un militant, ceci se remarque notamment dans le domaine de la formation militante : « Avant, on formait sur des questions religieuses et morales, sur les valeurs islamiques, sur la jurisprudence musulmane. Maintenant, on explique comment devenir leader politique ou gérer les conflits dans une organisation ! ». Entretien de Crisis Group, militant d'An-Nahda, Tunis, 17 novembre 2012.

¹⁶⁴ Entretien de Crisis Group, militants et ex-militants d'An-Nahda, Tunis, novembre 2012.

¹⁶⁵ Comme le dit l'un d'eux : « Dans les années 1980 au sein du MTI puis d'An-Nahda, on parlait de culture, mais en fait, on faisait de la prédication pour islamiser. On avait beaucoup d'activités. Mais, maintenant, il n'y a plus grand-chose. C'est regrettable. Je n'ai pas vu de véritable formation religieuse dispensée par le parti. Il ne forme plus de nouveaux prédicateurs. Les militants ressentent fortement ce vide ». Entretien de Crisis Group, activiste d'An-Nahda, Tunis, 18 novembre 2012.

¹⁶⁶ Une scission motivée par des désaccords entre une tendance plus politique dont fait partie le chef du gouvernement, Hamadi Jebali – lequel a appelé à la formation d'un gouvernement de technocrates après l'assassinat de Choukri Belaïd – et une tendance plus prédicatrice qui comprend Rached Ghannouchi serait possible. Entretiens de Crisis Group, députés d'opposition, Tunis, 9 fé-

B. Une stratégie d'intégration

D'après nombre de nahdaouis, le parti met en œuvre une stratégie de persuasion à l'égard de la mouvance salafiste, tentant en particulier d'intégrer et de modérer en premier lieu les prédicateurs « qui n'enfreignent pas la loi en recourant à des actes de violence physique ».¹⁶⁷ Premier geste : la reconnaissance légale des formations politiques se situant à sa droite. Un jeune cadre nahdaoui, responsable des relations avec les partis politiques, explique :

Nous les avons encouragés à demander leur légalisation. Le simple fait qu'ils demandent une autorisation au premier ministre sous-entend qu'ils se réfèrent à une loi positive. Ils vont finir par accepter les règles du jeu. Ils vont être contre-carrés dans leurs projets radicaux. En effet, ils avancent un programme politique contraire à la réalité des Tunisiens d'aujourd'hui. L'intégration politique va les pousser à moins de radicalisme dans leurs discours.¹⁶⁸

Pour de nombreux militants d'An-Nahda, la radicalité du discours salafiste est une réaction brutale, et donc réversible, à la marginalisation de l'islam politique sous l'ancien régime. Sous pression, les citoyens auraient, selon cette analyse, profité du départ de Ben Ali « pour se défouler »,¹⁶⁹ affirmant une identité islamique particulièrement rigoriste et tenant des propos incendiaires contre les parties qui continuaient « à vouloir provoquer les musulmans ».¹⁷⁰ Tel que le conçoit An-Nahda, cette dynamique serait passagère. Un responsable régional du parti affirme, « An-Nahda ne risque rien des salafistes. Avec le temps, ils vont changer de mentalité. Ils vont cesser de croire qu'ils détiennent la vérité. S'ils en reste, ce ne sera qu'un tout petit nombre d'extrémistes ».¹⁷¹

Toujours selon cette version, le rapport au religieux du citoyen ordinaire ne correspondrait pas à la doctrine que les salafistes professent avec insistance. Le coût de leur discours austère et radical sera inévitablement leur propre isolement. Leur ajustement sera le prix à payer afin d'éviter leur marginalisation. Les laisser s'exprimer,

vrier 2013. Voir également « Tunisie : Ennahdha refuse le "gouvernement de technocrates" annoncé par Hamadi Jebali », *Jeune Afrique*, 7 février 2013. D'autres raisons de partition sont également évoquées. Un militant d'An-Nahda affirmait plusieurs mois avant l'assassinat de Chokri Belaïd que si le parti marquait des limites claires avec la prédication salafiste, il était probable que sa tendance prédicative le quitte pour former une nouvelle formation politique avec des salafistes-scientifiques, voire des éléments de la formation islamiste plus radicale qui lui semble le plus proche, le Front de la réforme. Entretien de Crisis Group, militant d'An-Nahda, Tunis, octobre 2012. Jusqu'à présent, An-Nahda laissait plutôt des fractions se développer en son sein de manière à éviter les scissions. Une seule a eu lieu en 40 ans, au début des années 1980 : des militants plutôt intellectuels, proches de la bourgeoisie tunisoise et plus influencés par la pensée de la révolution iranienne que par les Frères musulmans, ont créé le groupe des islamistes progressistes, dit le 15/21 du nom de son organe de presse. Entretiens de Crisis Group, activistes et ex-activistes d'An-Nahda, Tunis, juin-décembre 2012. La possibilité de création d'un front islamique regroupant une partie des nahdaouis et des salafistes est également évoquée par des militants de partis sécularistes ou proches du mouvement islamiste. Entretiens de Crisis Group, militants de partis sécularistes et activistes proches d'An-Nahda, Tunis, février 2013.

¹⁶⁷ Entretien de Crisis Group, Said Ferjani, porte-parole d'An-Nahda, Tunis, 12 juin 2012.

¹⁶⁸ Entretien de Crisis Group, responsable nahdaoui, Tunis, septembre 2012.

¹⁶⁹ Entretien de Crisis Group, responsable du bureau régional d'An-Nahda à Sousse, Sousse, août 2012.

¹⁷⁰ Ibid. Ce fut notamment le cas lors de la diffusion de Persépolis en octobre 2011.

¹⁷¹ Ibid.

participer à la vie collective serait ainsi le meilleur moyen de leur faire comprendre la faible emprise de leurs idées sur la population et donc le meilleur moyen de précipiter leur évolution. Le même responsable régional ajoute :

Quand je discute avec eux, je leur répète, faites des partis politiques, créez des chaînes de télévision, des journaux. Donnez votre opinion. Si elle a une efficacité au sein du peuple, c'est la démocratie ! Nous n'avons pas de problème avec cela. Mais si cette opinion ne rencontre pas d'écho, et ça j'en suis persuadé, il faudra que vous réformiez votre mentalité pour être plus efficace.¹⁷²

Selon deux jeunes responsables d'An-Nahda qui les côtoient étroitement à l'université, les salafistes, y compris ceux considérés comme jihadistes, seraient déjà en train de se modérer au contact de la lutte politique quotidienne. Cela se serait produit de manière exemplaire au cours du long mouvement de contestation salafiste contre la loi interdisant le port du niqab au sein des universités, l'affaire dite de La Manouba (novembre 2011-avril 2012). Le premier explique :

Beaucoup de salafistes ont changé radicalement de point de vue depuis l'affaire de la Manouba. Ils sont entrés en contact avec les syndicats étudiants, l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE) et l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET). Ils ont organisé des points de presse, des grèves de la faim. Ils ont discuté avec les professeurs, y compris le doyen. Tout cela était normalement interdit d'après leur doctrine. Maintenant, ils parlent même de créer un nouveau courant syndicaliste d'obéissance salafiste.¹⁷³

Le deuxième ajoute :

Les salafistes qui ont conduit le sit-in de la Manouba, je les ai entendus faire leur autocritique. Ils ont conclu qu'ils avaient été trop radicaux. Lorsque l'un d'eux a retiré le drapeau tunisien du toit de la faculté pour y substituer le drapeau noir salafiste, cela a créé une grande polémique. Les Tunisiens, très nationalistes, n'étaient pas d'accord avec cette action. Les salafistes se sont sentis isolés. Ils ont compris qu'ils perdaient la compassion de la société. En fait, ils font face à la réalité pour la première fois. Durant leur sit-in à la faculté, beaucoup étaient bouche bée de voir des filles non voilées leur apporter de la nourriture alors que des filles voilées s'attaquaient à eux. Ils vont finir par considérer la réalité de manière moins binaire mais doivent passer par cette phase d'excès et de radicalisme qui n'a hélas pas encore pris fin.¹⁷⁴

Autre objectif, plus tactique celui-là : en laissant s'exprimer les salafistes, An-Nahda fait en sorte de ne pas être trop débordé sur sa droite. Un militant du parti souligne de fait qu'ils ne « peuvent rien reprocher au parti comme l'accuser de censurer la voix des musulmans ».¹⁷⁵ Des rencontres formelles et informelles entre responsables politiques nahdaouis et prédicateurs salafistes ont lieu ; de même qu'un grand nombre de débats publics et d'émissions télévisés et radiodiffusés où ces derniers s'entre-tiennent à bâton rompu avec des acteurs de la scène politique, intellectuelle et asso-

¹⁷² Entretien de Crisis Group, responsable du bureau régional d'An-Nahda à Sousse, Sousse, novembre 2012.

¹⁷³ Entretien de Crisis Group, Oussama Ben Salem, Tunis, juillet 2012.

¹⁷⁴ Entretien de Crisis Group, Hichem Laraidh, Tunis, juillet 2012.

¹⁷⁵ Entretien de Crisis Group, militant d'An-Nahda, Sousse, août 2012.

ciative, islamiste et séculariste.¹⁷⁶ Enfin, dans de nombreuses zones rurales et périurbaines, des militants locaux d'An-Nahda participent parfois même à l'organisation de rencontres où des familles entières assistent aux prêches de prédicateurs du golfe.¹⁷⁷

Balayant les inquiétudes de ceux qui estiment que cette approche fera le lit des islamistes radicaux, un ancien nahdaoui proche de la présidence affirme que la plupart de ceux qui tiennent un discours extrémiste veulent tout juste s'intégrer dans le système, à l'issue de quoi ils tempéreront leurs propos. Il explique :

La plupart des prédicateurs qui affirment qu'il faut tuer les mécréants et appliquer les châtiments corporels selon la loi islamique surenchérisent pour se distinguer des autres courants islamiques. C'est sensationnaliste. Mais ils savent pertinemment que les gens ne les écoutent que d'une seule oreille. Ils veulent juste au fond avoir un poste dans une institution religieuse ou être reconnus pour leur savoir. Ils font du populisme religieux. Cela marche encore parce que les gens sont toujours sous le choc de la politique anti-islam de Ben Ali. Mais, bientôt, cela ne marchera plus.¹⁷⁸

An-Nahda s'estime particulièrement bien placé pour mener ce dialogue avec les salafistes puisqu'il peut le faire sur leur propre terrain, à partir des sources de l'islam.¹⁷⁹ Des prédicateurs nahdaouis comme Sadok Chourou – que nombre de non-islamistes qualifient de « radical » ou de « salafiste »¹⁸⁰ – jouent en ce sens un rôle de médiateur important. Aux dires d'un responsable nahdaoui :

Au sein du mouvement, des prédicateurs comme Sadok Chourou ont conceptualisé les notions de droits de l'homme à partir des sources islamiques. Ils ont conclu qu'il n'y avait pas de contradiction entre islam et démocratie. Ces prédicateurs veulent que ces interprétations soient rigoureusement fondées sur le texte sacré. Il y a une différence d'ancrage entre eux et moi. Moi qui suis plus politique, je commence par la fin, c'est-à-dire par la démocratie et les droits de l'homme. Eux, ils partent du texte coranique. Grâce à cette démarche, ils sont en mesure d'influencer les autres entités islamiques, comme les salafistes, qui tiennent vraiment à l'exégèse. Ils peuvent en dialoguant avec eux bousculer leur logique et les conduire ainsi sur la voie de la démocratisation et de la modération.¹⁸¹

Aux yeux de nombre de militants d'An-Nahda, la plupart des discours virulents des salafistes ne sont pas à prendre à la lettre. La société tunisienne apparaît, selon eux,

¹⁷⁶ Emission « 21 heures », Attounissia TV, 5 novembre 2012.

¹⁷⁷ Observations de Crisis Group, Mohamedmedia, banlieue de Tunis, juin 2012. Ce genre de rencontres est courant. Ainsi, fin juin 2012, dans une petite cité de la banlieue ouvrière de Sfax, un rassemblement de salafistes, majoritairement scientifiques, d'une durée de deux jours, avec spectacle équestre, invités saoudiens et hébergement de fortune sur place, a été annoncé par haut-parleur par le responsable de la cellule locale d'An-Nahda. Celui-ci a, selon les habitants du village, pris en charge financièrement une partie de la logistique. Observations de Crisis Group, village dans la banlieue de Sfax, 22-24 juin 2012 ; entretien de Crisis Group, habitant du village, Tunis, 23 juin 2012.

¹⁷⁸ Entretien de Crisis Group, ancien militant d'An-Nahda, Tunis, décembre 2012.

¹⁷⁹ Entretien de Crisis Group, jeune dirigeant d'An-Nahda, Tunis, septembre 2012.

¹⁸⁰ Entretien de Crisis Group, habitants de Tunis, Tunis, octobre 2012.

¹⁸¹ Entretien de Crisis Group, responsable nahdaoui, Tunis, août 2012. De ce point de vue, Sadok Chourou se situe dans une démarche salafiste. Il affirme en effet vouloir « résoudre les problèmes du réel à partir des sources de l'islam ». Il est sur le point de publier une exégèse coranique rédigée en prison. Entretien de Crisis Group, Sadok Chourou, septembre 2012.

suffisamment modérée sur le plan religieux pour que les extrémistes soient peu à peu « digérés » dans le creuset tolérant de l'islam malékite tunisien.¹⁸²

C. Vers la wahhabisation des lieux de savoir ?

Ce pari de l'intégration des prédicateurs pacifiques n'est pas sans risque. Nombre d'individus issus de la classe moyenne éduquée, notamment des fonctionnaires et des membres des professions libérales originaires de Tunis ou de la région du Sahel, craignent, comme la vidéo controversée de Ghannouchi l'a mis en évidence, que le dialogue qu'An-Nahda conduit avec les salafistes fasse partie d'une stratégie d'islamisation progressive de la société. Un sympathisant d'un parti séculariste s'inquiète :

Dans quelques années, nous vivrons dans une théocratie comparable à l'Arabie Saoudite, la richesse de notre culture et la diversité de nos modes de vie sont en péril. An-Nahda laisse volontairement les salafistes prendre le contrôle des mosquées et des associations religieuses.¹⁸³

Les tensions au sein d'An-Nahda, l'ambiguïté qu'il entretient sur son identité islamique et le contexte de recomposition rapide de l'espace religieux nourrissent ces craintes. D'un côté, nombre d'associations culturelles islamiques semblent dominées par les salafistes-scientifiques, et de l'autre, les mosquées, lieux de culte et de diffusion du savoir religieux, sont difficilement contrôlables par le nouveau ministre des Affaires religieuses, Nourredine Khademi – lui-même ancien chef religieux de la mosquée al-Fath au centre-ville de Tunis, un bastion salafiste. S'il a apparemment réussi à imposer 500 nouveaux prédicateurs munis de titres de formations reconnues par le ministère au début de l'été 2012, ce sont, d'après l'imam d'une mosquée d'un quartier populaire de Tunis, « surtout des salafistes-jihadistes qui ont été remplacés par des salafistes-scientifiques ou des prédicateurs très conservateurs proche d'An-Nahda ».¹⁸⁴

Ainsi, même si le nombre de mosquées contrôlées par les salafistes semble en baisse depuis six mois,¹⁸⁵ c'est néanmoins le cas pour plus de 400 sur 6 000.¹⁸⁶ De plus, celles où les imams du vendredi évoquent les paroles, gestes et attitudes du prophète dans un esprit wahhabite – en respectant néanmoins la plupart des rituels malékites – seraient légion.¹⁸⁷ En outre, les leçons religieuses qui se tiennent dans

¹⁸² Entretien de Crisis Group, responsable local d'An-Nahda, Tunis, octobre 2012. Le rite malékite dominant en Afrique du Nord a su intégrer les apports culturels de la région. Il se caractérise par son ouverture sur d'autres rites et d'autres religions et s'oppose notamment à l'excommunication des musulmans (*takfir*) qui ont péché ou ont été tentés. Entretien de Crisis Group, spécialiste de l'islam, Tunis, novembre 2012.

¹⁸³ Entretien de Crisis Group, militant d'un parti d'opposition, Tunis, décembre 2012.

¹⁸⁴ Entretien de Crisis Group, imam d'une mosquée d'un quartier populaire, *ibid.* Voir également « Tunisia: Battles over pulpits and a revolution's legacy », *The New York Times*, 12 novembre 2012.

¹⁸⁵ Entretiens de Crisis Group, fidèles des mosquées de Tunis, Tunis, janvier 2013.

¹⁸⁶ « "Vigilance" pour traquer l'incitation à la violence dans les mosquées », *Tunisie Focus* (tunisie focus.com), 23 décembre 2012.

¹⁸⁷ Entretiens de Crisis Group, fidèles des mosquées de Tunis, Tunis, janvier 2013. D'après l'un d'entre eux, les imams salafistes s'adaptent en règle générale au rite malékite. C'est le cas en ce qui concerne le nombre d'appels à la prière du matin et la prière initiale que le fidèle prononce en entrant dans le lieu de culte. Cependant, plusieurs imams, notamment des salafistes-jihadistes, prônent des rituels particuliers et s'insurgent contre des coutumes malékites qu'ils qualifient d'illicites, telle par exemple la célébration de la naissance du prophète le 24 janvier de chaque année. Entre-

certaines locaux adjacents aux salles de culte sont parfois dispensées dans une démarche islamiste rigide et conservatrice. Une jeune étudiante inscrite dans un cours de théologie pour femmes dans une mosquée de Menzel Bourguiba, au Nord du pays, précise : « Je suis allée aux leçons à la mosquée. La première chose qu'on m'a dite c'est que la démocratie était illicite (*kefer*) ».¹⁸⁸

Par ailleurs, la précipitation avec laquelle l'enseignement zitounien a été officiellement rouvert est révélatrice d'une recomposition anarchique de l'espace religieux, qui contribue également à nourrir les appréhensions de franges entières de la population, y compris de musulmans pratiquants les cinq prières quotidiennes.¹⁸⁹ La reprise des cours à la Zitouna, grande mosquée de Tunis, a de longue date été une revendication du mouvement islamiste tunisien.¹⁹⁰ Pourtant, dans le contexte actuel, cet enseignement est l'enjeu d'un bras de fer entre *cheioukh* malékites ultraconservateurs, salafistes scientifiques et jihadistes, nahdaouis politiques et prédicateurs, militants du Front de la réforme et islamistes radicaux du Hizb ut-Tahrir,¹⁹¹ qui pour le moment tourne en défaveur des nahdaouis politiques.

Une commission scientifique de la Zitouna (*machiyakha*) a ouvert des succursales de la grande mosquée dans tout le pays.¹⁹² L'enseignement y est libre, « beaucoup y assistent pour se cultiver sur le plan de la morale et de l'histoire islamique »,¹⁹³ et les membres de la commission visent à remettre sur pied un enseignement primaire, secondaire et supérieur qui servirait de modèle à la refonte du système éducatif. Or, à l'heure actuelle, elle est composée de cheikhs très conservateurs et rigoristes. Son chef, Houcine Laabidi, s'était distingué par un prêche durant les émeutes qui

tien de Crisis Group, fidèle d'une mosquée de Tunis, Tunis, 17 janvier 2013. Comme le précise un fidèle : « La plupart des imams de Ben Ali ont disparu au lendemain de la révolution. De nouveaux sont arrivés et à chaque fois ils étaient renvoyés. Je voyais des fidèles qui leur disaient, pourquoi ne parles-tu pas de ce qu'a fait le prophète lors de la prière du vendredi ? Tu n'es donc pas salafiste, tu n'as rien à faire ici ! ». Entretien de Crisis Group, imam d'une mosquée d'un quartier populaire, Tunis, janvier 2013.

¹⁸⁸ Entretien de Crisis Group, jeune étudiante, Menzel Bourguiba, août 2012.

¹⁸⁹ Entretiens de Crisis Group, habitants de Tunis, musulmans pratiquants, Tunis, novembre 2012. En 1958, Habib Bourguiba avait intégré cet enseignement pluriséculaire, l'équivalent de celui d'Al-Ahzar au Caire, dans des cursus théologiques universitaires modernes et fermé les locaux de la grande mosquée où il était dispensé. Le 19 mars une association d'anciens élèves de la mosquée ainsi qu'entre autres des avocats appartenant au Hizb ut-Tahrir ont obtenu de la justice la levée des scellés apposés en 1958 sur les bâtiments où était dispensé l'enseignement. Entretien de Crisis Group, Ridha Belhaj, Sousse, septembre 2012. Le 12 mai, en dehors de tout cadre juridique, le président d'An-Nahda, les ministres des Affaires religieuses, de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ainsi que le premier imam de la grande mosquée, se sont engagés par écrit à ce que l'enseignement zitounien « retrouve sa mission scientifique et culturelle qui émane essentiellement de la fonction de l'imamat du vendredi et qu'il bénéficie d'une totale indépendance ». Entretien de Crisis Group, imam à la grande mosquée Zitouna, membre de la *machiyakha* (commission scientifique de la zitouna), Tunis, septembre 2012.

¹⁹⁰ Durant les années 1970-1980, dénoncer l'interdiction de l'enseignement à la grande mosquée constituait un argument de poids du mouvement islamiste pour dénoncer le président de la République. Entretiens de Crisis Group, militants d'An-Nahda, Tunis, Sfax, Sousse, juin 2011-décembre 2012.

¹⁹¹ « Qui contrôle la Zitouna ? », *La Presse*, 8 mai 2012.

¹⁹² Le deuxième imam de la grande mosquée précise : « Nous en avons ouvertes notamment à Sousse, Sfax, Kef, Gabès, Tataouine, Medenine, Kebili, Nafta, Tozeur, Metlaoui, Gafsa, Bizerte, et on essaie d'en ouvrir d'autres à Béja, Jendouba, Menzel Temime, Kairouan, Mehdiya, Msecon, Kasserine, Tala, Feriana et Sidi Bouzid ». Entretien de Crisis Group, imam à la grande mosquée Zitouna, membre de la *machiyakha*, Tunis, septembre 2012.

¹⁹³ Ibid.

ont éclaté à Abdelia en juin 2012, lorsqu'il avait déclaré que selon la Charia les artistes « mécréants » devaient être tués et « leur sang versé ».¹⁹⁴ Les imams de la commission avaient également évoqué la nécessité de revenir à l'enseignement de la médecine arabe et rejeter la médecine occidentale, ce qui avait provoqué une levée de boucliers de l'ordre des médecins.¹⁹⁵ Selon un religieux de la *machiyakha* :

Le système scolaire tunisien est fragile. Le rôle de l'enseignement zitounien est de combler le vide créé par l'enseignement officiel au niveau de la morale, de la foi, et de la construction de l'être. La devise de la Zitouna c'est « l'islam est la loi de la grande existence et la Charia est l'approche idéale pour l'humanité ». Il faut donc réécrire l'histoire, la géographie et même les sciences humaines. Il s'agit d'un projet grandiose, car l'Etat c'est la religion et la religion c'est l'Etat. La religion a besoin de la politique et la politique a besoin de la religion.¹⁹⁶

A défaut de délimiter clairement les futures attributions de cette institution sur le plan juridique et de rédiger un code de déontologie – par exemple sous la forme d'un « Bill of Rights », à l'instar de celui d'Al-Ahzar au Caire¹⁹⁷ – les autorités compétentes, en l'occurrence deux ministères dirigés par des militants d'An-Nahda, entretiennent l'ambiguïté sur une possible réforme du système éducatif moderne qui aboutirait à une réduction du contenu laïc des matières enseignées.

¹⁹⁴ « L'Imam de la mosquée Zitouna appelle à verser le sang des artistes d'El Ebdilia », www.youtube.com/watch?v=aZLIz3VRX9s. Les émeutes qui ont éclaté du 12 au 15 juin 2012 ont suivi l'attaque d'une exposition de peinture dans la banlieue nord de Tunis qui avait exhibé des œuvres d'arts jugés blasphématoires. Les affrontements avec les forces de l'ordre ont impliqué de nombreux salafistes-jihadistes dont certains étaient galvanisés par un message d'Ayman al-Zawahiri, chef d'al-Qaeda, diffusé le 10 juin, lequel s'en prenait violemment à An-Nahda et appelait à défendre la Charia.

¹⁹⁵ « Qui contrôle la Zitouna ? », op. cit.

¹⁹⁶ Entretien de Crisis Group, imam à la grande mosquée Zitouna, membre de la *machiyakha*, Tunis, septembre 2012.

¹⁹⁷ Voir « Al-Azhar's 'Bill of Rights' », freespeechdebate.com, 3 septembre 2012.

V. An-Nahda face aux violences salafistes

A. Isoler les violents

La stratégie d'An-Nahda à l'égard de la prédication salafiste a pour corolaire l'isolement des salafistes violents. Si elle permet de rompre avec les pratiques autoritaires mises en place par l'ancien régime dans le cadre de la lutte antiterroriste et de respecter davantage les libertés publiques, elle n'est pas non plus sans risque. Tout d'abord, il est nécessaire, selon un dirigeant nahdaoui, d'éviter l'amalgame entre les courants salafistes : « Il ne faut pas tous les mettre dans le même panier. Cela les encourage à se regrouper. Il faut plutôt séparer ces entités l'une de l'autre ». ¹⁹⁸ Ensuite, comme le précise un autre responsable, il convient d'inciter les salafistes qui commettent des violences mineures à traiter avec les institutions dans le cadre de la loi : « Lorsqu'ils créent des escarmouches, nous dialoguons avec eux. Nous leur disons, "si vous avez des revendications, adressez-vous aux institutions compétentes de manière pacifique" ». ¹⁹⁹ L'objectif de cette démarche consiste ainsi à isoler ceux qui recourent à des formes de violence plus dangereuses. Un porte-parole du parti explique :

Il faut traiter les salafistes comme des citoyens. Il ne faut surtout pas les rejeter. Sinon cela va générer des violences. Il faut cependant isoler la minorité violente de la majorité. En effet, on ne peut tolérer ceux qui veulent imposer leur mode de vie à la société. Il faut également éviter de faire des martyrs tout en veillant à ce que la religion soit protégée. ²⁰⁰

Lors des événements d'Abdelia de juin 2012, cette démarche semble avoir contribué à ramener le calme alors que des salafistes-jihadistes étaient en situation de quasi soulèvement contre les institutions publiques. ²⁰¹

¹⁹⁸ Entretien de Crisis Group, Sami, avocat, jeune responsable d'An-Nahda, Tunis, août 2012.

¹⁹⁹ Entretien de Crisis Group, Noumi, Sousse, août 2012.

²⁰⁰ Entretien de Crisis Group, Saïd Ferjani, porte-parole d'An-Nahda, Tunis, 12 juin 2012.

²⁰¹ Le 14 juin, alors que la tension est à son comble, le président d'An-Nahda appelle à une grande manifestation le lendemain, dans le but de défendre les valeurs du sacré. Il reprend ainsi à son compte le mot d'ordre du « vendredi de la colère » lancé par la mouvance salafiste sur les réseaux sociaux, le court-circuitant par la même occasion. Pourtant, le ministre de l'Intérieur Ali Laraidh, nahdaoui lui aussi, interdit la manifestation. Pendant les négociations qui suivent au niveau local entre nahdaouis et *cheioukh* salafistes-jihadistes influents, les représentants d'An-Nahda bénéficient d'un argument de poids : ils ont accepté de ne pas manifester malgré l'appel initial de leur chef. Un commissaire dans le quartier populaire qui fut l'épicentre des émeutes de juin dit : « J'avais entendu que les jihadistes devaient sortir après la prière du vendredi, le 15 juin. J'avais peur qu'il y ait un débordement de violences à la cité. J'ai téléphoné au bureau local d'An-Nahda pour qu'ils essaient de calmer les choses, qu'ils essaient de discuter avec les jihadistes. Les représentants du bureau local sont allés à la mosquée le vendredi. Ils ont discuté avec eux, surtout avec le leader. Du coup tout s'est calmé ». Entretien de Crisis Group, commissaire dans le quartier populaire Ettadhamen, Tunis, septembre 2012. Abou Ayadh, le chef des salafistes-jihadistes d'Ansar Charia, lance de son côté des appels au calme. Il réitère son engagement pour la prédication et la non-violence dans une vidéo en ligne, où il affirme également que ces violences sont la conséquence d'une provocation destinée à nuire à la mouvance salafiste-jihadiste. La manifestation prévue le vendredi est annulée et les émeutes prennent fin. Observations de Crisis Group, Tunis, 15 juin 2012 ; entretiens de Crisis Group, militant d'An-Nahda, Tunis, juin 2012 ; responsable de brigades d'élites, Tunis, juillet 2012, vidéo d'Abou Ayadh, Talaba Revolution « fr », op. cit.

Le parti de Ghannouchi ne se contente pas de négocier. Il ne cesse en même temps de condamner les violences et affirme que leurs auteurs seront punis. Son principe clé réside, pour l'heure, dans cette maxime, formulée par un officier de la direction des affaires criminelles : « Nous arrêtons des individus en fonction de ce qu'ils font et non en fonction de ce qu'ils sont ». ²⁰² Un responsable régional du parti ajoute, « nous tenons à ce qu'aucun groupe ne soit réprimé pour ses idées politiques ». ²⁰³ Un autre dirigeant de Tunis précise, « les violents doivent être punis par l'Etat. L'Etat doit exercer son autorité. L'on doit parler de crime et non d'appartenance idéologique ». ²⁰⁴

B. *Persistence des violences : connivence entre islamistes au niveau local ?*

Malgré cette stratégie, An-Nahda demeure sous le feu conjoint des critiques non-islamistes qui l'accusent de laxisme, voire de connivence et des salafistes qui l'attaquent dès qu'il tente de s'en prendre à eux. Selon les événements – vague d'arrestations ou violences spectaculaires – le parti de Ghannouchi essuie les récriminations du premier ou du deuxième camp.

Il est vrai que de nombreux auteurs de violence ont été appréhendés par les forces de l'ordre puis remis en liberté au bout de quelques jours, au grand dam d'une partie de l'opinion publique. ²⁰⁵ Cela reflète à la fois le choix stratégique d'An-Nahda – volonté de dialoguer et de coopter plutôt que de réprimer ²⁰⁶ – mais aussi ses calculs politiques, et en particulier la crainte de se couper trop brutalement d'une frange importante de la communauté islamiste, y compris en son sein, avec laquelle il entretient « un droit à la différence et un devoir d'union ». ²⁰⁷ Sur le plan local, en effet, nahdaouis et salafistes violents se retrouvent parfois, de fait, dans le même bloc, agissant en commun.

Ces attitudes complices provoquent parfois des accusations sérieuses à l'encontre d'An-Nahda. Un habitant d'un quartier populaire affirme que « les nahdaouis laissent aux salafistes le soin de faire le sale boulot ». ²⁰⁸ De leur côté, des jeunes d'extrême gauche considèrent les salafistes-scientifiques comme les savants religieux d'An-Nahda et les salafistes-jihadistes comme leur bras armé, les trois courants vivant ainsi une relation de complémentarité. ²⁰⁹ Un habitant d'une petite localité à 30 ki-

²⁰² Entretien de Crisis Group, officier de la direction des affaires criminelles, Tunis, 7 novembre 2012.

²⁰³ Entretien de Crisis Group, responsable du bureau régional d'An-Nahda à Sousse, Sousse, 7 octobre 2012.

²⁰⁴ Entretien de Crisis Group, responsable d'An-Nahda, Tunis, juillet 2012.

²⁰⁵ Entretiens de Crisis Group, salafiste-jihadiste, Tunis, novembre 2012; commissaire dans le quartier populaire Ettadhamen, Tunis, septembre 2012. Voir également « Tunisie – Incidents de Bizerte : Quatre salafistes libérés ! », Tekiano (tekiano.com), 23 août 2012. Des journalistes évoquent un laxisme volontaire. « Tunisie : l'étrange passivité de l'Etat face à la violence jihadiste », Grotius (grotius.fr), 2 septembre 2012.

²⁰⁶ Entretien de Crisis Group, responsable du bureau régional d'An-Nahda à Sousse, Sousse, novembre 2012.

²⁰⁷ Entretien de Crisis Group, militant d'An-Nahda, Tunis, août 2012.

²⁰⁸ Entretien de Crisis Group, habitant d'un quartier populaire de Menzel Bourguiba, Menzel Bourguiba, septembre 2012.

²⁰⁹ Entretien de Crisis Group, jeunes d'extrême gauche, Sfax, juillet 2012.

lomètres de Sfax va plus loin : « Les salafistes n'existent pas, ils travaillent avec An-Nahda. La seule différence c'est que ce sont des supplétifs ». ²¹⁰

Ce raisonnement assez binaire n'est pas totalement dénué de vérité. A Sfax, par exemple, militants du parti de Ghannouchi et salafistes se retrouvent unis contre la principale centrale syndicale, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). Ils se rendent des services mutuels. ²¹¹ Ainsi, un habitant d'un quartier de ce grand centre urbain explique :

L'imam de la mosquée est un cheikh salafiste-scientifique qui n'appartient pas à An-Nahda mais il est connu qu'il bénéficie de son appui financier. Il a même appelé à voter pour ce parti lors des dernières élections. Il forme des fidèles tout au long de l'année. Les plus assidus habitent en permanence le lieu de culte. Ils s'occupent de la promotion publicitaire des activités des salafistes-scientifiques et des nahdaouis (rencontres, conférences, événements divers). ²¹²

Ainsi, lorsque l'UGTT, très puissante à Sfax, entame un mouvement de revendications, des nahdaouis et salafistes-scientifiques contre-manifestent de concert avec des salafistes-jihadistes, issus généralement de milieux délinquants. ²¹³ Lorsqu'un prédicateur saoudien entreprend une tournée de prêches dans les environs, les salafistes s'occupent de la logistique et jouent le rôle de service d'ordre. Un fidèle de la mosquée, ni nahdaoui, ni salafiste, précise :

La mosquée que dirige cet imam est fréquentée par des nahdaouis, des salafistes et des membres de la bourgeoisie sfaxienne sans étiquette politique ou religieuse particulière. Ces derniers craignent cet imam. Il peut en effet faire circuler des rumeurs faisant état de leurs affaires de corruption sous l'ancien régime. Afin de se prémunir de la diffusion de tels ragots et donc de la colère des habitants du quartier, ils financent les activités du lieu de culte et s'abstiennent de toute critique à l'égard des nahdaouis et des salafistes. ²¹⁴

Cette collaboration tacite au niveau local semble même se renforcer. Le 9 février 2013, jour des funérailles de Chokri Belaïd, des nahdaouis ont appuyé les opérations de maintien de l'ordre des salafistes pour faire face aux pillages de certains commerces dans le centre-ville de Sfax. ²¹⁵

C. *Désordre au sein de l'administration sécuritaire et du système juridique ?*

Mais si ce laxisme relatif à l'égard des salafistes est lié à des décisions stratégiques et tactiques d'An-Nahda, il est aussi renforcé par un certain désordre au sein des insti-

²¹⁰ Entretien de Crisis Group, militant du parti républicain (al-Joumhouri), village de la banlieue de Sfax, juin 2012.

²¹¹ Observations de Crisis Group, Sfax, juin 2012.

²¹² Entretien de Crisis Group, habitant de Sfax, Sfax, juin 2012.

²¹³ Observations de Crisis Group, Sfax, juin 2012. Une contre-manifestation dénonçant l'annonce d'une grève générale lancée sur tout le territoire par l'UGTT, début décembre 2012, a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes à Sfax. Les mosquées de la ville auraient contribué à mobiliser les manifestants. Entretien de Crisis Group, habitants de Sfax, Tunis, 9 décembre 2012.

²¹⁴ Entretien de Crisis Group, habitant de Sfax, Sfax, octobre 2012.

²¹⁵ Entretien de Crisis Group, habitants de Sfax, Tunis, 9 février 2013. Voir également la page Facebook « The Sfaxian World », page pro-An-Nahda. De nombreuses vidéos publiées sur cette page montrent de telles scènes et encouragent les salafistes à poursuivre dans cette voie.

tutions sécuritaires et judiciaires, ainsi que par l'incertitude générée par la transition politique : juges qui craignent d'être sanctionnés par le ministre de la Justice s'ils agissent contre les salafistes ; policiers qui ne jouissent pas de la confiance totale des nouveaux dirigeants islamistes qui furent longtemps leur victimes ; services de l'ordre qui, ne pouvant plus faire usage routinier de la torture, manquent de formation adéquate pour obtenir des preuves contre les individus soupçonnés de violence, etc. Un officier des forces de sécurité note :

Les juges ont peur d'ouvrir des enquêtes, surtout depuis le mois de mai 2012, où 82 d'entre eux ont été révoqués de manière unilatérale par le ministre. Vous pensez qu'ils préfèrent faire plaisir à l'opinion publique ou au ministère de la Justice ? Pour eux, dormir tranquille et garder leur poste sont les choses les plus importantes. Ils ne veulent pas prendre de risque car ils ne savent pas ce que leur ministre pense au fond de lui de ces salafistes.²¹⁶

De même, un proche du ministre de l'Intérieur affirme :

Si les suspects ne sont pas interpellés en flagrant délit, il est difficile de réunir des preuves de leurs actes de violence. La police est structurellement formée sur des méthodes dures et pourtant ne peut plus comme par le passé extorquer des aveux sous la torture. Un savoir-faire policier alternatif manque. L'auteur de violence va passer devant le juge et celui-ci va constater qu'il n'y pas assez d'éléments au dossier.²¹⁷

Des troubles existeraient en outre au sein de l'unité de commandement du ministère de l'Intérieur. Ceux-ci seraient liés en premier lieu aux changements qu'a connus l'administration sécuritaire à la suite du soulèvement. Un haut responsable au sein du ministère explique :

Durant le soulèvement, plus de 600 postes de police ont été attaqués. Les policiers se sont enfuis et étaient totalement épuisés. Sous Ben Ali, le gouverneur chapeautait la police, chaque agent était en phase avec sa hiérarchie. Après le 14 janvier, tout a changé. Les forces de l'ordre ont été vaincues sur le terrain. Nombre de gouverneurs, de délégués, de chefs de districts (*omda*) et de conseils municipaux ont été évincés. De plus, les ministres de l'Intérieur ont renvoyé 84 hauts cadres dont la plupart avaient un rôle pivot au sein du système de commandement. Depuis, c'est comme si la machine était grippée. Nous travaillons au jour le jour. Il n'y a ni plan ni stratégie au sein du ministère.²¹⁸

Enfin, des agents et officiers des forces de sécurité expliquent l'immobilisme dont ils font parfois preuve par l'absence de couverture juridique que subit leur profession à un moment où ils doutent et de la solidarité du pouvoir politique à leur égard et de sa réaction en cas de colère populaire.²¹⁹ Ceci se manifeste au niveau local par la dé-

²¹⁶ Entretien de Crisis Group, officier des forces de sécurité, Tunis, juillet 2012 ; voir également « Omerta du ministère de la justice sur les noms des juges révoqués », Nawat (nawaat.org), 29 mai 2012.

²¹⁷ Entretien de Crisis Group, proche du ministre de l'Intérieur, Tunis, septembre 2012.

²¹⁸ Entretien de Crisis Group, haut responsable au sein du ministère de l'Intérieur, Tunis, août 2012.

²¹⁹ Un phénomène similaire est observé en Egypte où les forces de sécurité, incertaines quant à l'attitude des Frères musulmans au pouvoir, hésitent parfois à faire usage de la force de peur de

motivation et le sentiment d'insécurité de nombre de policiers et gardes nationaux qui affirment ne pas se sentir protégés dans l'exercice de leur fonction. En effet, le champ d'application de la loi 69-4 qui encadre toujours la mission des forces de l'ordre n'est pas clair. Cette loi, qui date de la fin des années 1960, prévoit que policiers et gardes nationaux peuvent tirer lorsque leur vie est en danger.²²⁰ Mais, d'après plusieurs d'entre eux, c'est pour avoir appliqué cette loi contre les émeutiers de décembre 2010 et de janvier 2011 qu'une centaine ont écopé de peines de prison.²²¹

Au final, des membres des forces de l'ordre disent ne pas vouloir prendre de risques inutiles en affrontant les salafistes qui sont parfois très puissants dans certains quartiers et villages. Un commissaire qui exerce dans le quartier populaire d'Ettadhamen, dans la banlieue de la capitale, un bastion salafiste, explique :

Les salafistes placent leurs commerces ambulants dans des points névralgiques du quartier pour augmenter leurs profits et recruter de nouveaux adeptes. Ils ont disposé un étal de fruits et légumes à côté du poste de police pour observer nos mouvements. On ne peut rien faire si on arrête un jihadiste pour un délit quelconque, ils donnent le signal et leurs « frères » arrivent en renfort arrivent pour le libérer.²²²

Pour cette raison, nombre d'agents demandent régulièrement un ordre d'intervention écrit du ministre de l'Intérieur pour passer à l'action contre les salafistes violents, espérant pouvoir en faire usage en tant que défense lors d'un éventuel procès.²²³

sanctions possibles ou de la vindicte populaire. Entretien de Crisis Group, membres des forces de sécurité égyptiennes, Le Caire, décembre 2012 ; responsables américains, Washington DC, décembre 2012.

²²⁰ Loi no. 69-4 du 24 janvier 1969 réglementant les réunions publiques, cortèges, défilés, manifestations et attroupements.

²²¹ Voir le rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord de Crisis Group N°123, *Tunisie : lutter contre l'impunité, restaurer la sécurité*, 9 mai 2012 ; entretien de Crisis Group, officier du ministère de l'Intérieur, 7 novembre 2012.

²²² Il pointe également du doigt les failles des services de renseignements qui à l'époque de Ben Ali étaient largement secondés par le parti au pouvoir : « Avant le 14 janvier, chaque agent de police faisait un rapport quotidien sur l'économie, la sécurité, sur les doléances de la population. Après le 14 janvier ce système a été aboli. Donc on a perdu beaucoup de données. On a actuellement plutôt des services spéciaux qui s'en chargent mais malgré cela il y a vraiment une absence de travail sur le terrain et un manque flagrant d'informations sur les mouvements et agissements de beaucoup d'individus ». Entretien de Crisis Group, commissaire au sein du quartier populaire Ettadhamen, *ibid.*

²²³ Cette idée d'ordre écrit est récurrente. Celui-ci a notamment été exigé par la police locale de Menzel Bourguiba, le 14 août 2012, lorsqu'un groupe de salafistes a empêché un comique de produire son spectacle à la maison de culture de la ville et agressé les personnes présentes sur les lieux. D'après une des personnes présentes, « les salafistes ont commencé par faire la prière devant la maison de la culture il y a quelques jours. Puis ils sont allés voir la police dont le siège est mitoyen de la maison de la culture. Ils leur ont dit qu'il fallait annuler cette représentation pour ne pas que des incidents se déclenchent. La police n'est même pas allée prévenir les organisateurs du spectacle ! Le lendemain, les salafistes sont venus, la police ne s'est pas interposée. Ils nous ont dit qu'ils avaient besoin d'un ordre écrit du ministère de l'Intérieur pour intervenir. Avant sous Ben Ali, ce n'était pas le cas, un coup de téléphone du gouverneur et la police intervenait directement quelle qu'en soit la raison ». Entretien de Crisis Group, membre du comité de la maison de jeunes de Menzel Bourguiba, Menzel Bourguiba, 15 août 2012.

D. Durcissement de la logique sécuritaire et radicalisation des jihadistes ?

Après l'assaut contre l'ambassade américaine, deux nouveaux éléments ont transformé la logique de la réponse sécuritaire aux violences salafistes. Premièrement, d'après plusieurs responsables des forces de l'ordre, Ali Laraidh, ministre de l'Intérieur, aurait pour la première fois donné des instructions écrites, autorisant la police à invoquer la légitime défense si les commissariats sont menacés.²²⁴ Deuxièmement, des individus ont été placés en détention provisoire, non pour ce qu'ils avaient fait – actes de violence – mais pour ce qu'ils avaient dit – incitation à la violence et au meurtre.²²⁵

Une réalité ambiguë prend forme. D'une part, si en novembre, un officier de la direction des affaires criminelles parlait de 220 salafistes-jihadistes arrêtés pour des actes criminels, ces derniers affirmaient que plus de 900 de leurs camarades étaient sous les verrous.²²⁶ D'autres cas suggéraient un durcissement de l'attitude des pouvoirs publics. Une trentaine de citoyens aurait ainsi été poursuivis en vertu de la loi antiterroriste pour recrutement et incitation au jihad en Syrie.²²⁷

D'autres événements plus récents suggèrent un durcissement des pouvoirs publics : annonce du démantèlement d'un groupe qui serait lié à al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) près de la frontière algérienne ;²²⁸ perquisition dans le quartier populaire de Douar Hicher qui a entraîné la mort de la femme d'un salafiste ; importante saisie d'armes à Médenine, dans le Sud du pays, et arrestation de trois salafistes-jihadistes en relation avec cette affaire.²²⁹

D'autre part, et malgré cette fermeté apparemment liée à une radicalisation de la menace jihadiste ainsi qu'à des pressions d'une frange de l'opinion publique, d'éléments du ministère de l'Intérieur et de la diplomatie américaine,²³⁰ il est des limites que le gouvernement n'a pas encore franchi. En particulier, il n'a pas agi contre Ansar Charia, soupçonné d'avoir planifié l'attaque contre la mission diplomatique américaine.²³¹ En janvier 2013, la plupart des membres du mouvement arrêtés

²²⁴ Entretien de Crisis Group, officiers du ministère de l'Intérieur, Tunis, novembre 2012. Voir également « Douar Hicher : le ministère de l'Intérieur précise », africanmanager.com, 31 octobre 2012.

²²⁵ L'un d'entre eux a été condamné à quatre mois de prison ferme. Il s'agit d'Abou Ayoub, l'ex-numéro deux d'Ansar Charia. Celui-ci avait par ailleurs été mis à l'écart de l'organisation suite à des conflits internes. Il a toutefois été incarcéré pour incitation à la violence et au meurtre. Voir « Le jihadiste Abou Ayoub condamné à 4 mois de prison ferme », Leaders (leaders.com.tn), 4 janvier 2013. Hassen Brik, un responsable d'Ansar Charia a également été condamné à deux mois avec sursis pour incitation à la violence lors de conflits avec les forces de l'ordre à Jendouba en février 2012.

« Hassan Ben Brik condamné à deux mois de prison avec sursis », Mosaique FM, 17 janvier 2013.

²²⁶ Entretiens de Crisis Group, officier de la direction des affaires criminelles, salafiste-jihadiste, Tunis, novembre 2012.

²²⁷ « Tunisie : un parti salafiste dénonce le recours à la loi antiterroriste », *Tunis Tribune*, 8 octobre 2012.

²²⁸ Le ministre de l'Intérieur a visé implicitement le groupe d'Abou Iyadh, Ansar Charia, en faisant référence à sa stratégie de la terre de prédication, lors d'une conférence de presse tenue le 21 décembre 2012 suite au démantèlement de cette cellule d'AQMI. « En Tunisie, nous sommes tous musulmans et notre société n'est pas une société de prédication ni une société de jihad comme le prétendent certains esprits ». Cité dans « Evénements de Jendouba et Kasserine, l'Aqmi est dans le coup », op. cit.

²²⁹ Nehed Chouaib, « Tunisie – Ali Zarmedini : "Lien évident entre les saisies d'armes à El Mourouj et à Médenine" », Jawhara FM, 18 janvier 2013.

²³⁰ Entretien de Crisis Group, diplomate américain, Tunis, 18 janvier 2013.

²³¹ Entretien de Crisis Group, proche de Hassan Brik, responsable de la prédication d'Ansar Charia, Tunis, 18 janvier 2012.

dans le cadre de cette affaire ont été libérés.²³² Quant aux auteurs de violences confondus sur les lieux à l'aide de vidéos et de photographies, leur procès n'a toujours pas eu lieu.²³³

Plus généralement, les relations entre salafistes-jihadistes et nahdaouis semblent se dégrader, même si les dernières déclarations d'Abou Ayadh, le dirigeant d'Ansar Charia, deux jours avant l'assassinat de Chokri Belaïd, et le lendemain de cet événement, montrent une volonté de rapprochement avec l'aile prédicatrice d'An-Nahda.²³⁴ Jusqu'aux arrestations de septembre 2012, le discours des premiers à l'égard des seconds était plutôt conciliant.²³⁵ Si certains ne faisaient pas confiance au parti de Ghannouchi et le considéraient comme un parti islamiste d'une autre génération, peu attrayant pour les jeunes, ils le concevaient, à l'instar de la plupart des salafistes-scientifiques, comme un mouvement qui, premièrement, les laissait travailler et, deuxièmement, était en mesure de défendre l'islam contre ses ennemis – en général les militants de gauche des quartiers huppés et les anciens du parti de Ben Ali.²³⁶ Un salafiste-jihadiste affirmait au mois de décembre 2011 que l'arrivée d'An-Nahda au pouvoir était un soulagement : « [Cela] nous rassure un peu. Sous Ben Ali, je ne pouvais même pas aller au centre-ville de Tunis, j'étais arrêté tous les 2 kilomètres, parce que je porte une barbe ». ²³⁷ Un autre précisait que, somme toute, An-Nahda avait un fond islamiste, en mesure de mettre en pratique « 40 pour cent d'islam ». ²³⁸

Depuis septembre, en revanche, de nombreuses formules anti-An-Nahda voient le jour, telles que, « An-Nahda c'est le RCD avec l'islam ! », ²³⁹ « An-Nahda ce sont des hypocrites (*Mounafikoun*) » ²⁴⁰ ou « God is America and Rached Ghannouchi is his Prophet ! ». ²⁴¹ Des pages Facebook jihadistes représentent désormais le logo d'An-Nahda apposé sur la bannière étoilée du drapeau américain. ²⁴² Un jeune jihadiste

²³² Imen Gharb, « Hassan Brik libéré », *L'Economiste maghrébin*, 2 janvier 2013.

²³³ Entretien de Crisis Group, diplomate américain, Tunis, 18 janvier 2013.

²³⁴ « Une interview interdite d'Abou Iyadh divulguée sur Internet », *Maghrabia.com*, 8 février 2013 et « Assassinat de Chokri Belaid : Ansar Chariaa pousse Ennahdha à aller de l'avant ! », *op. cit.*

²³⁵ Le premier véritable accroc dans les relations entre nahdaouis et salafistes-jihadistes date plus précisément de la fin mars 2012 au moment de l'annonce faite par Ghannouchi selon laquelle l'article 1 de la constitution ne serait pas modifié pour y introduire une référence à la Charia. Le second remonte aux arrestations qui ont eu lieu dans le sillage des événements de Abdelia au mois de juin 2012. Le troisième, le plus important, à celles opérées dans le cadre de l'enquête contre l'attaque de l'ambassade américaine en septembre. Entretiens de Crisis Group, militants nahdaouis et salafistes, juin-décembre 2012. Une personnalité influente dans la mouvance, Khatib Idrissi, affirme quant à lui ne s'être jamais fait d'illusions à propos d'An-Nahda : « Les partis comme An-Nahda c'est l'occident qui a décidé qu'ils triomphent afin de domestiquer le réveil islamique. Cela a été le cas en Tunisie, en Egypte, au Maroc et en Turquie. En apparence ils se revendiquent de l'islam, mais au fond ils sont laïcs puisqu'ils ne veulent pas gouverner selon la loi divine. Rien n'a été changé depuis Ben Ali. Tout ce qui est contre la loi divine dans la Constitution est encore en vigueur aujourd'hui. Tous les musulmans le savent ». Entretien de Crisis Group, Khatib Idrissi, Sidi Ali Ben Aoun, 12 septembre 2012.

²³⁶ Entretiens de Crisis Group, salafistes-jihadistes, Tunis, décembre 2011.

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ Entretien de Crisis Group, imam dans une agglomération périurbaine, proche du salafisme, juin 2012.

²³⁹ Entretiens de Crisis Group, salafistes-jihadistes, Tunis, octobre-novembre 2012.

²⁴⁰ *Ibid.*

²⁴¹ Entretien de Crisis Group, officier de la direction des affaires criminelles, Tunis, 7 novembre 2012.

²⁴² Voir notamment la page Facebook « Sniper Officiel ».

affirme réaliser que le parti l'a « instrumentalisé ».²⁴³ Un autre, se dit désormais plus proche de l'extrême gauche que du parti de Ghannouchi.²⁴⁴ Quant à plusieurs de ses camarades, ils semblent difficilement garder leur calme, surtout depuis la réponse musclée des forces de l'ordre lors des affrontements de Douar Hicher à la fin octobre et la mort de deux jeunes salafistes-jihadistes des suites d'une grève de la faim sauvage.²⁴⁵

Un cercle vicieux – durcissement de la logique sécuritaire et radicalisation des salafistes-jihadistes – n'est pas à exclure. Ceci pourrait avoir une autre conséquence : afin d'éviter une trop grande aliénation de la part des salafistes et un glissement d'une ligne de prédication pacifique vers un jihad violent, An-Nahda pourrait leur accorder davantage de concessions sur la question de l'islamisation de la société.

²⁴³ Entretien de Crisis Group, salafiste-jihadiste, Tunis, décembre 2012.

²⁴⁴ Entretien de Crisis Group, salafiste-jihadiste, Tunis, janvier 2013.

²⁴⁵ Cette grève de la faim réclamait leur libération de détention provisoire dans le cadre de l'enquête sur l'attaque conduite contre la représentation diplomatique américaine.

VI. Conclusion : sortir du dédale

Pour le moment, et malgré une certaine désorganisation des institutions juridiques et sécuritaires et une faiblesse de l'Etat dans certaines régions de l'intérieur, le pays n'a pas été la proie de violences jihadistes meurtrières. Certes, il a connu une augmentation des actes d'agression salafiste de faible intensité, phénomène inquiétant et que craignent de larges franges de la société qui en paient le prix. Les pressions culturelles et morales s'exercent également, là encore alarmant nombre de citoyens. Mais le pire a été évité, en partie grâce à l'approche non dénuée d'ambiguïté – faite de complicité et de connivence – d'An-Nahda.

Pourtant, la réponse à la question salafiste se trouve peut-être à un carrefour. Dans un contexte marqué par une crise politique et des violences sociales déclenchées par l'assassinat de Chokri Belaïd ; une polarisation extrême entre islamistes et anti-islamistes ; de sérieuses divisions au sein d'An-Nahda ; ainsi qu'une certaine radicalisation du discours et de la pratique jihadistes, les autorités pourraient être tentées par une gestion exclusivement sécuritaire. En réaction, la possibilité d'actes terroristes beaucoup plus violents que le vigilantisme spectaculaire dont les salafistes-jihadistes sont coutumiers n'est pas – plus – à exclure. L'entrée dans cette dynamique pourrait également enrayer le processus d'institutionnalisation des islamistes radicaux, lequel est potentiellement porteur de modération. Et elle pourrait faire évoluer An-Nahda vers une approche plus contraignante du point de vue religieux, accentuant le clivage islamistes/laïques à l'approche des échéances électorales.

Les problèmes attribués – à tort ou à raison – au salafisme auxquels fait face la Tunisie sont de plusieurs ordres, et c'est donc d'une stratégie différenciée dont le pays a besoin. Qu'une de ses manifestations soit la violence est indéniable, mais celle-ci reste un symptôme largement minoritaire.

Qu'une réponse d'ordre sécuritaire soit nécessaire est certain, et cela d'autant plus qu'une forme de jihadisme parvient de plus en plus à transcender les frontières. Mais il ne faudrait pas jeter salafisme tunisien et jihadisme type al-Qaeda dans un même sac et les traiter pareillement, au risque d'inciter à davantage de radicalisation et de violence. C'est une évidence, mais qui gagne à être répétée : une répression non ciblée visant des individus selon leur appartenance politique et religieuse présumée, comme sous l'ère Ben Ali dans les années 2000, ne ferait qu'encourager nombre de salafistes à se tourner vers la violence.

Il convient au contraire de distinguer plusieurs phénomènes et les traiter de façon distincte : actions de jeunes chômeurs ou marginalisés qui trouvent dans le salafisme jihadiste un exutoire facile ; tentatives d'imposition d'un certain ordre religieux ou moral qui effraient de nombreux citoyens ; et, enfin, jihadisme terroriste tel qu'habituellement conçu.

1. *Réponse sociale* : Certaines des violences salafistes les plus courantes sont avant tout l'action d'une fraction désœuvrée de la jeunesse de l'intérieur du pays et des quartiers populaires les plus touchés par la pauvreté et l'exclusion. En amont de toute démarche d'ordre sécuritaire, le gouvernement se doit de mettre en œuvre une véritable politique d'encadrement socioéducatif à destination de cette jeunesse, notamment des programmes de réinsertion professionnelle et scolaire.²⁴⁶

²⁴⁶ Voir le rapport de Crisis Group, *Tunisie : relever les défis économiques et sociaux*, op. cit.

Dans cette perspective, le gouvernement pourrait soutenir les activités associatives dans les zones délaissées en encourageant le travail commun entre associations islamiques et sécularistes, qui devraient communiquer davantage leurs activités aux habitants et élaborer ensemble des microprojets d'amélioration de la vie quotidienne. Autre élément essentiel du traitement des violences liées à la délinquance, la création d'une police de proximité rétablissant le lien et la confiance entre forces de l'ordre et citoyens dans des zones à haut risque.

2. *Réponse idéologique* : La polarisation dont souffre le pays a des raisons multi-formes mais, parmi celles-ci, les appréhensions concernant une islamisation feutrée et le type de société qu'An-Nahda et d'autres forces islamistes chercheraient à prescrire tiennent une importance centrale. Les exemples d'intolérance – à l'égard d'expressions culturelles ou d'habitudes sociales différentes – sont nombreux, tout comme est inquiétant, pour certains, l'ambiguïté d'An-Nahda sur les intentions d'islamisation des lieux de diffusion du savoir.

Malgré ses sérieuses divisions internes, le parti islamiste pourrait, dans le cadre d'une large consultation avec le ministère des Affaires religieuses et les organisations politiques et associatives, tenter de rédiger une charte des libertés qui défendrait un islam héritier de l'effort intellectuel du réformisme tunisien du XIX^{ème} siècle, déjà interpellé par les défis de la modernité. Cette charte pourrait encadrer l'enseignement zitounien, pour l'heure peu structuré, mais sans doute appelé à prendre de l'ampleur et à former une nouvelle génération de *cheiukhs*.

S'il cherche à rassurer au-delà de ses rangs, An-Nahda pourrait appuyer cette conception d'un islam tunisien faisant partie intégrante du patrimoine culturel, intellectuel et religieux national. Le parti devrait développer et défendre cette orientation dans son organe de presse *Al-Fajr* et ses publications numériques et encourager les associations qui lui sont proches à l'exprimer. Il devrait surtout la diffuser parmi ses militants par le biais de cahiers de formation culturelle, politique et religieuse.

3. *Réponse sécuritaire* : Il ne fait guère de doute que le dispositif sécuritaire du pays a besoin de gagner en efficacité afin de rassurer les citoyens, éviter les débordements et se préparer à toute éventualité de développement d'un jihadisme à caractère terroriste. Comme dans d'autres pays de la région dont les systèmes sont en pleine mutation, les bouleversements politiques s'accompagnent de la désorganisation et démobilisation des forces de sécurité, d'un élargissement des zones de quasi non-gouvernance d'où l'Etat est absent, et d'un accroissement du trafic d'armes et de la circulation de jihadistes.

Remédier à ces carences nécessite entre autres de promulguer une nouvelle loi qui définirait plus clairement le statut juridique et le cadre d'intervention de la police et de la garde nationale, ce qui pourrait contribuer à réduire leur sentiment d'insécurité et les remotiver sur le plan professionnel. En outre, les agents et officiers de la sûreté devraient pouvoir bénéficier d'une formation continue concernant les techniques de maintien de l'ordre. Dans l'optique de réduire les pertes humaines lors des mouvements de contestation violents impliquant notamment des salafistes, ils devraient de même posséder un équipement anti-émeute moderne et non létal.²⁴⁷

²⁴⁷ La plupart des salafistes qui ont perdu la vie sont morts de tirs à balles réelles. Des policiers et gardes nationaux expliquent le recours à ce type d'armes par le faible équipement anti-émeute non létal dont ils disposent. Entretiens de Crisis Group, policiers et gardes nationaux, octobre-novembre

Enfin, la circulation d'armes à feu et explosifs sur le territoire et la porosité des frontières avec les voisins libyen et algérien – phénomène aggravé d'abord par les événements en Libye et, désormais, par ceux qui agitent le Mali – exigent une réponse régionale et, en particulier, une coopération sécuritaire étroite entre Alger, Tripoli et Tunis.²⁴⁸ Les saisies de ce type de matériel se sont en effet multipliées depuis le début de l'année 2013 et la situation risque d'empirer.²⁴⁹ Le 13 janvier, le chef de l'Etat déclarait ainsi que des salafistes-jihadistes tunisiens seraient en relation avec des « forces terroristes » impliquées dans le conflit malien, la Tunisie étant, d'après lui, sur le point de devenir un « corridor entre l'armement libyen et la région du Mali ».²⁵⁰ De même, une trop grande perméabilité des frontières pourrait favoriser le passage de jihadistes tunisiens en Algérie et au Mali. Réalité déjà observable : onze des 32 ravisseurs du site gazier d'In Amenas en Algérie à la mi-janvier seraient de nationalité tunisienne.²⁵¹

4. *Réponse politique* : Face à l'urgence, il conviendrait tout d'abord de constituer une commission d'enquête indépendante sur l'assassinat de Chokri Belaïd. Ensuite, et afin de renouer avec le dialogue et surmonter, en partie, le clivage entre islamistes et non-islamistes, il faudrait créer, dans les plus brefs délais, un Conseil national de dialogue qui réunirait les principales organisations politiques, associatives et syndicales et leur permettrait d'ouvrir un débat sur les questions politiques, sociales et économiques posées par le soulèvement et les épisodes de violence qui ont suivi le départ de Ben Ali et sont, en partie, à l'origine de la crise actuelle.

Quelle que soit la physionomie du futur gouvernement, les éventuels changements de rapports de force au sein de l'Assemblée nationale constituante (ANC), les blocages politiques et les recompositions partisans qui pourraient en résulter, il conviendrait d'établir au plus tôt une feuille de route claire pour les prochaines étapes

2012. D'après un proche du syndicat des forces de sécurité intérieure, afin d'éviter les morts lors de la dispersion de manifestations violentes, les forces de l'ordre ont délaissés les armes de guerre dont les balles tirées sur le sol à des fins dissuasives ricochent et infligent des blessures souvent mortelles. Dans l'optique de réduire les pertes humaines, mais ne possédant que très peu d'équipement non léthal, tels des tazers ou des canons à eau, ils se sont rabattus sur des fusils de chasse tirant des cartouches de chevrotine. Un salafiste aurait été tué par ce type d'armes lors de l'attaque contre l'ambassade américaine en septembre. Entretien de Crisis Group, proche du syndicat des forces de sécurité intérieure, Tunis, novembre 2012. En décembre, par ailleurs, un mouvement de contestation encadré par l'UGTT et des partis de gauche a été dispersé à l'aide de ce type de cartouches. Plus de 300 personnes ont été blessées et seize ont perdu la vue. Voir « À Siliana, des Tunisiens à bout contestent les islamistes », *Le Nouvel Observateur*, 2 décembre 2012.

²⁴⁸ Entretien de Crisis Group, hauts cadres du ministère de l'Intérieur, Tunis, octobre 2012.

²⁴⁹ « Tunisie – Ali Zarmedini : “Lien évident entre les saisies d'armes à El Mourouj et à Médenine” », op. cit. Entretien de Crisis Group, responsables des forces de sécurité, Tunis, juin-décembre 2012. Un expert d'une ONG suisse spécialiste de la question évoque le passage de TNT, de lance-roquettes notamment de type RPG et de kalachnikov via d'une part des loyalistes libyens (partisans de Kadhafi) établis en Tunisie, et d'autre part les salafistes tunisiens qui avaient quasiment pris le contrôle des camps de réfugiés de Ras Jedir, de Ben Guerdane et de Choucha lors de la guerre contre le régime de Kadhafi. Entretien de Crisis Group, expert d'une ONG suisse, Médenine, juin 2012.

²⁵⁰ « Pour Marzouki, il y a en Tunisie “un consensus unique dans le monde arabe” », France 24, 13 janvier 2013. Le président a également affirmé que le jihadisme constituait un grand danger pour la région. D'après lui, nombre se déplaceraient actuellement d'Afghanistan et du Pakistan vers le Maghreb. « Le jihadisme, “un problème sécuritaire qui menace tout le Maghreb”, selon Marzouki », *Jeune Afrique*, 3 octobre 2012.

²⁵¹ « La Tunisie, base arrière des jihadistes maliens », Radio France internationale, 22 janvier 2013.

de la transition. Dans le même esprit, et tout en trouvant des réponses adéquates à l'assassinat de Chokri Belaïd, il faudrait faire en sorte que ces réponses ne soient pas perçues par une partie de la population – une fraction d'An-Nahda et certains salafistes-jihadistes – comme un déni de la légitimité sortie des urnes ou le prélude à l'exclusion sociale et politique, voire la répression, des courants de pensée islamistes.

Car cette question s'inscrit bien sûr dans un contexte plus large – celui d'un déficit massif de confiance entre islamistes et non-islamistes, chacun soupçonnant l'autre de vouloir monopoliser le champ politique. Pire : les jihadistes affirment entreposer des armes par mesure préventive, par peur de revivre un jour la répression qui avait cours sous l'ancien régime.²⁵² Certains partisans d'An-Nahda nourrissent pareilles craintes, convaincus qu'ils seront emprisonnés en cas de défaite du parti aux prochaines élections. Un ancien défenseur de la lutte armée, aujourd'hui responsable d'un parti politique islamiste légal, soutient que la volonté de s'intégrer politiquement et de respecter les règles du jeu institutionnel n'est pas un processus irréversible :

Pour le moment, construire et faire des réformes c'est cela le jihad. Mais si un nouveau Bourguiba ou un nouveau Ben Ali parvient au pouvoir, nous referons le jihad dans le sens de *qital* (combat). Car, il ne va pas seulement nous chasser de la scène politique, il va vouloir nous ramener en prison. A ce moment-là nous nous ne serons plus dans un bureau, mais derrière les barreaux ou dans la montagne !²⁵³

Peur qui a évidemment son pendant du côté des forces non-islamistes. Si les islamistes sont inquiets à cause d'un passé répressif, les non-islamistes le sont en raison d'un présent menaçant, en raison d'attaques contre individus, cinémas et débits de boisson, considérés comme autant d'offenses à la religion, ainsi que de l'existence de ligues de protection de la révolution, souvent violentes, défendant la plupart du temps des positions progouvernementales et pro-islamistes.²⁵⁴

²⁵² Entretiens de Crisis Group, salafistes-jihadistes, Tunis, septembre 2012. Béchir Ben Hassen, un salafiste-scientifique, a notamment déclaré en novembre dans une vidéo publiée sur son site internet (Béchirbenhassen.com) que si « les restes de l'ancien régime reviennent au pouvoir, il faudra verser jusqu'à la dernière goutte de son sang ». En novembre, les discussions sur la page Facebook salafiste-jihadiste « Sniper Officiel » ont rapporté que le principal ennemi n'était pas An-Nahda mais Nida Tounes, le parti de l'ancien Premier ministre, Béji Caïd Essebsi.

²⁵³ Entretien de Crisis Group, responsable d'un parti islamiste radical, septembre 2012.

²⁵⁴ Ces ligues sont héritières des comités de protection de la révolution créés spontanément au lendemain du départ de Ben Ali par des jeunes sans affiliation partisane, des syndicalistes et des forces politiques sécularistes. Ces ligues rassemblent aujourd'hui une majorité de militants et sympathisants d'An-Nahda, des citoyens qui campent sur des positions pro-gouvernementales ou le soutien de manière critique au nom de la révolution et de l'islam. Elles se sont davantage structurées au cours de l'année 2012 et ont multiplié leurs activités. Elles sont présentes dans la plupart des localités du pays, y compris les plus reculées. Se disant protectrices de la révolution, elles recourent à des actions musclées : intimidation d'hommes d'affaires qu'elles désignent proches de l'ancien régime ; contre-manifestations ou contre-rassemblements qui finissent parfois en affrontements violents lors de mobilisations organisées par des partis sécularistes ou des syndicalistes de l'UGTT ; et agressions de journalistes ou militants d'opposition. Leurs membres entretiennent un discours souvent manichéen encourageant la chasse aux sorcières contre les individus et les organisations qu'ils assimilent à des défenseurs de l'ancien régime ou des laïques, tels Nida Tounes ou le Front populaire, une coalition de partis politiques et associations d'extrême gauche ou nationalistes arabes. Ces ligues, qualifiées de milices d'An-Nahda par des militants de la gauche radicale, évoquent de nombreuses craintes chez les non-islamistes, qui les accusent notamment de fournir des passe-droits à leurs membres (favoritisme pour obtenir un emploi, octroi privilégié de crédits) et surtout

Le clivage entre islamistes et anti-islamistes semble atteindre son paroxysme depuis le meurtre de Chokri Belaïd, mais il était déjà très marqué. Exemple : en décembre 2012, l'UGTT a appelé à la grève générale pour protester contre l'attaque de son siège par des membres de ces ligues de protection de la révolution, se posant ainsi en chef de file des anti-islamistes. En réponse, plusieurs mosquées de la région de Sfax ont dénoncé cette grève et organisé, de concert avec ces ligues, une contre-manifestation qui a réuni près de 100 000 personnes à Sfax.²⁵⁵ Si la voie du dialogue échoue, l'approche des prochaines élections pourrait donner lieu à de nouvelles violences, leur résultat prenant un caractère existentiel pour les uns comme pour les autres.

Ces appréhensions mutuelles révèlent que nombre de citoyens ne considèrent pas leurs libertés politiques comme acquises et expliquent en partie l'escalade des tensions politiques. Dialogue national et adoption d'une nouvelle constitution consacrant ces libertés seraient un premier pas – nécessaire mais non suffisant – pour dissiper ces inquiétudes. Plus généralement, les forces politiques doivent chercher le moyen de se convaincre mutuellement qu'à l'issue du scrutin, et quels que soient les scénarios à court et à moyen terme, islamistes ou non-islamistes ne subiront pas un contrecoup grave et ne seront soumis ni à l'arbitraire politique ou religieux ni à la répression.

Tunis/Bruxelles, 13 février 2013

de préparer le terrain à de sérieuses violences politiques. Plusieurs activistes d'extrême gauche affirment que ces ligues, bien que distinctes des groupes salafistes jihadistes et plus proches de l'aile prédicatrice d'An-Nahda, fonctionnent comme des ligues « fascistes » et ne sont pas étrangères à l'assassinat de Chokri Belaïd. Entretiens de Crisis Group, dirigeant d'une ligue de protection de la révolution de la banlieue de Tunis, Tunis, 26 janvier 2013 ; habitants de Tunis et de Sfax, décembre 2012 ; militants d'extrême gauche, janvier-février 2013.

²⁵⁵ Béchir Ben Hassen, un des chefs de file du salafisme-scientifique en Tunisie a qualifié cette grève d'illicite en islam. Entretiens de Crisis Group, habitants de Sfax, Sfax, 15 décembre 2012 ; salafiste-jihadiste, Tunis, décembre 2012.

Annexe A : Carte de la Tunisie



Avec l'aimable autorisation de l'Université du Texas à Austin

Annexe B : Glossaire des abréviations

AQMI – Al-Qaeda au Maghreb islamique : organisation salafiste armée d'origine algérienne héritière du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), une dissidence du Groupe islamique armé (GIA) créé en 2007.

ANC – Assemblée nationale constituante élue en octobre 2011 afin de rédiger la nouvelle constitution.

CPR – Congrès pour la République : parti politique de centre gauche fondé en 2001. Membre de l'opposition illégale sous Ben Ali, il est jusqu'en décembre 2011 présidé par Moncef Marzouki, aujourd'hui président de la République. Il fait aujourd'hui partie de la Troïka.

FIT – Front islamique Tunisie : formation politique qui prônait la lutte armée à la fin des années 1980.

GCT – Groupe combattant tunisien : organisation jihadiste créée en 2000 de l'étranger. Elle participe notamment à la logistique de l'assassinat du Cheikh Massoud en Afghanistan, la veille du 11 septembre 2001.

ISROR – Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, la réforme politique et la transition démocratique. Présidée par Yadh Ben Achour, elle a été formée en mars 2011 et dissoute peu avant les élections du 23 octobre 2011.

LTDH – Ligue tunisienne des droits de l'homme : première ligue des droits de l'homme dans le monde arabe, formée en 1977.

MTI – Mouvement de la tendance islamique : ancienne appellation (1979-1988) du parti islamiste An-Nahda.

PCOT – Parti communiste des ouvriers de Tunisie : fondé à la fin des années 1980, aujourd'hui une des principales tendances de la gauche radicale marxiste tunisienne. Il change d'appellation en juillet 2012, devenant le Parti des travailleurs tunisiens.

PDP – Parti démocrate progressiste : fondé en 2001, parti politique de centre gauche. Le 7 avril 2012, le parti a fusionné avec six autres partis centristes pour former le Parti républicain (Al-Joumhouri).

RCD – Rassemblement constitutionnel démocratique : parti de l'ancien président Ben Ali. Il est l'héritier du Néo-Destour (« Destour » signifie constitution) et du Parti socialiste destourien (PSD), fondé par l'ancien premier président tunisien, Habib Bourguiba.

UGET – Union générale des étudiants tunisiens : syndicat étudiant historique fondé en 1952.

UGTE – Union générale tunisienne des étudiants : syndicat étudiant proche du mouvement islamiste, fondé en 1985, dissout en 1991 et reconnu officiellement en 2011.

UGTT – Union générale tunisienne du travail : créée en 1946, unique centrale syndicale jusqu'à la chute de Ben Ali, aujourd'hui présidée par Hassine Abassi.

Annexe C : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 150 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits meurtriers.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situés dans des pays à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel de douze pages offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans la plupart des pays en conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports et briefings de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Thomas Pickering, un ancien ambassadeur américain. Louise Arbour, ancienne haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et ancienne procureure générale des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, préside Crisis Group depuis juillet 2009.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et dispose de bureaux ou de représentations dans 34 villes : Abuja, Bangkok, Beyrouth, Bichkek, Bogotá, Bujumbura, Dakar, Damas, Dubaï, Gaza, Guatemala City, Islamabad, Istanbul, Jakarta, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Katmandou, Le Caire, Londres, Moscou, Nairobi, New York, Pékin, Pristina, Rabat, Sanaa, Sarajevo, Séoul, Tbilissi, Tripoli, Tunis et Washington. Crisis Group couvre environ 70 pays et territoires touchés ou menacés par des crises sur quatre continents. En Afrique, il s'agit de : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Erythrée, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Madagascar, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Zimbabwe ; en Asie : Afghanistan, Birmanie/Myanmar, Cachemire, Corée du Nord, Détroit de Taïwan, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizstan, Malaisie, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste et Turkménistan ; en Europe : Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Géorgie, Kosovo, Macédoine, Russie (Caucase du Nord), Serbie et Turquie ; au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Algérie, Bahreïn, Egypte, Iran, Irak, Israël/Palestine, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Sahara occidental, Syrie, Tunisie et Yémen ; et en Amérique latine et aux Caraïbes : Colombie, Guatemala et Venezuela.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Les agences et départements gouvernementaux suivants ont contribué au financement de Crisis Group ces dernières années : l'Agence américaine pour le développement international, l'Agence australienne pour le développement international, l'Agence autrichienne pour le développement, l'Agence canadienne de développement international, l'Agence néo-zélandaise pour le développement international, l'Agence suédoise pour la coopération internationale et le développement, l'Instrument de stabilité de l'Union européenne, la Principauté du Liechtenstein, le Centre canadien de recherches pour le développement international, le Département du Royaume-Uni pour le développement international, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère belge des Affaires étrangères, le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère royal danois des Affaires étrangères, le ministère royal norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, le ministère turc des Affaires étrangères et Irish Aid.

Les fondations institutionnelles et privées suivantes ont contribué au financement de Crisis Group ces dernières années : la Carnegie Corporation de New York, la Fondation Adessium, la Fondation Elders, la Fondation Henry Luce, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, la Fondation Oak, la Fondation Radcliffe, la Fondation Stanley, la Fondation The Charitable, la Fondation Tinker Incorporated, la Fondation William et Flora Hewlett, le Fonds Ploughshares, le Fonds Rockefeller Brothers, les Fondations Open Society et Humanity United.

Annexe D : Rapports et briefings de Crisis Group sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord depuis 2010

Israël/Palestine

Tipping Point? Palestinians and the Search for a New Strategy, Rapport Moyen-Orient N°95, 26 avril 2010 (aussi disponible en arabe et en hébreu).

Drums of War: Israel and the "Axis of Resistance", Rapport Moyen-Orient N°97, 2 août 2010 (aussi disponible en arabe et hébreu).

Squaring the Circle: Palestinian Security Reform under Occupation, Rapport Moyen-Orient N°98, 7 septembre 2010 (aussi disponible en arabe et en hébreu).

Gaza: The Next Israeli-Palestinian War?, Briefing Moyen-Orient N°30, 24 mars 2011 (aussi disponible en arabe et en hébreu).

Radical Islam in Gaza, Rapport Moyen-Orient N°104, 29 mars 2011 (aussi disponible en arabe et en hébreu).

Palestinian Reconciliation: Plus Ça Change..., Rapport Moyen-Orient N°110, 20 juillet 2011 (aussi disponible en arabe et en hébreu).

Curb Your Enthusiasm: Israel and Palestine after the UN, Rapport Moyen-Orient N°112, 12 septembre 2011 (aussi disponible en arabe et en hébreu).

Back to Basics: Israel's Arab Minority and the Israeli-Palestinian Conflict, Rapport Moyen-Orient N°119, 14 mars 2012 2011 (aussi disponible en arabe).

The Emperor Has No Clothes: Palestinians and the End of the Peace Process, Rapport Moyen-Orient N°122, 7 mai 2012 (aussi disponible en arabe).

Light at the End of their Tunnels? Hamas & the Arab Uprisings, Rapport Moyen-Orient N°129, 14 août 2012 (aussi disponible en arabe).

Israel and Hamas: Fire and Ceasefire in a New Middle East, Rapport Moyen-Orient N°133, 22 novembre 2012 (aussi disponible en arabe).

Extreme Makeover? (I): Israel's Politics of Land and Faith in East Jerusalem, Rapport Moyen-Orient N°134, 20 décembre 2012 (aussi disponible en arabe).

Extreme Makeover? (II): The Withering of Arab Jerusalem, Rapport Moyen-Orient N°135, 20 décembre 2012 (aussi disponible en arabe).

Egypte/Syrie/Liban

Lebanon's Politics: The Sunni Community and Hariri's Future Current, Rapport Moyen-Orient N°96, 26 mai 2010 (aussi disponible en arabe).

Nouvelle crise, vieux démons au Liban : les leçons oubliées de Bab Tebbaneh/Jabal Mohsen, Briefing Moyen-Orient N°29, 14 octobre 2010 (aussi disponible en arabe).

Trial by Fire: The Politics of the Special Tribunal for Lebanon, Rapport Moyen-Orient N°100, 2 décembre 2010.

Popular Protest in North Africa and the Middle East (I): Egypt Victorious?, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°101, 24 février 2011 (aussi disponible en arabe).

Popular Protest in North Africa and the Middle East (VI): The Syrian People's Slow-motion Revolution, Rapport Moyen-Orient N°108, 6 juillet 2011 (aussi disponible en arabe).

Popular Protest in North Africa and the Middle East (VII): The Syrian Regime's Slow-motion Suicide, Rapport Moyen-Orient N°109, 13 juillet 2011 (aussi disponible en arabe).

Uncharted Waters: Thinking Through Syria's Dynamics, Briefing Moyen-Orient N°31, 24 novembre 2011 (aussi disponible en arabe).

Lebanon's Palestinian Dilemma: The Struggle Over Nahr al-Bared, Rapport Moyen-Orient N°117, 1 mars 2012 (aussi disponible en arabe).

Now or Never: A Negotiated Transition for Syria, Briefing Moyen-Orient N°32, 5 March 2012 (aussi disponible en arabe et en russe).

Syria's Phase of Radicalisation, Briefing Moyen-Orient N°33, 10 avril 2012 (aussi disponible en arabe).

Lost in Transition: The World According to Egypt's SCAF, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°121, 24 avril 2012 (aussi disponible en arabe).

Syria's Mutating Conflict, Rapport Moyen-Orient N°128, 1^{er} août 2012 (aussi disponible en arabe).

Tentative Jihad: Syria's Fundamentalist Opposition, Rapport Moyen-Orient N°131, 12 octobre 2012 (aussi disponible en arabe).

A Precarious Balancing Act: Lebanon and the Syrian Conflict, Rapport Moyen-Orient N°132, 22 novembre 2012 (aussi disponible en arabe).

Syria's Kurds: A Struggle Within a Struggle, Rapport Moyen-Orient N°136, 22 janvier 2013.

Afrique du Nord

Soulèvements populaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (IV): I voie tunisienne, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°106, 28 avril 2011 (aussi disponible en anglais).

Popular Protest in North Africa and the Middle East (V): Making Sense of Libya, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°107, 6 juin 2011 (aussi disponible en arabe).

Holding Libya Together: Security Challenges after Qadhafi, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°115, 14 décembre 2011 (aussi disponible en arabe).

Tunisie : lutter contre l'impunité, restaurer la sécurité, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°123, 9 mai 2012.

Tunisie : relever les défis économiques et sociaux, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°124, 6 juin 2012.

Divided We Stand: Libya's Enduring Conflicts, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°130, 14 septembre 2012 (aussi disponible en arabe).

Irak/Iran/Golfe

Iraq's Uncertain Future: Elections and Beyond, Rapport Moyen-Orient N°94, 25 février 2010 (aussi disponible en arabe).

Loose Ends: Iraq's Security Forces between U.S. Drawdown and Withdrawal, Rapport Moyen-Orient N°99, 26 octobre 2010 (aussi disponible en arabe).

Popular Protest in North Africa and the Middle East (II): Yemen between Reform and Revolution, Rapport Moyen-Orient N°102, 10 mars 2011 (aussi disponible en arabe).

Iraq and the Kurds: Confronting Withdrawal Fears, Rapport Moyen-Orient N°103, 28 mars 2011 (aussi disponible en arabe et en kurde).

Popular Protests in North Africa and the Middle East (III): The Bahrain Revolt, Rapport Moyen-Orient N°103, 4 avril 2011 (aussi disponible en arabe).

Popular Protest in North Africa and the Middle East (VIII): Bahrain's Rocky Road to Reform, Rapport Moyen-Orient N°111, 28 juillet 2011 (aussi disponible en arabe).

Failing Oversight: Iraq's Unchecked Government, Rapport Moyen-Orient N°113, 26 septembre 2011 (aussi disponible en arabe).

Breaking Point? Yemen's Southern Question, Rapport Moyen-Orient N°114, 20 octobre 2011 (aussi disponible en arabe).

In Heavy Waters: Iran's Nuclear Program, the Risk of War and Lessons from Turkey, Rapport Moyen-Orient N°116, 23 février 2012 (aussi disponible en arabe et en turc).

Popular Protest in North Africa and the Middle East (IX): Dallying with Reform in a Divided Jordan, Rapport Moyen-Orient N°118, 12 mars 2012 (aussi disponible en arabe).

Iraq and the Kurds: The High-Stakes Hydrocarbons Gambit, Rapport Moyen-Orient N°120, 19 avril 2012 (aussi disponible en arabe et en kurde).

The P5+1, Iran and the Perils of Nuclear Brinkmanship, Briefing Moyen-Orient N°34, 15 juin 2012.

Yemen: Enduring Conflicts, Threatened Transition, Rapport Moyen-Orient N°125, 3 juillet 2012 (aussi disponible en arabe).

Déjà Vu All Over Again: Iraq's Escalating Political Crisis, Rapport Moyen-Orient N°126, 30 juillet 2012 (aussi disponible en arabe).

Iraq's Secular Opposition: The Rise and Decline of Al-Iraqiya, Rapport Moyen-Orient N°127, 31 juillet 2012 (aussi disponible en arabe).

Annexe E : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Thomas R Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

PRESIDENTE
DIRECTRICE GENERALE**Louise Arbour**

Ancienne haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et procureure générale des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda

VICE-PRESIDENTS
DU CONSEIL**Ayo Obe**

Juriste, Lagos, Nigéria

Ghassan Salamé

Directeur, Ecole des affaires internationales, Sciences Po Paris

COMITE DE DIRECTION

Morton Abramowitz

Ancien secrétaire d'Etat adjoint et ambassadeur des Etats-Unis en Turquie

Cheryl Carolus

Ancienne haut commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale de l'ANC

Maria Livanos Cattai

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Yoichi Funabashi

Président, Rebuild Japan Initiative Foundation ; ancien rédacteur en chef de l'*Asahi Shimbun*, Japon

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Financial Corporation

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Moisés Naím

Chercheur principal, Programme économie d'internationale, Carnegie Endowment for International Peace ; ancien rédacteur en chef, *Foreign Policy*

George Soros

Président, Open Society Institute

Pär Stenbäck

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Finlande

AUTRES MEMBRES

DU CONSEIL

Kofi Annan

Ancien secrétaire général des Nations unies ; prix Nobel de la Paix (2001)

Nahum Barnea

Editorialiste en chef de *Yedioth Ahronoth*, Israël

Samuel Berger

Président, Albright Stonebridge Group LLC ; ancien conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis

Emma Bonino

Vice-présidente du Sénat ; ancienne ministre italienne aux Affaires européennes et au Commerce extérieur et commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Micheline Calmy-Rey

Ancienne présidente et ministre des Affaires étrangères de la Confédération suisse

Wesley Clark

Ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan en Europe

Sheila Coronel

Professeur « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation ; directeur du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation,

Université de Columbia, Etats-Unis

Mark Eyskens

Ancien Premier ministre de Belgique

Nabil Fahmy

Ancien ambassadeur égyptien aux Etats-Unis et au Japon ; directeur et fondateur, Ecole des affaires publiques, Université américaine du Caire

Joschka Fischer

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Allemagne

Lykke Friis

Ancienne ministre du Climat et de l'Energie et ministre à l'Egalité des sexes du Danemark ; ancienne rectrice à l'Université de Copenhague

Jean-Marie Guéhenno

Professeur « Arnold Saltzman » d'études sur la paix et les conflits, Université de Columbia ; ancien sous-secrétaire général du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

Carla Hills

Ancienne ministre du Logement et représentante du Commerce extérieur des Etats-Unis

Lena Hjelm-Wallén

Ancienne vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Suède

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Mo Ibrahim

Foundation ; fondateur, Celtel International

Igor Ivanov

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Fédération russe

Asma Jahangir

Présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

Wadah Khanfar

Co-fondateur, Forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Wim Kok

Ancien Premier ministre des Pays-Bas

Ricardo Lagos

Ancien président du Chili

Joanne Leedom-Ackerman

Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

Lalit Mansingh

Ancien ministre indien des Affaires étrangères, ambassadeur auprès des Etats-Unis et haut commissaire au Royaume-Uni

Benjamin Mkapa

Ancien président de la Tanzanie

Laurence Parisot

Présidente, MEDEF

Karim Raslan

Fondateur, directeur exécutif et président-directeur général de KRA Group

Paul Reynolds

Président-directeur général, Canaccord Financial Inc.

Javier Solana

Ancien haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune, secrétaire général de l'Otan et ministre des Affaires étrangères d'Espagne

Liv Monica Stubholt

Première vice-présidente en stratégie et communication, Kvaerner ASA ; ancienne secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Norvège

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du National Economic Council et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université d'Harvard

Wang Jisi

Directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin ; membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois

Wu Jianmin

Vice-directeur exécutif, China Institute for Innovation and Development Strategy ; membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien ambassadeur chinois aux Nations unies et en France

Lionel Zinsou

Président-directeur général, PAI Partners

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

Dow Chemical	George Landegger	Harry Pokrandt	White & Case LLP
Mala Gaonkar	McKinsey & Company	Shearman & Sterling	Neil Woodyer
Frank Holmes	Ford Nicholson & Lisa	LLP	
Steve Killelea	Wolverton	Ian Telfer	

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

Anglo American PLC	Seth & Jane Ginns	Griff Norquist	Yapı Merkezi
APCO Worldwide Inc.	Alan Griffiths	Ana Luisa Ponti &	Construction and
Ryan Beedie	Rita E. Hauser	Geoffrey	Industry Inc.
Stanley Bergman &	George Kellner	R. Hoguet	Stelios S. Zavvos
Edward Bergman	Faisal Khan	Kerry Propper	
BP	Zelmira Koch Polk	Michael L. Riordan	
Chevron	Elliott Kulick	Shell	
Neil & Sandra DeFeo	Harriet Mouchly-Weiss	Nina Solarz	
Family Foundation	Näringslivets Inter-	Horst Sporer	
Equinox Partners	nationella Råd (NIR)	Statoil	
Neemat Frem	– International	Talisman Energy	
FTI Consulting	Council of Swedish	Tilleke & Gibbins	
	Industry	Kevin Torudag	

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Joaquim Alberto Chissano	Matthew McHugh Miklós Németh	Shirley Williams Grigory Yavlinski
George Mitchell Président émérite	Victor Chu Mong Joon Chung	Christine Ockrent Timothy Ong	Uta Zapf Ernesto Zedillo
Gareth Evans Président émérite	Pat Cox Gianfranco Dell'Alba	Olara Otunnu Lord (Christopher)	
	Jacques Delors Alain Destexhe	Lord (Christopher) Patten	
Kenneth Adelman	Mou-Shih Ding Uffe Ellemann-	Shimon Peres Victor Pinchuk	
Adnan Abu Odeh	Jensen Gernot Erler	Surin Pitsuwan Cyril Ramaphosa	
HRH Prince Turki	Marika Fahlén Stanley Fischer	Fidel V. Ramos George Robertson	
al-Faisal	Malcolm Fraser Swanee Hunt	Michel Rocard Volker Rühle	
Hushang Ansary	Max Jakobson James V. Kimsey	Güler Sabancı Mohamed Sahnoun	
Oscar Arias	Aleksander Kwasniewski	Salim A. Salim Douglas Schoen	
Ersin Arioğlu	Todung Mulya Lubis Allan J. MacEachen	Christian Schwarz-	
Richard Armitage	Graça Machel Jessica T. Mathews	Schilling Michael Sohlman	
Diego Arria	Nobuo Matsunaga Barbara McDougall	Thorvald Stoltenberg Leo Tindemans	
Zainab Bangura		Ed van Thijn Simone Veil	
Shlomo Ben-Ami			
Christoph Bertram			
Alan Blinken			
Lakhdar Brahimi			
Zbigniew Brzezinski			
Kim Campbell			
Jorge Castañeda			
Naresh Chandra			
Eugene Chien			